

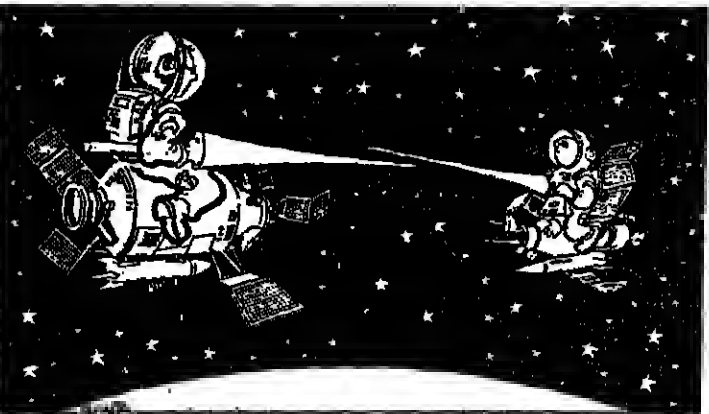
\* Rouges

## Proposition

deux Etats superposés ? C'est ainsi que l'on règle dans les chambres d'enfants les questions de souveraineté.

Cette proposition d'illes-sandwichs peut paraître séduisante, mais elle est irréaliste : qui aurait le dessus ?

**BRUNO FRAPPAT.**



**MICHEL TATU.**  
(Lire la suite page 4.)

**ancier » d'hiver**

1. The first step is to identify the problem. This involves understanding the nature of the problem, its scope, and its impact on the organization. It is important to gather information from various sources, including employees, customers, and industry experts, to gain a comprehensive understanding of the problem.

[illegible]

1. The first of these is the fact that the  
2. second of these is the fact that the  
3. third of these is the fact that the  
4. fourth of these is the fact that the  
5. fifth of these is the fact that the  
6. sixth of these is the fact that the  
7. seventh of these is the fact that the  
8. eighth of these is the fact that the  
9. ninth of these is the fact that the  
10. tenth of these is the fact that the

... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..  
... ..

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

2. The second part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

3. The third part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

4. The fourth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

5. The fifth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

6. The sixth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

7. The seventh part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

8. The eighth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

9. The ninth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

10. The tenth part of the document is a list of names and addresses, which appears to be a directory or a list of contacts. The names are written in a cursive script, and the addresses are listed below them.

SECRET

...the

هكذا من الأصل



# Étranger

## RENDEZ-VOUS

**Dimanche 6 janvier.** — M. Dumas, ministre des relations extérieures, au Club de la presse d'Europe I.

**Lundi 7 janvier.** — Bruxelles : Réunion de la nouvelle Commission des Communautés européennes sous la présidence de M. Delors.

**Genève.** — Rencontre Gromyko-Shultz.

**Washington.** — Proclamation officielle de la victoire de M. Reagan à l'élection présidentielle.

**Jeu 10 janvier.** — Bruxelles : M. Fathus prend la parole au Forum des grandes conférences catholiques.

**Nicaragua.** — Entrée en fonctions officielle du nouveau gouvernement.

## SPORTS

**Dimanche 6 janvier.** — Rugby : Sixième journée retour du championnat de France.

**Ski alpin.** — Coupe du monde messieurs à La Mongie.

**Mardi 8 janvier.** — Basket-ball : Coupe des cuppes (Villeneuve-Barcelone).

**Tennis.** — Masters à New-York (jusqu'au 13).

**Jeu 10 janvier.** — Football : Tournoi en salle de Paris-Bercy (jusqu'au 11).

**Ski alpin.** — Coupe du monde dames à Bad Kleinkirchen (jusqu'au 11).

**Volley.** — Salon nautique international au CNIT (jusqu'au 21).

**Samedi 12 janvier.** — Juda : Tournoi de Paris (jusqu'au 13).

**Ski alpin.** — Coupe du monde messieurs à Kitzbühel (jusqu'au 13).

**Football.** — huitième tour de la Coupe de France.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faivet (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Ferençzi

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 437 ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 839 F 1 080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie) 383 F 835 F 1 197 F 1 536 F

II - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 536 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'impôts.

## PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte-d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 1,10 \$ ; G.-B., 25 p. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 35 p. ; Italie, 2 000 L. ; Liban, 475 p. ; Libye, 0,200 DL ; Luxembourg, 38 l. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,70 S. ; Yougoslavie, 110 ad.

## IL Y A QUATRE-VINGTS ANS, LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

# Les « martyrs gris » contre les « roquets jaunes »

Le 2 janvier 1905, il y a quatre-vingts ans, la guerre russo-japonaise prend un tournant décisif. Le général-licutenant Stoessel, commandant la région de Port-Arthur, capitule, malgré l'avis contraire de son conseil de défense. C'est un tel coup pour la puissance et l'orgueil russes en Extrême-Orient que cette reddition est considérée comme une honteuse trahison. Les Japonais n'ont déjà perdu 60 000 hommes et les Russes 30 000 au cours des huit mois de siège et de combats acharnés, mais le commandement japonais peut désormais porter tous ses efforts sur le front de Mandchourie et se glanifier d'avoir fait à Port-Arthur quarante mille prisonniers dont dix-sept officiers généraux.

La guerre a commencé un peu moins d'un an plus tôt, avec l'attaque par des torpilleurs japonais, sans déclaration préalable, de trois bâtiments russes en route de Port-Arthur. Elle était inéluctable depuis l'échec des négociations entre l'empire du tsar et celui du mikado, relatives à leurs sphères d'intérêts respectives en Extrême-Orient.

La révolution meiji a donné au Japon, inquiet de l'agressivité des impérialismes occidentaux en Asie, les moyens d'y résister et de rivaliser avec eux. Il a pris pied sur la rive continentale la plus proche, en Corée, royaume vassal de la Chine à laquelle il a arraché en outre, grâce à sa armée moderne, Formose, les îles Pescadores, la péninsule de Liaodong avec son port de Lüshun, autrement dit Port-Arthur. Le traité de Shimonoseki a confirmé en 1895, ces conquêtes.

Perchés sur un mépris aussi aveugle que dérisoire, France, Prusse et Russie ne se réveillèrent qu'au grolot du « péril jaune » agité par Guillaume II, et c'est en défeuseurs de l'« intégrité chinoise » maïotes fois violée par elles-mêmes qu'elles contraignirent le petit benjamin des « mangeurs de Chine » à relâcher la Liaodong et son port.

## Un « peuple de nains »

Humilié, l'orgueilleux Japon s'est aussitôt préparé à la revanche que les Russes ont poussé leur avantage. Continuant leur expansion vers le Pacifique, ils avaient, dès 1896, obtenu de la Chine l'autorisation pour leur Transsibérien de traverser la Mandchourie, sous la garde de leurs troupes, et, deux ans plus tard, un bail de vingt-cinq ans sur ce même Liaodong relâché par leurs rivaux, avec Port-Arthur, meilleur débouché sur le Pacifique que Vladivostok trop septentrional et bloqué par les glaces une partie de l'année.

Après l'expédition internationale contre les Boxers en 1900, ils n'ont pas retiré les garnisons qu'ils avaient installées en Mandchourie, et créé en 1903 une « viceroyauté d'Extrême-Orient », affirmant ainsi leurs ambitions. Bruit de botte menaçant pour le régime de la porte ouverte en Chine. Dès janvier 1902, l'Angleterre a signé avec le Japon un traité d'alliance afin de maintenir l'indépendance de la Chine et de la Corée et d'assurer la paix et la sécurité en Extrême-Orient.

Le tsar Nicolas se prétend néanmoins apôtre de la paix. Ses ministres, informés des problèmes de l'empire, ne sont pas bellistes, hormis Plehvé, partisan d'une « petite guerre » pour balayer la menace révolutionnaire et faire oublier au peuple la corruption, l'injustice et la faim. Indécis et mou, ses penchants mystiques et ses envies de gloire l'incitent à une croisade contre les « barbares jaunes », selon le vœu du cousin Willy, Guillaume II le Prussien, au les rêves fumeux d'une cour dans laquelle ambitions personnelles et intrigues tiennent lieu de politique. Autour de lui gravitent des charlatans et des grands-ducs vains et fastueux comme Alexia, qui avait un jour sorti de sa manche un certain Bezobrazov, ancien officier de la

garde, auteur de l'ultime défi au Japon.

Aventurier sans scrupule, Bezobrazov s'est fait nommer secrétaire d'Etat honoraire, amiral, et surtout membre du comité directeur de la Banque russo-chinoise. Par l'intermédiaire de celle-ci, il a créé la société forestière du Yalu afin d'exploiter une concession de forêts située sur la rive gauche de ce fleuve frontière, c'est-à-dire en Corée, chasse gardée du Japon.

Le Japon, en effet, ne peut éviter de répondre à la provocation.

« Le monde peut être embrasé par l'illumination-bougie d'un petit lieutenant aux gardes ! », écrit l'ambassadeur Cambo.

Mais Togn est un guerrier patient et habile. Il a lo les

Uoe vague d'enthousiasme patriotique soulève le pays, du moujik à l'intelligentsia. Les manifestations de soutien au tsar se multiplient, les dons affluent, les volontaires se bousculent aux bureaux de recrutement. Pour mater les « roquets enragés », Nicolas II envoie — tout de même — en Asie le meilleur et le plus populaire de ses marins, le vice-amiral Makarov, héros de la guerre contre les Turcs. Et quelques semaines, « Bon Papa » ou « le Maître », comme l'appellent ses hommes, réunissent courage et volonté à des équipages débârrés.

Quant au général en chef Kouropatkine, c'est un stratège de cour entouré d'un état-major de salon. Dans les ouages dorés de Saint-Petersbourg, il a conçu un plan de débarquement au Japon, avec capture du mikado. Sur le terrain, il n'est qu'un administrateur myope et taillon. Sa campagne de Mandchourie est une suite de retraits ; du Yalu à Liaoyang, de la rivière Sha à Moukden, où il retranche ses troupes dans de véritables taupinières.

La prolongation de la guerre donne à celle-ci des enlours d'absurdité héroïque et d'horreur meurtrière. Acharnement et courage sont également répartis, mais l'avantage moral est nettement du côté japonais. Inspiré de l'esprit du « Yomato damashii » incitant au sacrifice de sa vie pour l'empereur et la patrie, le soldat nippon se qualifie lui-même d'« homme de la mort certaine ». Une grande solidarité le lie à ses sous-officiers et à ses officiers dans la volonté commune de remporter la victoire coûte que coûte.

En face de lui, le soldat russe est surnommé « le martyr gris ». Amalgame de docilité et d'insouciance, de fatalisme et d'obstination, il n'a guère l'esprit offensif. Mais, armé d'un fusil Mossine vieillit, de canons souvent archaïques ou sans munitions, plutôt mal vécu, il est toujours prêt à croire aux chimères. Embrassant les icônes que la tsarine lui envoie, il se fait hacher menu sur sa position, du moins avant les derniers moments du conflit, pour défendre les collines fortifiées entourant Port-Arthur.

Plus tard, après tant de batailles perdues et de souffrances, le « martyr gris » donnera des signes de lassitude et d'insubordination. L'ennemi aussi est fatigué, loin de ses bases, mais il est déterminé à en finir avant l'arrivée de l'armada. Le 18 février 1905, le général Oyama lance ses 320 000 hommes contre les 380 000 Russes de Kouropatkine, retranchés autour de Moukden. Le 10 mars, il entre dans la capitale mandchoue. La retraite de l'armée du tsar se transforme en déroute dans les steppes glacées. Kouropatkine, limogé, est remplacé par Liniévitch. Les Japonais, épuisés, restent maîtres du terrain, un terrain qui appartenait d'ailleurs à un tiers, à ce Chinois dont on ne cessait de proclamer qu'il fallait respecter la

neutralité. Étrange neutralité que d'être violé par tout le monde !

En Europe s'élevèrent des clameurs de paix provoquées par les échos du carnage. La Sainte Russie exhale une odeur de sang. Le tsar dort sur un volcan, rêvant sans doute à son dernier espoir de redorer le blason impérial, son armada.

La tragédie de l'armada

La « deuxième escadre du Pacifique » a quitté le port de Libeu le 14 octobre 1904. L'amiral Rojestvenski la commande. L'homme est encore jeune, intègre, secret, autoritaire, obstiné. Les vingt-deux navires de combat réunis sont disparates, de valeur et de vitesse inégales. Afin de compléter les équipages déjà minés par la propagande révolutionnaire, il a fallu appeler des réservistes no des volontaires qui ignorent tout de la mer. Le jour du grand départ, no a prié, comme des cantiques, fait sonner les cloches à toute volée. Une sourde angoisse tenait les sourires quand des cuirassés se prennent dans le varech et la vase. Le pré-sage est franchement mauvais. A hauteur du Dogger Bank, lieu de pêche fréquent, les matelots néophytes croient à une « étrange ennemie » et tirent sur des pêcheurs anglais. Dans le monde, c'est la rumeur : en Angleterre, la colère. Sous la pression de Londres, de nombreux ports se ferment à l'escadre, compliquant le ravitaillement en charbon.

L'odyssée devient une succession d'enfers : chaleur dans ces casernes flottantes aux parois surchauffées par des chaudières en permanence allumées, atteinte à Nossi-Bé, sur la côte malgache, où les équipages se vautrent dans un pitoyable désordre en attendant une fraction de l'escadre passée par Suez, nouvelles démolitions, chute de Port-Arthur, révolution, envoi d'une troisième escadre composée de « coule-tout-seul ».

Malade, Rojestvenski ne fléchit pas. Peut-être est-il secrètement convaincu de la vanité de l'entreprise. Mais il oe le mantrera jamais. Il choisit pour atteindre Vladivostok, son objectif, le chemin le plus court, celui du détroit de Corée par le chenal de Tushima. C'est dans les parages que Togn a concentré ses forces. Dans la nuit du 26 mai, un croiseur japonais reconnaît l'escadre. Après une dernière bouteille de champagne pour célébrer l'anniversaire du couronnement du tsar, les popes bénissent les canons, et le combat s'engage. Plus rapide, mieux entraîné, Togn impose sa tactique, logique et efficace. Un nouvel explosif décapule les ravages de ses obus de 305 mm sur des navires russes surchargés, maladroits. Sur son Snarvov, Rojestvenski est grièvement blessé, puis fait prisonnier. Sur ses trente-huit bâtiments, vingt et un sont coulés, sept capturés. Le désastre est total.

En juin s'engageaient des négociations sur médiation américaine. Un traité est signé le 5 septembre, donnant au Japon à peu près ce qu'il avait obtenu à Shimonoseki. Le vainqueur est déçu et le prix de sa victoire très lourd, un demi-million d'hommes perdus, un Trésor exsangue, une dette accrue pour un pays ambitieux mais encore pauvre.

Cependant, les autres conséquences seront considérables. La grande Russie est tombée de haut. La « piqure de puce » la refoule pour longtemps hors du Pacifique où se dessine une rivalité américano-japonaise. Le régime du tsar, affaibli, file vers son agone. Surtout, Port-Arthur, Tushima, sont les symboles du réveil de l'Asie. Une puissance jaune, se donnant les armes de l'Occident, a pris celui-ci à son propre piège. Les peuples sous tutelle coloniale secouent l'autre tutelle coloniale. Le souvenir de Tushima le fera jaillir, bien plus tard, avec une force irrésistible.

PHILIPPE FRANCKLIN

La chute de Moukden

Plus tard, après tant de batailles perdues et de souffrances, le « martyr gris » donnera des signes de lassitude et d'insubordination. L'ennemi aussi est fatigué, loin de ses bases, mais il est déterminé à en finir avant l'arrivée de l'armada. Le 18 février 1905, le général Oyama lance ses 320 000 hommes contre les 380 000 Russes de Kouropatkine, retranchés autour de Moukden. Le 10 mars, il entre dans la capitale mandchoue. La retraite de l'armée du tsar se transforme en déroute dans les steppes glacées. Kouropatkine, limogé, est remplacé par Liniévitch. Les Japonais, épuisés, restent maîtres du terrain, un terrain qui appartenait d'ailleurs à un tiers, à ce Chinois dont on ne cessait de proclamer qu'il fallait respecter la

neutralité. Étrange neutralité que d'être violé par tout le monde !

En Europe s'élevèrent des clameurs de paix provoquées par les échos du carnage. La Sainte Russie exhale une odeur de sang. Le tsar dort sur un volcan, rêvant sans doute à son dernier espoir de redorer le blason impérial, son armada.

La tragédie de l'armada

La « deuxième escadre du Pacifique » a quitté le port de Libeu le 14 octobre 1904. L'amiral Rojestvenski la commande. L'homme est encore jeune, intègre, secret, autoritaire, obstiné. Les vingt-deux navires de combat réunis sont disparates, de valeur et de vitesse inégales. Afin de compléter les équipages déjà minés par la propagande révolutionnaire, il a fallu appeler des réservistes no des volontaires qui ignorent tout de la mer. Le jour du grand départ, no a prié, comme des cantiques, fait sonner les cloches à toute volée. Une sourde angoisse tenait les sourires quand des cuirassés se prennent dans le varech et la vase. Le pré-sage est franchement mauvais. A hauteur du Dogger Bank, lieu de pêche fréquent, les matelots néophytes croient à une « étrange ennemie » et tirent sur des pêcheurs anglais. Dans le monde, c'est la rumeur : en Angleterre, la colère. Sous la pression de Londres, de nombreux ports se ferment à l'escadre, compliquant le ravitaillement en charbon.

L'odyssée devient une succession d'enfers : chaleur dans ces casernes flottantes aux parois surchauffées par des chaudières en permanence allumées, atteinte à Nossi-Bé, sur la côte malgache, où les équipages se vautrent dans un pitoyable désordre en attendant une fraction de l'escadre passée par Suez, nouvelles démolitions, chute de Port-Arthur, révolution, envoi d'une troisième escadre composée de « coule-tout-seul ».

Malade, Rojestvenski ne fléchit pas. Peut-être est-il secrètement convaincu de la vanité de l'entreprise. Mais il oe le mantrera jamais. Il choisit pour atteindre Vladivostok, son objectif, le chemin le plus court, celui du détroit de Corée par le chenal de Tushima. C'est dans les parages que Togn a concentré ses forces. Dans la nuit du 26 mai, un croiseur japonais reconnaît l'escadre. Après une dernière bouteille de champagne pour célébrer l'anniversaire du couronnement du tsar, les popes bénissent les canons, et le combat s'engage. Plus rapide, mieux entraîné, Togn impose sa tactique, logique et efficace. Un nouvel explosif décapule les ravages de ses obus de 305 mm sur des navires russes surchargés, maladroits. Sur son Snarvov, Rojestvenski est grièvement blessé, puis fait prisonnier. Sur ses trente-huit bâtiments, vingt et un sont coulés, sept capturés. Le désastre est total.

En juin s'engageaient des négociations sur médiation américaine. Un traité est signé le 5 septembre, donnant au Japon à peu près ce qu'il avait obtenu à Shimonoseki. Le vainqueur est déçu et le prix de sa victoire très lourd, un demi-million d'hommes perdus, un Trésor exsangue, une dette accrue pour un pays ambitieux mais encore pauvre.

Cependant, les autres conséquences seront considérables. La grande Russie est tombée de haut. La « piqure de puce » la refoule pour longtemps hors du Pacifique où se dessine une rivalité américano-japonaise. Le régime du tsar, affaibli, file vers son agone. Surtout, Port-Arthur, Tushima, sont les symboles du réveil de l'Asie. Une puissance jaune, se donnant les armes de l'Occident, a pris celui-ci à son propre piège. Les peuples sous tutelle coloniale secouent l'autre tutelle coloniale. Le souvenir de Tushima le fera jaillir, bien plus tard, avec une force irrésistible.

PHILIPPE FRANCKLIN

La chute de Moukden

Plus tard, après tant de batailles perdues et de souffrances, le « martyr gris » donnera des signes de lassitude et d'insubordination. L'ennemi aussi est fatigué, loin de ses bases, mais il est déterminé à en finir avant l'arrivée de l'armada. Le 18 février 1905, le général Oyama lance ses 320 000 hommes contre les 380 000 Russes de Kouropatkine, retranchés autour de Moukden. Le 10 mars, il entre dans la capitale mandchoue. La retraite de l'armée du tsar se transforme en déroute dans les steppes glacées. Kouropatkine, limogé, est remplacé par Liniévitch. Les Japonais, épuisés, restent maîtres du terrain, un terrain qui appartenait d'ailleurs à un tiers, à ce Chinois dont on ne cessait de proclamer qu'il fallait respecter la

neutralité. Étrange neutralité que d'être violé par tout le monde !

En Europe s'élevèrent des clameurs de paix provoquées par les échos du carnage. La Sainte Russie exhale une odeur de sang. Le tsar dort sur un volcan, rêvant sans doute à son dernier espoir de redorer le blason impérial, son armada.

La tragédie de l'armada

La « deuxième escadre du Pacifique » a quitté le port de Libeu le 14 octobre 1904. L'amiral Rojestvenski la commande. L'homme est encore jeune, intègre, secret, autoritaire, obstiné. Les vingt-deux navires de combat réunis sont disparates, de valeur et de vitesse inégales. Afin de compléter les équipages déjà minés par la propagande révolutionnaire, il a fallu appeler des réservistes no des volontaires qui ignorent tout de la mer. Le jour du grand départ, no a prié, comme des cantiques, fait sonner les cloches à toute volée. Une sourde angoisse tenait les sourires quand des cuirassés se prennent dans le varech et la vase. Le pré-sage est franchement mauvais. A hauteur du Dogger Bank, lieu de pêche fréquent, les matelots néophytes croient à une « étrange ennemie » et tirent sur des pêcheurs anglais. Dans le monde, c'est la rumeur : en Angleterre, la colère. Sous la pression de Londres, de nombreux ports se ferment à l'escadre, compliquant le ravitaillement en charbon.

L'odyssée devient une succession d'enfers : chaleur dans ces casernes flottantes aux parois surchauffées par des chaudières en permanence allumées, atteinte à Nossi-Bé, sur la côte malgache, où les équipages se vautrent dans un pitoyable désordre en attendant une fraction de l'escadre passée par Suez, nouvelles démolitions, chute de Port-Arthur, révolution, envoi d'une troisième escadre composée de « coule-tout-seul ».

Malade, Rojestvenski ne fléchit pas. Peut-être est-il secrètement convaincu de la vanité de l'entreprise. Mais il oe le mantrera jamais. Il choisit pour atteindre Vladivostok, son objectif, le chemin le plus court, celui du détroit de Corée par le chenal de Tushima. C'est dans les parages que Togn a concentré ses forces. Dans la nuit du 26 mai, un croiseur japonais reconnaît l'escadre. Après une dernière bouteille de champagne pour célébrer l'anniversaire du couronnement du tsar, les popes bénissent les canons, et le combat s'engage. Plus rapide, mieux entraîné, Togn impose sa tactique, logique et efficace. Un nouvel explosif décapule les ravages de ses obus de 305 mm sur des navires russes surchargés, maladroits. Sur son Snarvov, Rojestvenski est grièvement blessé, puis fait prisonnier. Sur ses trente-huit bâtiments, vingt et un sont coulés, sept capturés. Le désastre est total.

En juin s'engageaient des négociations sur médiation américaine. Un traité est signé le 5 septembre, donnant au Japon à peu près ce qu'il avait obtenu à Shimonoseki. Le vainqueur est déçu et le prix de sa victoire très lourd, un demi-million d'hommes perdus, un Trésor exsangue, une dette accrue pour un pays ambitieux mais encore pauvre.

Cependant, les autres conséquences seront considérables. La grande Russie est tombée de haut. La « piqure de puce » la refoule pour longtemps hors du Pacifique où se dessine une rivalité américano-japonaise. Le régime du tsar, affaibli, file vers son agone. Surtout, Port-Arthur, Tushima, sont les symboles du réveil de l'Asie. Une puissance jaune, se donnant les armes de l'Occident, a pris celui-ci à son propre piège. Les peuples sous tutelle coloniale secouent l'autre tutelle coloniale. Le souvenir de Tushima le fera jaillir, bien plus tard, avec une force irrésistible.

PHILIPPE FRANCKLIN

La chute de Moukden

Plus tard, après tant de batailles perdues et de souffrances, le « martyr gris » donnera des signes de lassitude et d'insubordination. L'ennemi aussi est fatigué, loin de ses bases, mais il est déterminé à en finir avant l'arrivée de l'armada. Le 18 février 1905, le général Oyama lance ses 320 000 hommes contre les 380 000 Russes de Kouropatkine, retranchés autour de Moukden. Le 10 mars, il entre dans la capitale mandchoue. La retraite de l'armée du tsar se transforme en déroute dans les steppes glacées. Kouropatkine, limogé, est remplacé par Liniévitch. Les Japonais, épuisés, restent maîtres du terrain, un terrain qui appartenait d'ailleurs à un tiers, à ce Chinois dont on ne cessait de proclamer qu'il fallait respecter la

neutralité. Étrange neutralité que d'être violé par tout le monde !

En Europe s'élevèrent des clameurs de paix provoquées par les échos du carnage. La Sainte Russie exhale une odeur de sang. Le tsar dort sur un volcan, rêvant sans doute à son dernier espoir de redorer le blason impérial, son armada.

La tragédie de l'armada

La « deuxième escadre du Pacifique » a quitté le port de Libeu le 14 octobre 1904. L'amiral Rojestvenski la commande. L'homme est encore jeune, intègre, secret, autoritaire, obstiné. Les vingt-deux navires de combat réunis sont disparates, de valeur et de vitesse inégales. Afin de compléter les équipages déjà minés par la propagande révolutionnaire, il a fallu appeler des réservistes no des volontaires qui ignorent tout de la mer. Le jour du grand départ, no a prié, comme des cantiques, fait sonner les cloches à toute volée. Une sourde angoisse tenait les sourires quand des cuirassés se prennent dans le varech et la vase. Le pré-sage est franchement mauvais. A hauteur du Dogger Bank, lieu de pêche fréquent, les matelots néophytes croient à une « étrange ennemie » et tirent sur des pêcheurs anglais. Dans le monde, c'est la rumeur : en Angleterre, la colère. Sous la pression de Londres, de nombreux ports se ferment à l'escadre, compliquant le ravitaillement en charbon.

L'odyssée devient une succession d'enfers : chaleur dans ces casernes flottantes aux parois surchauffées par des chaudières en permanence allumées, atteinte à Nossi-Bé, sur la côte malgache, où les équipages se vautrent dans un pitoyable désordre en attendant une fraction de l'escadre passée par Suez, nouvelles démolitions, chute de Port-Arthur, révolution, envoi d'une troisième escadre composée de « coule-tout-seul ».

Malade, Rojestvenski ne fléchit pas. Peut-être est-il secrètement convaincu de la vanité de l'entreprise. Mais il oe le mantrera jamais. Il choisit pour atteindre Vladivostok, son objectif, le chemin le plus court, celui du détroit de Corée par le chenal de Tushima. C'est dans les parages que Togn a concentré ses forces. Dans la nuit du 26 mai, un croiseur japonais reconnaît l'escadre. Après une dernière bouteille de champagne pour célébrer l'anniversaire du couronnement du tsar, les popes bénissent les canons, et le combat s'engage. Plus rapide, mieux entraîné, Togn impose sa tactique, logique et efficace. Un nouvel explosif décapule les ravages de ses obus de 305 mm sur des navires russes surchargés, maladroits. Sur son Snarvov, Rojestvenski est grièvement blessé, puis fait prisonnier. Sur ses trente-huit bâtiments, vingt et un sont coulés, sept capturés. Le désastre est total.

En juin s'engageaient des négociations sur médiation américaine. Un traité est signé le 5 septembre, donnant au Japon à peu près ce qu'il avait obtenu à Shimonoseki. Le vainqueur est déçu et le prix de sa victoire très lourd, un demi-million d'hommes perdus, un Trésor exsangue, une dette accrue pour un pays ambitieux mais encore pauvre.

Cependant, les autres conséquences seront considérables. La grande Russie est tombée de haut. La « piqure de puce » la refoule pour longtemps hors du Pacifique où se dessine une rivalité américano-japonaise. Le régime du tsar, affaibli, file vers son agone. Surtout, Port-Arthur, Tushima, sont les symboles du réveil de l'Asie. Une puissance jaune, se donnant les armes de l'Occident, a pris celui-ci à son propre piège. Les peuples sous tutelle coloniale secouent l'autre tutelle coloniale. Le souvenir de Tushima le fera jaillir, bien plus tard, avec une force irrésistible.

PHILIPPE FRANCKLIN

La chute de Moukden

Plus tard, après tant de batailles perdues et de souffrances, le « martyr gris » donnera des signes de lassitude et d'insubordination. L'ennemi aussi est fatigué, loin de ses bases, mais il est déterminé à en finir avant l'arrivée de l'armada. Le 18 février 1905, le général Oyama lance ses 320 000 hommes contre les 380 000 Russes de Kouropatkine, retranchés autour de Moukden. Le 10 mars, il entre dans la capitale mandchoue. La retraite de l'armée du tsar se transforme en déroute dans les steppes glacées. Kouropatkine, limogé, est remplacé par Liniévitch. Les Japonais, épuisés, restent maîtres du terrain, un terrain qui appartenait d'ailleurs à un tiers, à ce Chinois dont on ne cessait de proclamer qu'il fallait respecter la

neutralité. Étrange neutralité que d'être violé par tout le monde !

En Europe s'élevèrent des clameurs de paix provoquées par les échos du carnage. La Sainte Russie exhale une odeur de sang. Le tsar dort sur un volcan, rêvant sans doute à son dernier espoir de redorer le blason impérial, son armada.

La tragédie de l'armada

La « deuxième escadre du Pacifique » a quitté le port de Libeu le 14 octobre 1904. L'amiral Rojestvenski la commande. L'homme est encore jeune, intègre, secret, autoritaire, obstiné. Les vingt-deux navires de combat réunis sont disparates, de valeur et de vitesse inégales. Afin de compléter les équipages déjà minés par la propagande révolutionnaire, il a fallu appeler des réservistes no des volontaires qui ignorent tout de la mer. Le jour du grand départ, no a prié, comme des cantiques, fait sonner les cloches à toute volée. Une sourde angoisse tenait les sourires quand des cuirassés se prennent dans le varech et la vase. Le pré-sage est franchement mauvais. A hauteur du Dogger Bank, lieu de pêche fréquent, les matelots néophytes croient à une « étrange ennemie » et tirent sur des pêcheurs anglais. Dans le monde, c'est la rumeur : en Angleterre, la colère. Sous la pression de Londres, de nombreux ports se ferment à l'escadre, compliquant le ravitaillement en charbon.

L'odyssée devient une succession d'enfers : chaleur dans ces casernes flottantes aux parois surchauffées par des chaudières en permanence allumées, atteinte à Nossi-Bé, sur la côte malgache, où les équipages se vautrent dans un pitoyable désordre en attendant une fraction de l'escadre passée par Suez, nouvelles démolitions, chute de Port-Arthur, révolution, envoi d'une troisième escadre composée de « coule-tout-seul ».

Malade, Rojestvenski ne fléchit pas. Peut-être est-il secrètement convaincu de la vanité de l'entreprise. Mais il oe le mantrera jamais. Il choisit pour atteindre Vladivostok, son objectif, le chemin le plus court, celui du détroit de Corée par le chenal de Tushima. C'est dans les parages que Togn a concentré ses forces. Dans la nuit du 26 mai, un croiseur japonais reconnaît l'escadre. Après une dernière bouteille de champagne pour célébrer l'anniversaire du couronnement du tsar, les popes bénissent les canons, et le combat s'engage. Plus rapide, mieux entraîné, Togn impose sa tactique, logique et efficace. Un nouvel explosif décapule les ravages de ses obus de 305 mm sur des navires russes surchargés, maladroits. Sur son Snarvov, Rojestvenski est grièvement blessé, puis fait prisonnier. Sur ses trente-huit bâtiments, vingt et un sont coulés, sept capturés. Le désastre est total.

En juin s'engageaient des négociations sur médiation américaine. Un traité est signé le 5 septembre, donnant au Japon à peu près ce qu'il avait obtenu



# Etranger

## LE « RETOUR » DES FALACHAS EN ISRAËL

### « Il serait scandaleux de chercher à interrompre une opération humanitaire » déclare l'Agence juive

De notre correspondant

Jérusalem. — L'exode des juifs éthiopiens vers Israël, via le Soudan, organisé depuis deux mois par le gouvernement de Jérusalem (le Monde du 5 janvier), et qui, apparemment, se poursuit, est une aventure pénible et souvent périlleuse. Cette évidence ressort des témoignages et récits livrés par ceux des falachas arrivés ici dans le cadre de l'opération Moïse, et qui recouvrent leurs forces dans des centres d'absorption réservés aux immigrants de fraîche date.

Au centre de transit d'Achkelon, où on les a conduits dès leur arrivée à l'aéroport Ben-Gourion de Lod-Tel-Aviv, les falachas relatent leur tumultueux voyage aux employés de l'Agence juive par l'entremise de vétérans de l'immigration qui servent d'interprètes. Beaucoup ont échoué ici en halions, d'autres étaient pieds nus. Ils avaient, pour toute fortune, que leurs robes traditionnelles de coton blanc.

Presque chaque famille évoque la mort d'un proche au cours de l'exode. Une femme en larmes raconte que son enfant a été tué par un python. Un homme de trente-trois ans, Fantakou Abraham, a été emprisonné à deux reprises après avoir essayé sans succès de quitter l'Éthiopie. La troisième fois fut la bonne. Il est parti avec sa femme et ses deux enfants, mais sa sœur et ses trois neveux sont morts en route, du typhus. La soixantaine grisonnante, Temesku Téféra dit, qu'il a aidé son père de quatre-vingt-cinq ans en le portant souvent sur son dos.

Pour la majorité de ces juifs surgis d'une des régions les plus arides et les plus désertiques du monde, le pionnage dans la société israélienne, le découvrir soudain des marques ordinaires de modernité — eau courante, électricité, téléphone — a quelque chose de merveilleux et d'effrayant à la fois. Leur ébahissement est, à son tour, un sujet d'étonnement pour leurs hôtes.

A cause de la conception farouchement messianique et rédemptrice qu'ils ont du judaïsme, les falachas voient dans leur « retour à Sion » l'accomplissement d'un miracle au sens plein du terme. Dans les vingt-quatre heures qui suivent leur arrivée, ils deviennent citoyens

israéliens, reçoivent leurs cartes d'identité et des vêtements chauds qui ébauchent leur silhouette. D'Achkelon, où ils ne restent que quelques jours, on les envoie dans d'autres centres d'absorption d'Israël.

L'intégration des falachas dans le creuset israélien ne sera pas chose facile. Mais l'Etat hébreu possède, par définition, une longue expérience en la matière. L'absorption des communautés juives marocaine et soviétique, par exemple, fut une tâche gigantesque. La différence, aujourd'hui, tient à la grave crise économique ambiante et à la montée du chômage. La prise en charge de plusieurs milliers d'Éthiopiens pèsera financièrement plus lourd que dans le passé.

On estime à 300 millions de dollars le coût de l'installation des falachas. Israël souhaiterait en obtenir au moins le tiers de la diaspora américaine. Les États-Unis, dit-on ici, pourraient aussi apporter leur contribution par le canal du Fonds spécial pour les réfugiés. Certains responsables locaux mettent en garde contre les difficultés qui s'annoncent.

## Des avions belges

Ainsi, le président du conseil des municipalités de Galilée a critiqué, vendredi 4 janvier, le gouvernement pour avoir transféré les nouveaux immigrants « en cachette et sans coordination avec les autorités municipales ». Comment s'en sortent les derniers arrivés, s'il est demandé, alors que les habitants anciens ont déjà du mal à trouver du travail ? Le problème se pose surtout dans les « villes de développement », où vivent la grande majorité des quatre-vingt-dix mille citoyens du pays.

Fidèle au silence qu'il s'est imposé, le gouvernement israélien n'a pas réagi aux précisions logistiques données à l'étranger et relayées par les médias nationaux. La plus importante erreur de la compagnie aérienne belge Trans Europe Airways, spécialisée d'ordinaire dans les vols affrétés pour pèlerins entre l'Afrique musulmane et La Mecque. C'est elle qui, en raison de ses bonnes relations avec le gouvernement de Khartoum, a été choisie par Jérusalem pour assurer le transport des juifs d'Éthiopie entre le Soudan et Israël, via plusieurs

villes européennes, notamment Rome, Bruxelles et Bâle.

Selon le journal *Yediot Ahronot*, cent cinquante falachas étaient transportés par chaque vol. Les juifs d'Éthiopie auraient été pris en charge dès leur arrivée dans les camps de réfugiés de la région de Gedaref, dans l'est du Soudan. M. Pèrs aurait pris la décision d'intensifier l'opération de sauvetage lors d'une réunion gouvernementale secrète tenue ce septembre, c'est-à-dire peu après son arrivée au pouvoir. L'ancien premier ministre, M. Begin, cité par *Davar*, estime qu'il est encore beaucoup trop tôt pour révéler les dessous d'une initiative lancée sous son règne.

## Le « parfum de la victoire »

Le président de l'Agence juive en personne, M. Arye Dulzin, se rendit à l'origine de la « fuite ». Il aurait évoqué l'opération en cours, pendant une réunion destinée à collecter des fonds aux États-Unis. Une publication juive américaine en fit état, puis le *New York Times*, dans un article paru il y a quelques semaines.

Dans une déclaration à la BBC vendredi, M. Dulzin a estimé que la révélation prématurée de l'opération Moïse « comportait certains risques », mais qu'elle n'était pas « catastrophique ». « L'affaire étant maintenant publique, a-t-il ajouté, il y aurait un énorme scandale au cas où quelqu'un chercherait à interrompre une telle opération humanitaire ».

La presse israélienne s'abandonne, elle, à un sentiment de fierté que partage pleinement l'homme de la rue. Haaretz salue « l'une des plus brillantes entreprises d'Israël dans le domaine de l'immigration ». Pour *Davar*, le journal du syndicat Histadrout, « l'Etat hébreu a prouvé une nouvelle fois qu'il était ouvert à tous les juifs en quête d'un refuge ». *El Hamitchar* (l'opinion de gauche) ajoute : « Qu'il est doux parfois de respirer le parfum agréable d'une victoire, celle de l'idéal sioniste ». Tous les éditoriaux soulignent néanmoins que l'intégration réussie des juifs éthiopiens sera le « véritable test » qui témoignera du succès final de l'opération.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

## EN RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

### De nombreuses personnalités demandent que le gouvernement ouvre un dialogue avec l'ANC

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. — L'année qui commence sera-t-elle celle du dialogue entre le gouvernement sud-africain et l'ANC (Congrès national africain) ? Depuis quelques semaines, de nombreux appels en faveur de pourparlers avec cette organisation, « bannie » depuis presque vingt-cinq ans, ont été lancés. Certes, ce n'est pas la première fois que des personnalités demandent que s'ouvrent des négociations avec ce mouvement toujours considéré comme porteur des aspirations de la communauté noire. Mais, aujourd'hui, les initiatives favorables aux discussions avec les dirigeants d'un mouvement qui prône la lutte armée pour mettre fin au système de l'apartheid se multiplient.

M. P. B. Botha, ministre des affaires étrangères, avait lui-même déclaré à Munich, en novembre, qu'il était favorable à des négociations, à condition que l'ANC abandonne tout recours à la violence. Depuis, des universitaires, des responsables religieux, des hommes d'affaires, voire des hommes politiques, ont estimé que le moment était venu d'entamer des pourparlers avec les membres de cette organisation considérée comme l'ennemi numéro un du gouvernement de Pretoria.

Le quotidien *afrikaner Beeld*, qui passe pour refléter les vues du pouvoir, a dernièrement averti celui-ci qu'il était « un devoir d'écouter toutes les voix... avant qu'il ne soit trop tard », et a clairement prôné l'ouverture du dialogue pour « donner à des millions de gens un nouvel espoir en l'avenir ». Prise de position remarquée de la part d'un journal proche du parti majoritaire du National Party, et qui survient après

la rencontre à Lusaka (Zambie) d'un rédacteur en chef de cet organe de presse, M. Piet Muller, avec des responsables de l'ANC. Selon M. Muller, il est évident que des membres du comité central sont favorables à des discussions avec l'Afrique du Sud.

A la fin du mois de décembre, un sondage, réalisé par le Conseil pour la recherche en sciences humaines, a démontré que sur 815 personnes interrogées, 42,9 % estiment qu'il faut négocier avec l'ANC, alors que 43,9 % sont contre. Au total, 75 % pensent que la reconnaissance de droits politiques égaux pour les Noirs ne mettra pas fin à l'agitation dans les Townships et 71 % croient que les troubles vont recommencer (le Monde du 25 décembre). Pour l'instant, cependant, toute prémisse à une reconnaissance de facto de l'ANC et à une légalisation de ce mouvement passe inévitablement par un renoncement aux méthodes violentes. Rien actuellement ne permet de l'envisager. Et si l'aile nationaliste de l'organisation peut paraître plus disposée à un semblant d'ouverture, la fraction procommunisme refuse toujours de se compromettre avec le régime de l'apartheid. De toute façon, aucune proposition sérieuse de rencontre n'a été faite de part et d'autre. Et ce n'est probablement pas dans un avenir proche que des négociations sérieuses pourront s'amorcer.

Les spéculations concernant un éventuel voyage à Lusaka de quatre députés du National Party dans le courant du mois de janvier ont été vite démenties par le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, qui, à la veille de Noël, a déclaré qu'aucun député du parti dominion ne serait autorisé à rencontrer des membres de l'ANC. « Ce n'est pas la politique du gouvernement de négocier avec des or-

ganisations qui prônent la violence », a-t-il signifié aux libéraux de son parti.

Il y a donc encore un fossé entre le désir de dialogue, affiché par un courant progressiste, et les réalités politiques du moment. La libération de Nelson Mandela, héros de l'ANC, emprisonné depuis vingt ans, supposée pour la fin de l'année dernière, n'a pas eu lieu. Actuellement chacun campe sur ses positions, et personne ne paraît disposer à faire le premier pas. D'ailleurs aucune ébauche de dialogue n'a vu le jour avec le Front démocratique uni (UDF), mouvement légal, qui, pour beaucoup, passe dans une certaine mesure comme étant assez proche de l'ANC. C'est d'ailleurs un des arguments favoris du gouvernement pour tenter de discréditer son action.

## Les guérilleros en difficulté

Plusieurs dirigeants pensent, d'autre part, comme par exemple le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee, que l'ANC est en perte de vitesse. Il est un fait que depuis quatre mois aucun attentat n'a été commis sur le territoire sud-africain, que les possibilités d'infiltration depuis le Mozambique n'existent plus après l'expulsion des militants de ce pays à la suite de l'accord de Nkomati, que le Swaziland exerce une sévère répression contre ceux qui s'étaient réfugiés sur son sol et qu'enfin les voies de pénétration par le Botswana, à travers le nord du Transvaal, se révèlent malaisées. Réfugiés jusqu'en Tanzanie, les guérilleros de l'ANC n'ont pu recouvrer leur capacité opérationnelle d'il y a quelques années. Selon l'institut des études stratégiques de Pretoria, trente-neuf actes de sabotage ont été recensés cette année, causant la mort de huit personnes, contre quarante-huit l'an dernier. Par ailleurs, quinze membres du mouvement ont été tués par la police en 1984 et plus d'une trentaine arrêtés. A la fin du mois de décembre, une double opération menée dans la province du Natal, s'est terminée par la mort de deux militants et l'interpellation de quatre autres, ainsi que de six sympathisants.

Incontestablement, les possibilités d'action de l'ANC se sont réduites en 1984, et le mouvement est de plus en plus coupé de son terrain d'action. D'autre part, la vedette lui a été ravie par les organisations qui, l'été et l'automne derniers, ont été à la pointe de la contestation du système. Elles ont à dire que l'ANC serait prêt à rentrer dans la légalité si on lui en offrait la possibilité. En tout cas, le mouvement de Nelson Mandela va devoir repenser sa stratégie.

MICHEL BOLE-RICHARD.

## AU MOZAMBIQUE

### Les autorités « ne garantissent plus la sécurité des étrangers »

Le gouvernement mozambicain vient de signifier aux ambassades étrangères à Maputo qu'il ne pouvait plus « assurer la protection de leurs ressortissants », en raison de la détérioration de la sécurité dans le pays. Selon un rapport, vendredi 4 janvier à Maputo, de sources diplomatiques occidentales. Dans une circulaire datée du 20 décembre, les autorités mozambicaines déconseillent aux étrangers de circuler dans le pays et affirment ne plus pouvoir assurer leur sécurité. Déjà, depuis l'assassinat, le mois dernier, de sept Allemands de l'est, d'un Yougoslave, d'un Suédois et d'un Portugais, la plupart des ambassades avaient donné pour consigne à leurs ressortissants de ne plus sortir des grandes villes.

Ainsi, les coopérants britanniques, danois et néerlandais se sont regroupés dans les capitales provinciales comme Beira, Nampula et Quelimane. « Nous avons interdit aux Français de se rendre par la route de Maputo au Swaziland et en Afrique du Sud », a indiqué de son côté un porte-parole de l'ambassade de France.

Malgré l'accord de Nkomati, signé en mars dernier entre Maputo et Pretoria, par lequel l'Afrique du Sud s'engageait à ne plus soutenir la RNM (Résistance nationale du Mozambique), ce mouvement a accru ses activités. Il opère désormais dans les dix provinces du Mozambique, et en particulier dans celle de Maputo, la capitale, dont il a même attaqué les faubourgs. — (AFP.)

## A travers le monde

### Etats-Unis

● PRISE D'OTAGES « SANS MOBILE APPARENT » A CLEVELAND. — Une prise d'otages sans motif apparent, menée par une femme agissant seule, s'est achevée au bout de six heures, vendredi 4 janvier, sur l'aéroport de Cleveland (Ohio) après que la police ait grièvement blessé la femme et libéré les personnes qui se trouvaient encore dans l'avion. M<sup>me</sup> Orneta Mays, quarante-deux ans, avait tiré sur une botte qui tentait de l'appareil où une vingtaine de personnes avaient déjà pris place. La plupart redescendirent, et M<sup>me</sup> Mays resta à bord avec sept otages. Des policiers intervinrent et, après un échange de coups de feu, la femme fut blessée. Les otages, jodennés, étaient libérés. M<sup>me</sup> Mays était transportée à l'hôpital dans un état critique. — (AFP.)

### Inde

● LES CONSEILLERS DE M. GANDHI. — Le premier ministre, M. Gandhi, a nommé au poste de conseiller spécial un haut fonctionnaire de carrière, V.S. Venkataraman, ex remplaçant de M. Rajinder Dhanan, qui a été pendant plus de vingt

ans le principal assistant d'Indira Gandhi. M. Venkataraman, quarante-neuf ans, a pris ses nouvelles fonctions le jeudi 3 janvier. — (A.P.)

### Nicaragua

● LE LEADER MISKITO BROOKLIN RIVERA BLESSÉ DANS UN AFFRONTMENT. — M. Brooklin Rivera, leader de l'organisation indienne Miskitu, opposée au régime sandiniste, a été blessé dans le département de Zelaya (côte atlantique du Nicaragua), où se livrent actuellement « des combats acharnés », selon une déclaration d'un porte-parole de l'organisation à San José, vendredi 4 janvier. Les combats dans le département de Zelaya auraient commencé le 1<sup>er</sup> janvier lorsque l'armée sandiniste a lancé une violente offensive dirigée contre les populations contrôlées par Miskitunas. — (AFP.)

### RFA

● NOUVELLE INCULPATION CONTRE M. LAMBSORFF. — L'ancien ministre de l'économie, M. Otto Lambsorff, qui avait démissionné en juin 1984, après avoir été inculpé de corruption dans le cadre de l'affaire Flick, a été officiellement in-

culpé, le vendredi 4 janvier, de fraude fiscale. Il est accusé par le parquet de n'avoir pas déclaré au fisc 2,25 millions de marks versés par des donateurs au Parti libéral dont il était l'un des trésoriers régionaux. Cette nouvelle inculpation a entraîné le report du procès de M. Lambsorff, qui aurait dû s'ouvrir le 10 janvier. — (AFP.)

### Somalie

● LES COMBATS SUR LA FRONTIÈRE ÉTHIOPIENNE. — Le Front démocratique de salut somalien (FDSS), opposé au régime de Mogadiscio, soutenu par l'Éthiopie, a affirmé, mercredi 2 janvier, avoir repoussé une attaque de l'armée somalienne contre ses positions dans le secteur de Balaambale (Somalie centrale) et tué soixante-quatre soldats gouvernementaux. Cette version des combats contredit le bilan de victoire diffusé par Mogadiscio (le Monde du 4 janvier). De son côté, l'Éthiopie a démenti toute implication dans ces affrontements qui se sont déroulés sur la frontière entre les deux pays, et dénoncé la « campagne de mensonges » de Mogadiscio, qui avait assuré avoir tué deux cents soldats éthiopiens au cours d'un engagement à proximité de Balamale. (AFP. Reuters.)

## QUERELLE ENTRE LE COSTA-RICA ET LE NICARAGUA A PROPOS D'UN INSOURMIS

San José. (AFP). — Le Costa-Rica a exigé, vendredi 4 janvier, que le gouvernement nicaraguayen lui remette un jeune homme qui s'était réfugié dans son ambassade à Managua et qui, après avoir été capturé par la police nicaraguayenne, vient de reconquer de façon inattendue à sa demande d'asile.

José-Manuel Urbina Lara, vingt-trois ans, s'était réfugié en août à l'ambassade du Costa-Rica pour échapper au service militaire, obligatoire au Nicaragua. Cependant, usant de ruse, au dire de l'insourmis, la police sandiniste l'avait arrêté le 24 décembre dernier, après l'avoir contraint à quitter son refuge.

L'ambassadeur du Costa-Rica, M. Jesus Fernandez, avait alors affirmé que les relations entre les deux pays seraient « gravement mises en péril » si le jeune homme ne pouvait pas bénéficier du droit d'asile.

A la suite de ces démarches pressenties, José-Manuel Urbina, présent à la presse locale dans une annonce des bâtiments de la sécurité nicaraguayenne, a renoncé vendredi à sa demande d'asile. Il a démenti ses précédentes versions des faits, assuré avoir « commis une erreur » en se réfugiant dans les locaux diplomatiques costariques, et annoncé qu'il était prêt à « participer à la défense de la patrie ».

Le ministère costaricien des affaires étrangères a affirmé vendredi détenir « assez d'éléments de preuve » pour démontrer que le jeune homme est un opposant politique.

هكذا من الأصل



# Étranger

L'AFFAIRE DU MISSILE SOVIÉTIQUE « ÉGARÉ »

## Les excuses de Moscou ont clos l'incident à la satisfaction d'Oslo et d'Helsinki

De notre correspondant

Stockholm. — L'affaire du missile soviétique qui s'est égaré en mer au large de la Finlande après avoir survolé l'extrême nord du territoire norvégien (le Monde des 4 et 5 janvier) n'aura duré que quarante-huit heures, et son épilogue est accueilli avec soulagement en Europe du Nord.

Vendredi 4 janvier, en fin d'après-midi, l'ambassadeur de Norvège à Moscou a remis aux autorités soviétiques une note de protestation rédigée en termes modérés, tandis que la Finlande réclamait des explications. Les ambassadeurs d'URSS à Oslo et à Helsinki demandaient, peu après, à être reçus par les ministres des affaires étrangères des deux pays nordiques. Ils leur ont annoncé que l'URSS reconnaissait officiellement qu'un engin volant s'était égaré de sa trajectoire, vendredi 28 décembre en mer de Barents, à la suite d'une erreur technique, et que les espaces aériens norvégien et finlandais avaient été violés.

Le missile de croisière était, selon les milieux militaires scandinaves, un SSN-3 (« Shaddock »), dans la classification de l'OTAN, construit dans les années 60, et qui servait de cible dans les tirs d'exercice qui avaient lieu ce jour-là. Il n'était pas muni de tête nucléaire. L'URSS, ont ajouté les ambassadeurs, « déplore » l'incident et « promet de prendre les mesures qui s'imposent afin que de tels accidents ne se reproduisent plus ». Ces excuses soviétiques rappellent étrangement celles qui avaient été adressées aux Suédois à l'automne 1981, après l'échouement du sous-marin U 137 sur un haut-fond de l'archipel de Karlskrona, en Baltique.

À Oslo comme à Helsinki, on se déclare satisfait des explications soviétiques. Le ministre norvégien des affaires étrangères, M. Sverre Stray, a déclaré que les « regrets » présentés par l'URSS étaient « d'une grande importance » pour la stabilité des relations bilatérales, qu'ils renforçaient la confiance entre les deux pays, de même qu'entre l'Est et l'Ouest. Pour la Norvège, a-t-il ajouté, l'affaire est classée.

Le gouvernement d'Oslo avait facilité sans doute la tâche de l'URSS en se gardant, depuis la publication, le 2 janvier, du communiqué de l'état-major sur l'incursion du missile, de dramatiser les événements. Le premier ministre, M. Kaare Willoch, sans vouloir minimiser la gravité d'une violation de l'espace aérien national, avait laissé entendre que celle-ci n'était pas intentionnelle, que l'incident était probablement dû à une erreur technique et qu'il ne s'agissait pas d'une provocation.

Les services norvégiens d'observation-radar dans le nord du pays ont, en tout cas, montré qu'ils fonctionnaient bien, puisqu'ils ont suivi le missile depuis son lancement par un sous-marin en mer de Barents jusqu'à ce qu'il s'écrase au sol ou explose en vol en Finlande.

À Helsinki également, on ne cache pas sa satisfaction. « Les excuses soviétiques », dit-on au ministère des affaires étrangères, « ont permis de rayer cette affaire de l'ordre du jour, dans la mesure où les recherches entreprises en Laplande finlandaise n'apportent pas de nouveaux éléments susceptibles de rectifier le problème ». Les aveux de l'URSS évitent sans doute à la Finlande de hausser le ton et d'avoir à porter l'affaire, tôt ou tard, au niveau diplomatique, ce qui aurait pu entraîner une détérioration, que personne ne souhaite ici, des rapports avec Moscou.

Le silence observé officiellement par le gouvernement finlandais depuis la publication des informations norvégiennes, le 2 janvier, commençait à devenir pesant et gênant pour le pouvoir. Vendredi, d'ailleurs, plusieurs journaux critiquaient cette discrétion excessive, « qui ne peut qu'entretenir le doute et les spéculations ». Le président de la République, M. Koivisto, sera à Stockholm le 7 janvier pour une visite privée de travail. Il rencontrera le premier ministre suédois, M. Olof Palme, avec lequel il discutera notamment des problèmes que les missiles de croisière posent aux pays neutres.

ALAIN DEBOVE.

## Grande-Bretagne

### Scotland Yard s'attaque à un réseau britannique travaillant pour le compte des services libyens

De notre correspondant

Londres. — Scotland Yard est en train de reconstituer pièce par pièce un puzzle qui fait apparaître progressivement les moyens dont dispose le régime du colonel Kadhafi pour certaines de ses activités clandestines en Grande-Bretagne ou ailleurs. On parle désormais à Londres d'une « Libyan Connection », c'est-à-dire d'un réseau britannique travaillant pour le compte des services libyens.

Les policiers de la brigade antiterroriste ont appréhendé dans la soirée du 3 janvier trois ressortissants britanniques soupçonnés d'avoir participé à l'évasion, en janvier 1984, d'un homme d'affaires libyen, M. Mohamed Chebli. Ce dernier, qui avait déclaré être un beau-frère du colonel Kadhafi, avait été arrêté à Warrington près de Manchester pour trafic de drogue. Inculpé et laissé en liberté sous caution, il avait disparu avant son procès. Les renseignements recueillis par Scotland Yard indiquent que M. Chebli a réussi à regagner clandestinement la Libye à bord d'un avion-taxi. Le pilote et le propriétaire de l'appareil sont au nombre des personnes arrêtées.

Ces arrestations ont eu lieu immédiatement après le retour de policiers londoniens qui se sont rendus en Égypte la semaine dernière pour entendre deux Britanniques détenus au Caire. Ces deux hommes sont accusés d'avoir organisé, il y a trois mois, un commando qui a tenté d'assassiner un ancien premier ministre libyen exilé en Égypte, M. Abdel Hamid Balouché. La police égyptienne était parvenue à déjouer le complot et, grâce à une étouffante mise en scène, à faire croire que la mission avait été accomplie (le Monde du 20 décembre 1984).

De source proche de Scotland Yard, on laisse entendre que les deux personnes incarcérées au Caire étaient en relation avec celles qui viennent d'être arrêtées en Angle-

terre. Ce groupe aurait non seulement assuré la fuite de M. Chebli, mais encore participé au début de l'année dernière à une série d'attentats à Londres et dans les Midlands contre des opposants libyens réfugiés en Grande-Bretagne — deux Libyens avaient alors été arrêtés et l'un d'eux avait été assassiné peu après sa libération sous caution.

Ces atteintes avaient précédé de peu la fusillade meurtrière qui avait été déclenchée, le 17 avril, par le personnel de l'ambassade de Libye à Londres (un agent de police avait été tué) et qui avait conduit le gouvernement de M. Thatcher à rompre les relations diplomatiques avec Tripoli.

Des diplomates libyens étaient en effet depuis longtemps soupçonnés par les autorités britanniques de coordonner en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays européens des activités plus que répréhensibles, diverses opérations de terrorisme et la liquidation des adversaires du régime du colonel Kadhafi.

Les révélations consécutives à l'annonce des dernières arrestations risquent d'aggraver la tension entre Londres et Tripoli. Déjà, le 4 janvier, l'agence de presse libyenne a fait savoir que la libération probable de quatre Britanniques détenus en Libye pourrait être remise en cause. Ces quatre personnes, accusées récemment d'espionnage, avaient été arrêtées aussitôt après la rupture des relations diplomatiques, comme s'il s'agissait de la part de Tripoli d'une mesure de représailles. Peu avant Noël, un émissaire de l'archevêque de Canterbury avait été reçu par le colonel Kadhafi, et celui-ci avait laissé entendre qu'il était prêt à « recommander » au congrès du peuple (qui se réunit ce mois-ci) une mesure de clémence en faveur des quatre prisonniers.

FRANCIS CORNU.

# La « guerre des étoiles » sur le tapis vert

## Des thèses inconciliables. Et pourtant...

(Suite de la première page.)

En 1972, explique-t-il en substance, les États-Unis avaient cru limiter la course par les premiers accords SALT ; de fait ils ont réduit à la fois le nombre de leurs armes nucléaires — d'un tiers — et leur mégatonnage — des trois quarts — au cours des années 60 et 70. Les Soviétiques, eux, ont augmenté régulièrement leur parc pendant toutes ces années, alors pourtant que le premier traité limitant les antimissiles (ABM) aurait dû les inciter à limiter leur arsenal offensif.

En matière de défense, les États-Unis ont réduit drastiquement la protection antiaérienne qu'ils avaient érigée pendant les années 50 contre les bombardements soviétiques ; ils n'ont pas construit le site antimissiles qu'ils étaient autorisés à équiper au terme des accords SALT 1, et leur programme de défense civile est resté embryonnaire.

L'URSS, elle, a dix mille lanceurs de fusées antiaériennes SAM, un réseau d'antimissiles autour de Moscou et cinq nouveaux radars, qui, selon M. Weinberger, « en violation presque certaine du traité ABM (...) lui donnent une double couverture de l'approche des engins intercontinentaux ». Enfin, Moscou s'est lancé dans « un programme massif d'abris souterrains ».

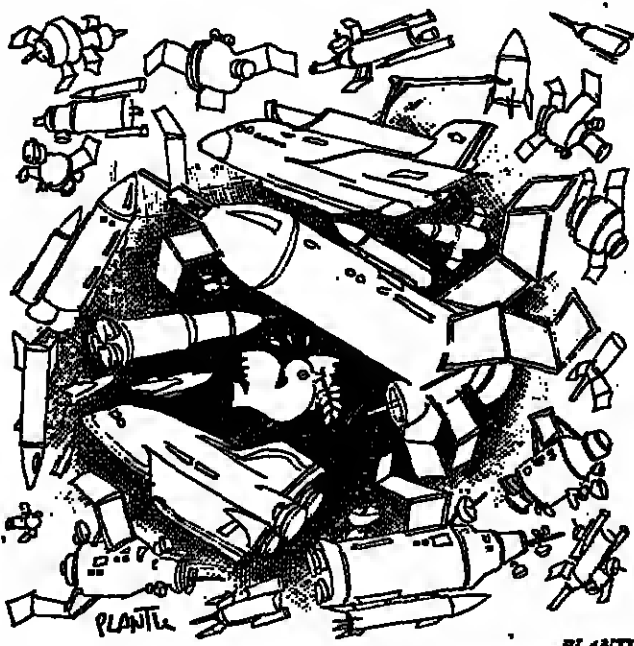
M. Mitterrand « mal informé »

Tout cela pour conclure que non seulement la défense doit retrouver son rôle, mais aussi qu'une abstention américaine n'offre aucune garantie que l'Union soviétique s'abstiendra elle aussi.

Sans doute, mais rien n'indique non plus que Moscou se rangera à la nouvelle philosophie américaine de l'IDS, ni qu'elle y réagira comme MM. Reagan et Weinberger le souhaitent, c'est-à-dire en limitant le nombre de ses missiles offensifs devenus obsolescents. Bien au contraire, il est très probable que les Soviétiques répondront, dans l'avenir prévisible, aux projets américains par une nouvelle prolifération de ces missiles afin de saturer la défense naissante de l'adversaire. Compte tenu de leur goût bien connu pour les quantités et la « grosse quincaillerie », on peut leur faire confiance sur ce point.

La « mauvaise information », qui expliquerait l'hostilité soviétique, est également avancée à l'encontre des objections européennes et notamment des déclarations « relativement négatives » de M. Weinberger — de M. Mitterrand. Pour le ministre américain, il n'est pas question d'ériger une « forteresse Amérique » ; d'abord parce que ce concept a échoué au cours des deux guerres mondiales, ensuite parce que l'Amérique « ne pourrait vivre dans un monde où l'Europe aurait été engloutie », et encore parce que les barrières antimissiles seront tout aussi efficaces, « et même peut-être plus tôt » contre les SS 20 que contre les engins intercontinentaux, enfin, parce qu'une Amérique mieux protégée serait plus crédible dans la dissuasion qu'elle offre à l'Europe.

En revanche, les Américains n'ont pas d'argument à opposer aux Français — et aux Anglais — qui s'inquiètent des conséquences d'une généralisation des antimissiles pour leur propre force de dissuasion, sinon celui-ci : « De toute manière, l'existence d'une telle protection autour de Moscou est déjà une réalité, et son extension ne dépend ni de vos vœux ni de nos nœuds. Nous ne pouvons, quant à nous, prendre le risque de lais-



PLANTU.

ser les Soviétiques poursuivre leurs recherches et se donner l'avantage d'une percée décisive dans ce domaine.

L'argument n'est pas sans effet sur les Européens, qui se consolent, en outre, à l'idée que les déploiements américains ne sont pas pour demain, que des parades relativement simples (« durcissement » des engins, rotations et manœuvres d'esquive) peuvent être trouvées à certaines défenses envisagées et qu'en conséquence la dissuasion a encore de beaux jours devant elle. De là, la relative sérénité affichée par M. Helms à ce propos (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier).

### Un long chemin

Il est vrai qu'une distinction importante doit être faite entre la recherche, les essais et le déploiement des nouvelles armes, et que c'est autour de cette distinction que vont tourner les négociations à venir. On ne voit pas comment un accord pourrait interdire la recherche, puisque les meilleurs moyens de détection ne pourront jamais explorer ce qui germe dans le secret des laboratoires et sur les planches à dessin des bureaux d'étude. Les essais sont beaucoup plus aisément détectables, et c'est là-dessus que va porter l'effort diplomatique soviétique — même si le moratoire total que réclamait Moscou dès l'ouverture des négociations a dû être abandonné.

Une autre distinction pourrait être faite entre les essais d'armes directement antimissiles, que M. Reagan entend bien continuer de tester sans entrave, et leurs accessoires qui sont les engins antisatellites, à propos desquels des compromis peuvent être trouvés : après tout, les deux superpuissances ont intérêt à protéger des attaques leurs satellites en orbite haute, ceux qui leur sont les plus nécessaires pour le renseignement et les communications militaires. (C'est à ce propos que la France avait fait des propositions en juin.)

Quant au déploiement, il n'est pas encore réellement à l'ordre du jour, et il n'en coûterait guère au président Reagan de concéder à M. Thatcher qu'aucune des nouvelles armes ne sera mise en service avant une négociation avec Moscou ; ce n'est que dans les années 90 que des choix seront faits à Washington entre les divers systèmes étudiés ; et d'ici-là, au moins une, et plutôt deux réunions quinquennales de révision du traité ABM de 1972 auront lieu, en 1986 et 1990. En attendant, rien de ce que prévoit l'IDS de M. Reagan n'est interdit par ce traité.

Un autre sujet de préoccupation pour les Européens pourrait venir d'une autre direction. La

reprise des pourparlers sur les armements offensifs permettra sans doute de débloquent certains obstacles qui entravaient les négociations de Genève jusqu'en 1983. Celui de la prise en compte des forces françaises et britanniques, qu'Andropov voulait mettre en balance avec ses SS 20, sera plus facile à contourner si, comme il est probable, les armements intercontinentaux et intermédiaires sont débattus dans un même forum. Mais cela ne sera pas du goût des responsables à Paris et à Londres, qui ont toujours refusé, surtout les premiers, de laisser les Grands débattre de leurs problèmes en leur absence.

Sur un plan général, on doit aussi se demander si les négociations américaines ne seront pas tentées, comme il est assez naturel, de privilégier leurs propres préoccupations au détriment de celles des Européens, d'échanger des armements soviétiques redoutables pour eux contre des concessions qui leur seront plus faciles à faire si elles concernent davantage leurs alliés.

Ainsi un troc « moins de fusées SS 18 » (les gros missiles soviétiques dans lesquels les experts d'outre-Atlantique voient

une arme de première frappe contre leurs engins basés à terre) contre « moins de Pershing en Europe » n'est pas à exclure, dans la mesure où, pour quelques responsables américains, l'essentiel a été fait avec la « victoire » des déploiements de l'OTAN en 1983 et 1984, et où le nombre total d'engins à installer est devenu secondaire. Et l'on peut compter sur le Kremlin, toujours trop heureux de jouer des divisions entre Américains et Européens, pour orienter la négociation dans cette direction.

C'est bien pourquoi, malgré des positions de départ inconciliables, les deux protagonistes ont intérêt à éviter un échec brutal et rapide. M. Reagan, qui a besoin d'un dialogue pour accéder au rôle de « faiseur de paix » qu'on lui prête, souhaite sans aucun doute maintenir à flot ce nouveau canal de communication ouvert avec Moscou. Les dirigeants soviétiques ont compris que leur départ des négociations de Genève en 1983 ne leur avait apporté aucun bénéfice, et que leur position en avait été au contraire affaiblie, tant aux yeux des opinions publiques que des gouvernements européens.

Un nouveau retrait jouerait encore moins en leur faveur aujourd'hui, puisque l'initiative américaine de défense stratégique dépend beaucoup moins à présent du soutien des opinions que ce n'était le cas lors du déploiement des euromissiles ; le seul moyen de la freiner est d'aborder directement le partenaire et rival à la table des négociations.

Savoir si les équipes au pouvoir sont en mesure de prendre les décisions difficiles qui rendront possible un accord est une autre affaire. Les divisions observées aux États-Unis ne sont sans doute qu'un pâle reflet des débats à prévoir entre militaires et civils soviétiques, ainsi qu'entre les divers clans à l'œuvre dans chacun de ces groupes. On peut se demander si les vrais choix ne devront pas attendre les successeurs de M. Tchernenko et des gérontes qui l'entourent.

MICHEL TATU.

## A GENÈVE

### Six cents journalistes et... le jet d'eau

De notre correspondante

Genève. — Les quelque six cents journalistes étrangers (de source américaine, on avance même le chiffre de neuf cents) qui débloquent sur les bords glacés du Léman à l'occasion de la rencontre Shultz-Gromyko auront le loisir d'admirer le célèbre jet d'eau qui, normalement, ne fonctionne chaque année qu'à partir du 7 mars ; mais, en l'honneur de la rencontre — et surtout pour satisfaire les responsables des grandes chaînes de télévision, pour qui il symbolise Genève, — il s'élancera vers le ciel sous la neige.

Au surplus, événement exceptionnel, la cathédrale de Calvin sera illuminée jusqu'à 1 heure du matin.

Le dispositif prévu pour les émissions télévisées est particulièrement impressionnant. Deux étages de l'hôtel Hilton ont été transformés en studios pour les seules chaînes américaines. Les préparatifs de la rencontre ont été mis au point par un comité de coordination composé des représentants des autorités genevoises et de diplomates soviétiques et américains. Cependant, la responsabilité de la sécurité des né-

gociateurs incombera exclusivement à la police genevoise. Donc, pas de « gorilles », du moins pas trop visibles.

Les sièges des ambassades soviétique et américaine auprès de l'ONU, qui abriteront les pourparlers, sont d'imposantes constructions entourées de parcs et situées à quelques centaines de mètres l'une de l'autre ; elles ne sont séparées que par... le siège du Comité international de la Croix-Rouge.

Selon des traditions bien établies, les négociateurs se retrouveront tour à tour dans chacune de leurs bâtisses ; la première rencontre est prévue pour lundi matin au siège de la délégation soviétique, et la seconde, l'après-midi, à celui des Américains. Quant aux policiers genevois, ils seront postés à l'extérieur des deux bâtiments. Les mesures de sécurité sont nettement facilitées par la faible distance que M. Gromyko, M. Shultz et leurs collaborateurs auront à parcourir.

Les chefs des deux délégations doivent être accueillis dimanche par M. Pierre Aubert, chef du département des affaires étrangères de la Confédération helvétique.

ISABELLE VICHNIAC.



Soviétiques et Américains se rencontrent à Genève

pour fixer les règles du jeu

de cette forme de conflit d'après-demain

que l'on a déjà baptisée — poétiquement, mais abusivement — la « guerre des étoiles ».

En fait, c'est de la « guerre de l'espace » que s'entretiennent MM. Shultz et Gromyko.

L'URSS voudrait voir M. Reagan abandonner

son énorme et coûteux projet de « défense spatiale ».

Pour les Américains, il n'en est pas question.

Ils voient dans la « protection mutuelle assurée » par les systèmes antimissiles à venir non pas un bond en avant de la course aux armements

— dénoncé par leurs partenaires, —

mais une garantie pour la paix.

## ARMES ANTIMISSILES ET ANTISATELLITES

# Les sentinelles de l'espace

Arrêter une balle de fusil au moyen d'une autre balle de fusil. Très schématiquement, la défense contre les missiles adverses peut se résumer à cet exploit.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que datent les premières recherches, voire les réalisations, balistiques, même si l'initiative du président Reagan, concernant la défense stratégique (improvement appelé « guerre des étoiles ») remonte à un discours télévisé du 23 mars 1983 sur le thème : mieux vaut tenter d'édifier une défense capable d'intercepter et de détruire des missiles assaillants, sans risquer la vie de millions d'êtres humains, que de prendre en otage, par le chantage à la menace de l'apocalypse nucléaire, la population de son adversaire éventuel.

Les Américains, comme les Soviétiques, ont commencé, en effet, à se lancer sur cette voie au début des années 60. Les premiers ont mis d'abord au point le réseau Sentinel, puis le réseau Safeguard, qui consistait à protéger des bases de missiles intercontinentaux, enfoncés aux États-Unis, au moyen d'autres missiles suffisamment rapides pour intercepter des objets intrus dans l'espace, à une distance de 3 300 kilomètres. Les Soviétiques, de leur côté, ont installé, essentiellement autour de leur capitale, des missiles d'interception (le dispositif Galosh), agissant, en quelque sorte, à la manière d'une DCA.

De tels réseaux défensifs sont, en 1985, dépassés par les progrès de la technique militaire. Surtout, ils présentent l'inconvénient majeur de recourir à une explosion nucléaire en altitude, pour neutraliser l'arme assaillante, en approche de sa cible, ce qui a pour effet d'avertir le commandement, les communications et les radars de défense.

### High Frontier

Aujourd'hui, le développement de la « micro-informatique » (les fameuses « puces »), l'amélioration des instruments de détection (optique, infrarouge et électromagnétique) et la modernisation des transmissions « spatiales » permettent d'envisager des techniques de guidage et d'interception si précises que le choc direct entre le missile hostile et le missile défensif est possible.

D'où cette réaction, aux États-Unis, par le président Reagan, d'un projet ancien, connu sous le nom de High Frontier, qui était dû, à l'origine, à une initiative à fonds privés de la Heritage Foundation. Il s'agissait d'organiser, depuis le ciel, une défense élargie comme une barrière au-dessus de la planète pour détecter le plus tôt possible le départ des engins adverses, les intercepter loin du sol national, et les neutraliser avant même qu'ils ne produisent leur effet destructeur.

« Ne vaudrait-il pas mieux sauver des vies humaines que les venger ? », a expliqué M. Reagan pour justifier la défense spatiale en la distinguant de la dissuasion nucléaire.

Le projet américain est d'une redoutable complexité et nul ne peut sérieusement en prédire la coût (on parle de 26 milliards de dollars pour les cinq premières années), ni la date de mise en service des installations encore à l'étude (on évoque l'an 2010 sans autre certitude).

Cette future défense antimissiles repose sur l'existence de quatre niveaux (ou échelons) qui tiennent compte des différentes phases du vol d'un missile assaillant, durant sa trajectoire balistique à vitesse hypersonique (environ 7 kilomètres à la seconde), entre son point de départ et son

impact prévisible, à des milliers de kilomètres de distance, qu'il atteigne avec une précision de 50 à 300 mètres.

1) Le premier échelon de défense correspond à la phase de combustion du missile hostile, qui dure moins de 300 secondes et qui se traduit par des dégagements de chaleur intenses aisément détectables par des satellites d'alerte. La destruction ayant lieu au-dessus du territoire adverse, les débris et les matières radioactives retombent chez l'ennemi éventuel. Mais la défense doit réagir vite (ce qui exclut d'attendre une décision politique et favoriserait plutôt un certain automatisme de la décision d'interception) et elle risque d'être submergée par le départ de centaines de missiles assaillants tirés en même temps. Durant cette phase de propulsion des missiles, leur interception est donc souhaitable mais elle est particulièrement délicate.

Pour y parvenir, les Américains ont imaginé de placer sur orbite des satellites armés, chacun d'une cinquantaine de missiles à très grande vitesse pour intercepter le départ des engins offensifs, et des satellites de détection infrarouge munis d'optiques de grande dimension.

### Cibles vulnérables

2) Le deuxième échelon de défense correspond à la phase post-propulsive du missile assaillant, qui dure de deux à dix minutes et à la fin de laquelle le corps de rentrée — ces véhicules qui transportent la charge explosive — s'apprête à se séparer pour entreprendre leur vol balistique. La destruction du missile hostile est importante à ce stade-là, puisqu'elle est censée intervenir avant que ne s'éparpillent les charges explosives, résistantes aux agressions thermiques ou aux ondes de choc et « durables » (c'est-à-dire protégées contre l'impulsion électromagnétique qui occulte les communications et aveugle les radars).

A ce niveau, la défense devrait faire appel aux armes à énergie dirigée, basées au sol ou dans l'espace, qui sont, grosso modo, les lasers à haute énergie, les armes à faisceau de particules et les lasers à rayons X. Autant d'armes antimissiles qui constituent, en réalité, un défi technologique. Car ces systèmes présentent des masses imposantes, occupent de la place, nécessitent beaucoup d'énergie et nécessitent de déployer des miroirs ou un grand accélérateur dans l'espace. A bord de plate-formes spatiales, ces armes seraient des cibles vulnérables aux systèmes antisatellites.

3) Le troisième échelon de défense correspond à la phase balistique du missile, qui dure une trentaine de minutes à des altitudes de 45 à 1 000 kilomètres et

au cours de laquelle un même engin offensif peut égarer jusqu'à une vingtaine de charges explosives différentes. Ce qui suppose que soient résolus les difficiles problèmes techniques de la détection et du « suivi » de chacune des cibles potentielles, et, surtout, leur identification exacte par rapport à des leurres (fausses charges) destinés à dérouter la défense.

Pour répondre à cette menace, les Américains disposent, au sol, de missiles d'interception (un engin qui ouvre un parapluie ou lâche des nuages de grenade contre les engins adverses) ou de missiles embarqués à bord de satellites (le système dit Porc-épic, qui tire à grande cadence des mini-missiles).

4) Le quatrième et dernier échelon de défense correspond à la phase de rentrée des charges explosives dans l'atmosphère, cette partie de l'espace située immédiatement au-dessus de la cible (ville ou silo). C'est l'interception de la dernière chance, destinée à détruire les missiles assaillants qui n'ont pas été éliminés précédemment, et conduite à partir de moyens de surveillance aéroportés.

En ce domaine, la riposte est plus facile à mettre au point et relève de moyens connus de la défense antimissile balistique, à l'image de la protection antiaérienne rapprochée. On peut faire appel, en effet, à des missiles classiques à guidage infrarouge (chaque silo est protégé par plusieurs dizaines de lanceurs contenant de nombreux missiles Swarnjet à très grande vitesse sur des distances de 100 kilomètres) ; à des canons crachant des ouages de *shrapnells*, voire à des armes à énergie dirigée (faisceaux de particules chargées) qui perturbent l'électronique des missiles assaillants.

### L'épée et le bouclier

Si tels sont bien les projets américains, en revanche il est pratiquement impossible de présenter les programmes soviétiques concurrents, tant le secret est bien gardé.

On sait cependant que l'Union soviétique a consacré de lourds investissements dans l'installation de radars modernes de détection lointaine, en Sibirie centrale notamment, qui ont la double mission de détecter une attaque adverse et de guider, en coordination avec des satellites, des missiles antimissiles vers les engins assaillants. Ces missiles, dénommés SA-5, SA-10 ou SA-12 par les services de l'OTAN, seraient dotés de fortes capacités d'accélération instantanée (le SA-10, par exemple, est crédité d'une vitesse supérieure à 19 300 kilomètres à l'heure) à des altitudes voisines de 30 kilomètres. A côté de cette panoplie, les Soviétiques se préoccupent de maîtriser les armes à énergie dirigée.

Tant à l'Ouest qu'à l'Est, il va de soi que de nombreux obstacles techniques et opérationnels restent à surmonter avant la mise en place de systèmes défensifs qui soient sinon hermétiques, du moins le plus étanches ou le moins perméables possible. Dans la course permanente à laquelle se livrent l'épée (symbolisant l'attaque) et le bouclier (représentant la défense), les moyens offensifs sont toujours plus faciles et moins chers à moderniser que la panoplie de défense.

### « A la Reagan »

C'est aussi le cas pour l'espace, où, d'ores et déjà, les contre-mesures susceptibles de diminuer l'efficacité d'une défense existent ou sont sur le point d'exister.

Les missiles assaillants seront rendus, par leur « durcissement », insensibles aux actions destinées à les neutraliser. Leurs têtes nucléaires seront « polées », comme peut l'être un diamant, au point de tromper la surveillance, grâce aux rotations aléatoires, qui leur seront imprimées. Les missiles eux-mêmes adopteront des trajectoires basses, à l'instar d'un bombardier attaquant à très basse altitude ou d'un missile de croisière qui, de surcroît, est programmé pour suivre des changements de direction. L'attaquant bénéficiera toujours de l'effet de saturation, qui consiste à larguer

dans l'espace des charges offensives et des leurres en nombre très supérieur à celui des armes antimissiles. Enfin, les missiles tirés de sous-marins laissent peu de temps à une défense.

Sans compter qu'une défense spatiale « à la Reagan » a son talon d'Achille : le grand nombre de satellites détecteurs, transmetteurs de données, réflecteurs de rayons et tireurs qui doivent être mis en orbite. Cela représente des milliers de tonnes à satelliser. Sait-on, par exemple, que la mise en orbite d'un accélérateur de 40 000 tonnes, nécessaire à l'utilisation d'armes à faisceaux de particules, requiert deux mille vols de la navette spatiale (chargée à 20 tonnes) et un investissement évalué à 120 milliards de dollars ?

Seul-on encore qu'il faut disposer d'un miroir de 10 mètres de diamètre (celui du télescope de Mont Palomar se contente de 5 mètres de diamètre) pour focaliser à 4 000 kilomètres de distance un faisceau laser, à la condition, de surcroît, d'avoir été capable d'embarquer un laser d'une puissance de 25 mégawatts ? De l'avis de tous les techniciens, ce montage est difficile, voire impossible à réaliser au sol. A plus forte raison dans l'espace.

Dans de telles conditions, les plates-formes spatiales embarquant des armes antimissiles deviennent le premier objectif que l'adversaire s'efforcera de détruire. Et si, précisément, le vocabulaire de « guerre des étoiles » a un sens, c'est dans le domaine des armements antisatellites qu'il enregistre les progrès les plus rapides et, peut-être, les plus déterminants, si l'on en juge, déjà, par certaines expérimentations soviétiques vicieuses de plusieurs années.

Selon le Pentagone, les Soviétiques ont commencé d'édifier, dès 1968, une défense antimissiles, lorsque la fusée SS-9 a réussi à placer sur orbite un satellite Cosmos qui s'est approché d'un autre satellite en orbite basse (caractéristique d'une mission d'espionnage photographique) pour projeter contre lui des éclats de métal ou des billes d'acier. Le premier satellite est dit « satellite-tueur », il est équipé d'un autodétecteur radar ou infrarouge. Ses délais de mise en œuvre opérationnelle sont longs, et il lui est encore impossible d'atteindre des satellites géostationnaires, c'est-à-dire les satellites de transmissions.

Depuis seize ans que se poursuivent les expérimentations soviétiques en la matière, il semble que moins de la moitié des essais entrepris ont été couronnés de succès. Les techniciens soviétiques ne désespèrent pas, pour autant, d'aboutir à des résultats encourageants car, sans aller jusqu'à la destruction totale de la cible, certains procédés en cours de test — l'aveuglement par un

laser au sol, le brouillage optique ou électromagnétique — permettent de neutraliser temporairement ou partiellement un satellite.

Les Américains, pour leur part, sont venus plus tardivement aux armes antisatellites, si l'on exclut leurs premières expériences, entre 1962 et 1966, d'interception de satellites par des fusées, du modèle Thor, qui supposaient l'utilisation d'une charge nucléaire, contraire au droit spatial établi en 1967. Ils ont donc choisi de recourir à une autre technique qui associe leur avion de combat F-15 Eagle au lancement d'un missile miniature, extrêmement rapide, et portant à 1 450 kilomètres de distance.

### Un concept

Ce projectile antisatellite : le MHV, ou miniature homing vehicle, est un petit cylindre d'une dizaine de kilogrammes, propulsé par une fusée miniature capable de filer à 12 kilomètres à la seconde, qui est guidé vers son objectif par un télescope à infrarouge et un gyroscope-laser. Le MHV, expérimenté en 1984, entre en collision avec le satellite cible qu'il déséquilibre, neutralise ou détruit, même, par le simple effet du choc cinétique avec lui.

Un tel système ne peut intercepter les satellites en orbite haute ni les satellites-tueurs soviétiques, sauf à vouloir développer encore le dispositif actuellement prévu (quarante avions F-15 déployés sur deux bases aux États-Unis) au prix d'une dépense de 15 milliards de dollars.

On le constate : les techniciens américains et soviétiques de l'espace ne sont pas au bout de leurs peines. Aucun choix définitif d'armements n'a encore été fait par les uns comme par les autres, même s'il est évident que l'utilisation militaire de l'espace est condamnée à s'intensifier.

« La défense spatiale, fondée sur plusieurs niveaux et plusieurs techniques d'intervention, tient sur le plan des concepts, remarque récemment un spécialiste, M. Pierre Usunier, directeur de la division « Systèmes balistiques et spatiaux » à la société française Aérospatiale. Mais avant de pouvoir conclure, même aux États-Unis, que c'est la politique qui s'impose, il faut encore creuser le concept, faire des expériences probatoires en vraie grandeur, établir des plans de développement et des budgets prévisionnels, enfin et surtout évaluer et chiffrer l'efficacité que pourrait atteindre réellement un tel système dans un environnement mouvant et sur les échelles de temps telles que les progrès d'une défense peuvent être contrecarrés par l'évolution des menaces. »

JACQUES ISNARD.

### A GENÈVE

## Six cents journalistes et... le jet d'eau

Genève, 6 janvier. Six cents journalistes, venus de tous les continents, ont assisté hier à la conférence de presse organisée par le président américain, Ronald Reagan, à l'occasion de sa visite en Europe. Le président a déclaré que la défense spatiale était une priorité absolue pour les États-Unis. Il a souligné que la guerre des étoiles n'était pas une guerre, mais une course à l'armement. Il a également déclaré que la défense spatiale était une garantie pour la paix.

Le président a été accueilli à l'aéroport de Genève par le maire de la ville, Jean Ziegler. Il a ensuite été reçu au palais fédéral par le président suisse, Kasin Visconti. Le président Reagan a prononcé un discours devant le parlement suisse, où il a été reçu par le président du parlement, Hanspeter Waser.

Le président a déclaré que la défense spatiale était une priorité absolue pour les États-Unis. Il a souligné que la guerre des étoiles n'était pas une guerre, mais une course à l'armement. Il a également déclaré que la défense spatiale était une garantie pour la paix.

Le président a été accueilli à l'aéroport de Genève par le maire de la ville, Jean Ziegler. Il a ensuite été reçu au palais fédéral par le président suisse, Kasin Visconti. Le président Reagan a prononcé un discours devant le parlement suisse, où il a été reçu par le président du parlement, Hanspeter Waser.

## “GRAND JURY” RTL-Le Monde

PIERRE  
BEREGOVY

dimanche 18 h 15

en direct sur

RTL

animé par  
Alexandre BALOUD

André PASSERON  
et François RENARD (Le Monde)  
Paul-Jacques TRUFFAUT  
et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)



# Étranger

## ÉGYPTE

### Le procès des djinns

Les magistrats sont, d'ordinaire, peu sensibles au surnaturel. En Egypte, où la croyance aux esprits ne se laisse pas déraciner aisément, il vient de se trouver des juges pour fonder leurs arrêts sur l'existence des djinns. Et un juge a créé un parti politique sur inspiration d'un haut...

#### Correspondance

Le Caire. — Les djinns font, dit-on, de nombreux maléfices. Nombres de ceux qui admirent le célèbre morceau de bravoure de Victor Hugo. Mais combien oseraient affirmer avec sérieux que les « Gremilins » existent et interviennent dans la vie des mortels ? Quelques plaisants fantasistes ? Rien n'est moins évident, puisqu'un tribunal du Caire vient de consacrer officiellement l'existence des djinns.

Cela avait débuté comme une classique affaire de divorce à l'égyptienne : une femme cherchant à se séparer de son mari, qui avait pris une seconde épouse. Toutefois, et contrairement à des milliers d'autres cas, une foule dense s'écroulait dans la salle exigüe du tribunal.

En effet, le téléphone arabe avait fonctionné à plein rendement après que la plaignante eut affirmé, sous la foi du serment, que sa rivale était une jalouse succube. Des témoins sont venus raconter devant un public ravi que cette créature d'en bas se livrait à des facéties d'un goût

douteux : meubles éventrés, vêtements réduits en charpie, bibelots fracassés, etc. Ils ont même précisé que tout rentrait dans l'ordre quand le mari, excédé, réprimait sa femme « seconde femme » à grand renfort d'abracadabras.

Les meubles étaient alors restaurés, les vêtements renoués par enchantement. Il a même été question d'une progéniture issue de cette union contre nature : deux « affrits » farceurs qui passaient leurs nuits à jouer les esprits frappeurs.

Le tribunal a donné gain de cause à l'épouse martyrisée par les créatures de feu. Le verdict est catégorique : « Qu'il soit la science ait prouvé l'impossibilité matérielle d'un mariage entre humains et djinns, le Coran, lui-même, à plusieurs reprises, l'existence des djinns. Se référant à la Charia (loi islamique), le tribunal est convaincu en son âme et conscience que Dieu, dans sa puissance, a permis une telle union. Le tribunal déclare donc la première épouse divorcée du fait des dommages matériels et moraux qu'elle a subis... »

Mais il n'est pas que ces magistrats pour croire à la présence permanente du surnaturel dans le quotidien. Malgré l'omniprésence de la technologie moderne et les magnétoscopes que l'on trouve jusque dans les villages les plus reculés, beaucoup d'Égyptiens continuent à croire au merveilleux. Quand ils rentrent pour la première fois quelque part, ils ne peuvent s'empêcher de marmonner « doustour ya spah » (consentez bonheurs), de fuir la jettatura de ceux qui ont le mauvais œil et d'acheter des talismans pour forcer les génies à les servir comme des esclaves obéissants.

D'autres qu'Ivan Reizman avec son film à succès, SOS Fantômes, parviennent à tirer de substantiels profits matériels de leur capacité à matérialiser l'immatériel. Les « pigeons » victimes de toutes sortes de médiums restent encore trop nombreux au gré des hommes de la brigade des mœurs chargés, entre autres missions, de la « répression du charlatanisme ».

#### Le marchand de maléfices

Selon un vétéran de la brigade, les pratiquants du grand art se divisent en trois catégories principales : ceux qui se prétendent experts en sciences occultes, les guérisseurs et les illuminés. « Nous avons fait une descente la semaine dernière dans le repaire d'un de ces escrocs. Le spectacle aurait été du plus haut comique s'il n'avait été surtout pathétique. Une importante personnalité était là, à attendre la guérison de son fils épileptique des mains d'un guérisseur lui-même à moitié paralysé. Nous n'avons pas été trop sévères pour le vieux charlatan impotent qui vivait grâce à la crédulité de personnes qui ne savent pas quoi faire de leur argent. Par contre, trois jours plus tôt, nous avons arrêté un maître escroc... »

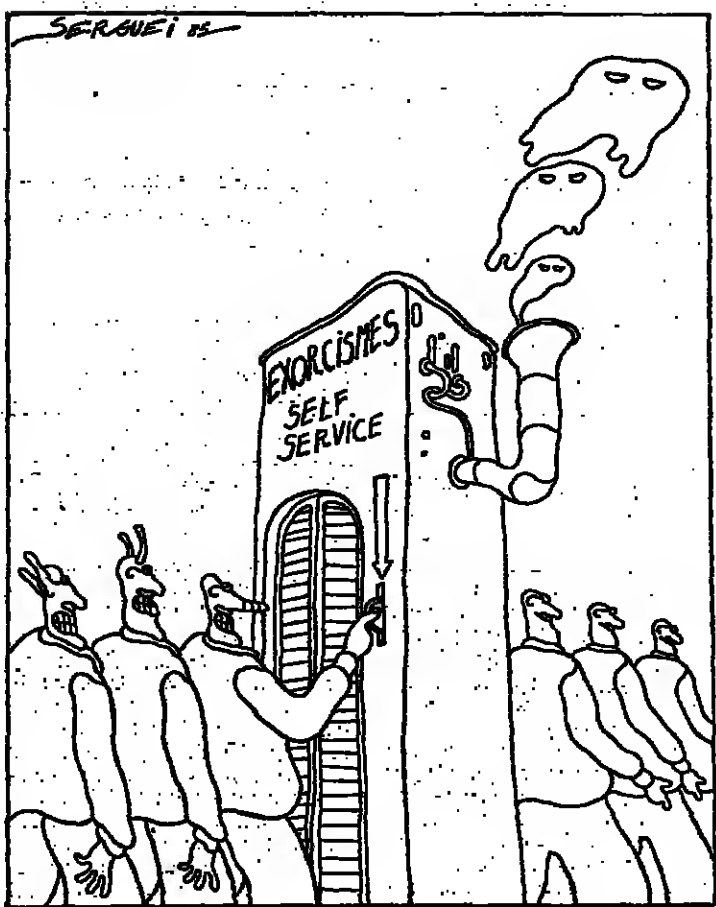
« Sa clientèle était exclusivement féminine. On venait le consulter des quatre coins de l'Égypte. Les vieilles filles lui commandaient des formules pour trouver le prince charmant, des épouses lui achetaient des « ligab » (sorte de grimoires) qu'elles glissaient sous l'oreiller de leur mari pour l'empêcher de prendre une femme plus jeune, et des envieuses cherchaient à ruiner la riche voisine grâce à des maléfices payés très cher... »

« Notre homme s'était construit un immeuble de cinq étages grâce à ses pouvoirs. Une semaine auparavant, nous en avons arrêté un autre qui s'était spécialisé dans les problèmes amoureux des actrices de cinéma. Il roulait en Mercedes à air conditionné... »

A tous ces chérisseurs de Dieu s'ajoutent les « guérisseurs de Dieu » qui se livrent à divers « miracles » grâce à leur savoir « coranique » ou « biblique ». Un prêtre copte d'Héliopolis (banlieue résidentielle au nord du Caire), qui s'était taillé une belle réputation d'exorciste, a récemment été défrôqué. Il soignait toutes sortes de maladies à l'aide d'invocations et de prières qui forçaient le « démon » à quitter le corps du patient à travers le petit orifice du pied gauche.

Les psychiatres et psychologues trouvent en ces guérisseurs de sérieux concurrents. Selon un disciple égyptien de Jung, près de 90 % de ses clients ont consulté divers charlatans avant de venir le voir. Il avoue même, à contre-cœur, que ces derniers réussissent parfois là où il échoue, grâce à la confiance aveugle que leur vouent les malades.

On rencontre même des esprits détectives. Lors du vol d'une toile de Van Gogh (« la Fleur de pavot ») au musée Mahmoud Khalil à Zamalet, il y a quelques années, le conservateur a eu recours aux dons d'un voyant pour tenter de retrouver le tableau. Mais l'affaire s'est conclue prosaïquement, puisque c'est Interpol qui a retrouvé l'œuvre d'art au Koweït. La propension au positivisme, notamment parmi les policiers, est parfois battue en brèche. La presse rapporte le cas d'un policier victime d'un mauvais



SERGUI

sort, trois appartements où il habitait ayant brûlé malgré toutes ses précautions. Série noire ou vengeance des créatures de feu ?

Les « irrationnels » viennent, en tout cas, de conquérir l'un des derniers bastions du positivisme : la politique. En effet, Ahmed El Sabahi, qui lisait l'avenir dans le marc de café, et fournissait en scoops les milieux journalistiques du Caire, a réussi à remplir toutes les conditions draconiennes requises pour la fondation d'un parti, alors que nombre de politiciens de diverses tendances y ont échoué. Son parti, l'« Ouma » (nation islamique), ne groupe, il

est vrai, qu'une centaine d'adhérents, tous plus ou moins apparentés au fondateur.

Est-il parvenu à ses fins grâce à ses pouvoirs « psy », en sa qualité d'auteur d'essais d'astrologie, de chiromancie et d'ontromancie, comme thaumaturge « grâce aux effets magnétiques du pendule » ou tout simplement parce qu'il a été jugé politiquement « inoffensif » ? Toujours est-il que le cheikh Sabahi se prépare déjà à remporter les élections législatives sur un programme « venu d'en haut ».

ALEXANDRE BUCCIANTI.

## ARGENTINE

### Militaires mais démocrates

Restauration de la démocratie en Argentine, le président Raul Alfonsín s'est fait beaucoup d'ennemis dans les forces armées qui imposèrent au pays de 1976 à 1983 une féroce « guerre antisubversive » où sombrèrent ses libertés. Il a pourtant aussi des amis parmi les militaires. Ces démocrates en uniforme osent afficher leurs convictions.

#### Correspondance

Buenos-Aires. — L'Argentine, elle aussi, a ses militaires démocrates et fiers de l'être. C'est du moins ce qu'entendent prouver les généraux, colonels et capitaines, tous du cadre de réserve, qui ont fondé en novembre dernier le Centre des militaires pour la démocratie argentine (CEMIDA).

L'événement a fait sensation sur la rive sud du rio de la Plata, plutôt vouée à la longue et triste routine de coups d'État militaires. La fondation du CEMIDA a suscité le soulagement ravi de tous ceux qui espèrent y trouver le signe d'un tournant du destin.

La réaction des cercles qui ne veulent en rien contribuer à la stabilisation de la démocratie, inscrite depuis un an par le président Raul Alfonsín, a été rapide : à peine deux semaines après la fondation du CEMIDA, une bombe a explosé dans ses locaux, au centre de Buenos-Aires, soufflant portes et vitres, mais sans faire de victimes.

Dans la seule pièce non touchée par la déflagration, le colonel en retraite Hincario Ballester, en manches de chemise, semble peu impressionné. « Grâce à l'attentat, l'Argentine tout entière est maintenant au courant de l'existence de notre centre », nous dit-il, comme s'il remerciait pour service rendu. De fait, des photogra-

phes des journaux de la capitale s'affairaient dans les gravats et les éclats de vitres et parmi les tableaux de guingois des pièces attenantes. Le colonel Ballester, cinquante-sept ans, « plutôt péroniste », affirme que l'attentat a été l'œuvre de « gens qui n'aiment pas qu'il y ait des militaires pour soutenir un gouvernement démocratique ». Il qualifie de « provocation malséante » les tracts laissés sur les lieux par les terroristes, dans lesquels les fondateurs du CEMIDA sont traités de « milicos » (terme péjoratif désignant les militaires) « de gauche », qui se font passer pour des démocrates, mais que rien ne distinguerait des « milicos fachos ». Le tract conclut : « Nous disons non aux deux ». Apparemment, il tente ainsi de faire croire que l'attentat a été l'œuvre d'un groupe armé d'extrême gauche.

Les agressions contre des personnes ou associations considérées comme « subversives » par des nostalgiques du défunt régime militaire sont encore assez fréquentes un an après l'entrée en fonctions de M. Alfonsín. L'attaque contre le CEMIDA a soulevé un intérêt particulier, car elle visait ceux-là mêmes qui se sont rangés aux côtés du président dans son effort pour inculquer aux militaires l'idée que leur rôle est de défendre le pays, et non de le terroriser.

#### « Jamais plus »

L'explosion visant les militaires en retraite — ceux qui sont en activité n'ont pas le droit de « s'associer politiquement » — précède de quelques heures seulement la publication du livre *Nunca mas* (« Jamais plus »), résumé du travail de la Commission nationale sur la disparition de personnes (CONADEP), dirigée par l'écrivain Ernesto Sabato. Celui-ci, dans sa préface à ce document sur les horreurs de ces dernières années, écrit notamment : « Nous exigeons la vérité

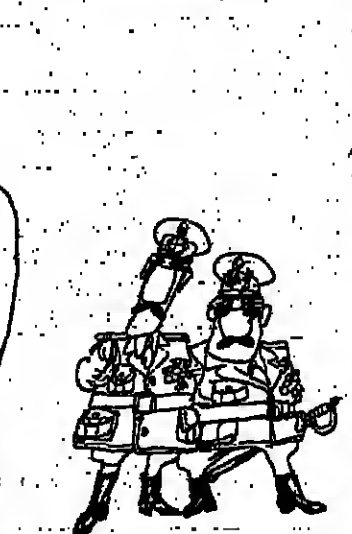
et la justice également pour ces hommes des forces armées qui sont innocents et qui risquent maintenant d'être éclaboussés par d'injustes procès d'intention... »

Le colonel Ballester est d'accord, bien évidemment. « Vu ce qui s'est passé dans ce pays, dit-il, il est fort possible que les gens aient fini par croire que tous les colonels ont torturé leurs compatriotes. » Pour sa part, nous



lite en Argentine que celui de militaires réunis sous les yeux de la presse. Un de nos voisins, venu ici en « observateur du gouvernement », énumère avec un enthousiasme à peine retenu les noms ayant une certaine notoriété et qui figurent sur la liste des adhérents.

Les congressistes passent la plus grande partie de l'après-midi à discuter et votent à l'unanimité un texte condamnant l'attentat



PANCHO

contre le siège de leur organisation, sous forme de lettre ouverte signée de ses dirigeants provinciaux. « Qui êtes-vous ? (...) nous ne le savons pas. Ce que nous savons, en revanche, c'est que vous êtes au service de la violence et, par conséquent, ennemis de la paix, de la réconciliation et de l'unité dont est assailli le peuple de la République. Nous réaffirmons notre décision de continuer à travailler pour que, dans notre pays, une idée ne reçoive plus jamais en réponse une bombe ou un autre type d'agression... »

Malgré le ton solennel de cette déclaration et les menaces

d'autres attentats, l'atmosphère est plutôt détendue, même si, en bons militaires, les assistants n'oublient pas la discipline qui fait la force des armées. Personne ne fait grief au président provisoire du CEMIDA, le général Jorge Leal, de s'embrouiller un peu dans les grades des intervenants. Un colonel se dit soulagé « de ce que, enfin, les Argentins puissent savoir que dans ce pays il existe des militaires qui ne parlent pas tous le langage de Menéndez ou de Camps », généraux particulièrement exécrés.

#### De nombreux ennemis

Les militaires démocrates ont reçu des télégrammes de soutien de la part de défenseurs des droits de l'homme, dont Adolfo Pérez Esquivel, prix Nobel de la paix. Cela a dû provoquer des haut-le-cœur parmi les « ultras » : d'autres militaires, en activité ou de réserve, qui assistent chaque dimanche dans un des beaux quartiers de Buenos-Aires aux messes du Père Trivino, pour qui la démocratie de Raul Alfonsín est responsable de tous les maux, et d'abord de la pornographie.

Le Père Trivino, dont les homélies ne peuvent être interprétées autrement que comme des appels à l'insurrection armée, est le dirigeant spirituel du FAMUS (Familles et amis des victimes de la subversion). Ses messes ont été fréquentées par bon nombre d'anciens officiers généraux actuellement démis en attendant leur procès pour crime contre l'humanité. Récemment, le mensuel *El Porteno* a constaté la présence de deux cent cinquante officiers et sous-officiers, au moins, tous en uniforme, lors d'une messe célébrée à la requête du FAMUS.

Les dirigeants des militaires démocrates affirment avoir reçu des signes discrets de sympathie de la part de cercles gouvernementaux et de la plupart des partis politiques. M. Raul Alfonsín, qui ne manque pas une occasion de prôner la nécessité de « dépolitiser les forces armées », se garde de leur accorder un soutien ouvert, bien que le CEMIDA partage exactement ses idées à cet égard. Cette discrétion illustre l'impuissance, selon certains, le manque de volonté, selon d'autres, du président à imposer son autorité aux forces armées.

Les militaires démocrates ont de nombreux ennemis. D'autres officiers en retraite les ont violemment pris à partie, notamment dans le courrier des lecteurs du journal *la Nación*. Un général Rodolfo Mujica y a écrit, à la veille de l'attentat, que le CEMIDA « fait le jeu de l'infiltration marxiste et de la campagne de calomnies contre les forces armées ».

Pourtant, l'un des anciens généraux membres du CEMIDA, Alberto Laplane, nous dit avoir lui-même activement participé à la lutte contre la subversion comme commandant en chef de l'armée de terre. « Mais je me suis toujours opposé à la « sale guerre ». C'est pourquoi en 1975 j'ai été mis à la retraite. Mon successeur, Jorge Videla, devait commander une répression féroce... »

Le général Jorge Leal, « patron » du CEMIDA, d'allure très « prussienne », même en civil, espère que son message « anti-putschiste » trouvera un écho parmi les officiers en activité. « Après le putsch de 1976, il doit être clair pour tout le monde que ce qui s'est passé a été lamentable pour l'Argentine, maintenant endettée jusqu'au cou. Son industrie détruite par une politique ultra-libérale, elle a acquis une sinistre réputation dans le monde en raison de ses violations des droits de l'homme, d'une guerre perdue, et j'en passe. C'est pourquoi le moment est peut-être propice, après plus de cinquante ans, pour mettre fin à notre fâcheuse routine des coups d'État... »

RENÉ TER STEEGE.

مكتبة من الأصل



# France

## LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### L'attitude de l'opposition hypothèque la réussite de la mission de M. Pisani

Chargé par MM. François Mitterrand et Laurent Fabius, il y a cinq semaines, de rendre en Nouvelle-Calédonie un jugement de Salomon qui puisse, en extrême, éviter le pire, M. Edgar Pisani n'a fait d'ailleurs, le projet de solution qu'il doit présenter, lundi matin 7 janvier, proposer aux deux communautés, qui se disputent le pouvoir sur le territoire, un contrat de cohabitation cherchant à satisfaire les indépendantistes canaques sans désespérer les Caldoches farouchement attachés au maintien du drapeau tricolore sur cette terre des antipodes, colonisée depuis 1853.

Pour réussir cette gageure, le délégué du gouvernement mise sur une double ligne de conscience. Des Canaques, il espère la reconnaissance de l'évidence qu'un exode massif des Caldoches, aperçus par la perspective d'une indépendance bâclée, provoquerait non seulement la déchéance économique du territoire, mais éveillerait sans doute de fortes convoitises étrangères. Des Caldoches, il attend la prise en considération de l'absurdité qu'il y aurait pour eux à se retrouver juridiquement victorieux et électoralement majoritaires, dans une Nouvelle-Calédonie où ils ne pourraient plus vivre parce que, faute de paix, le territoire serait de toute façon ruiné.

Pragmatique, M. Pisani est finalement parvenu à la même conviction que le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemaire : pour essayer de débloquer la situation, il faut sortir des rigidités juridiques habituelles, adapter les procédures constitutionnelles au caractère exceptionnel de la question calédonienne. En juillet dernier, devant les députés, M. Lemaire regrettait, lui aussi, que le gouvernement n'ait pas eu à sa disposition ni le cadre de l'Union française rassemblant les anciennes colonies sous la IV<sup>e</sup> République, ni le statut d'Etat associé, retenu dans la version initiale de la Constitution de 1958, mais devenu vite obsolète. « Je ne sais pas si ces cadres auraient permis d'éviter que le problème du statut soit venu en Nouvelle-Calédonie sur le mode tragique », affirmait alors le secré-

taire d'Etat. Sans se référer directement à ces précédents historiques, le schéma proposé par M. Pisani pour accélérer le processus d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie s'inspire des mêmes principes. L'ancien ministre du général de Gaulle réussira-t-il là où M. Lemaire a échoué ?

Antant l'attitude des dirigeants indépendantistes canaques autorise à préjuger, de leur part, un accueil relativement positif aux propositions du délégué du gouvernement, autant celle des représentants de la communauté européenne, encouragés dans

satisfaction. Dans cette hypothèse, M. Jean-Marie Tjibaou précisait, dès le 28 décembre, qu'il accepterait, d'une part, de négocier une accession progressive à l'indépendance, selon un calendrier étalant les transferts de compétences, qui seraient restitués à l'Etat canaque en voie d'indépendance intégrale, d'autre part, une association d'Etat à l'Etat français.

Le président du mouvement Libération kanak socialiste (LKS), M. Nidhal Naisseline, qui avait été le seul dirigeant indépendantiste à ne pas boycotter les élections territoriales du 18 novembre, vient, à son tour, d'évoquer l'éventualité d'une « étape transitoire pour aboutir à une véritable indépendance ». Il se déclare prêt, de la même façon, à négocier avec le gouvernement central « une garantie pour la sécurité et les droits des non-Canaques, sous un statut provisoire à déterminer pendant une période donnée leur permettant par la même occasion de faire un choix ».

En revanche, aucun compromis ne paraît concevable avec les dirigeants du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) qui expriment le sentiment dominant parmi les adversaires de l'indépendance. L'entretien que nous a accordé, vendredi soir, le président de cette formation, M. Jacques Lafleur, député RPR du territoire — dont la modération tranche souvent avec la violence des porteparole nationaux du mouvement chiracien — est, en ce sens, extrêmement révélateur. Il est clair que le parti caldoche refusait toute option aboutissant à l'indépendance, quelles que soient les précautions, les arrangements ou les garanties données par le gouvernement. Il s'y opposait, certes en menant une bataille de retardement, parce qu'il pense qu'un changement de majorité parlementaire en 1986 pourrait permettre un retour au statu quo ante, mais, surtout, parce qu'il refuse les compromis mêmes de la démarche canaque prise en considération par M. Pisani. Pour M. Lafleur, la communauté canaque n'est plus un peuple colonisé, la revendication prioritaire de souveraineté exprimée par M. Tjibaou n'est qu'un concept « fumant » utilisé de fins puresment tactiques, le FLNKS ne représente qu'une minorité électorale de plus en plus réduite, et ces chefs ne sont que d'indignes hors-la-loi.

La cohabitation serait-elle donc totalement impossible ? Comme l'illustre le cas du Nord, comme de la Nouvelle-Calédonie, elle ne l'est pas. Et dire que cette affaire d'Etat se résume, d'une certaine façon, à la difficulté de faire vivre ensemble cent quarante-cinq mille personnes, l'équivalent de la population d'une ville comme Dijon, Le Mans ou Limoges !

ALAIN ROLLAT.

### LES REFUGIÉS DE LIFOU

#### « Je n'y comprends plus rien »

De notre envoyé spécial

Nouméa. — Allongés sur des nattes à même le sol, les réfugiés de l'île de Lifou campent dans la salle de séjour du sénateur RPR, Dick Ukeiwé. Sur le buffet, entre le buste officiel de M. Lemaire et un koala en peluche, le portrait officiel du maître des lieux. Lui-même originaire de Lifou, le président du gouvernement territorial a accueilli à son propre domicile ses quelques trente compatriotes avant de trouver un bâtiment officiel pour les loger.

Refugiés depuis trois jours à la gendarmerie de Lifou, ces familles ont regagné la Grande Terre par avion spécial affrété par le gouvernement local. Leurs récits se rassemblent tous : des militants indépendantistes sont venus leur faire signer des adhésions au FLNKS. Ils ont refusé. Et ils ont dû quitter l'île de crainte des représailles indépendantistes.

« Un beau matin, une cinquantaine d'hommes armés sont venus me donner un ultimatum de quinze jours pour ramener mon bébé à l'intérieur de certaines limites », raconte un réfugié. Et le lendemain, le grand chef est venu m'avertir qu'il avait surpris une conversation, et que les indépendantistes n'appréhendaient pas de brûler ma case. Quelques instants après ils sortaient de la brousse avec leurs fusils et mettaient le feu à la maison. »

Lifou est un cas à part en Calédonie. Là, pas de Caldoches. La déchirure politique traverse, de façon plus éclatante que partout ailleurs, la communauté mélanésienne elle-même. Autre différence : alors que sur la Grande Terre les Canaques sont tous égaux devant la coutume, à Lifou comme sur les autres îles Loyauté (Maré, Ouvéa) certains

sont plus égaux que d'autres. Les clans les plus anciens dans l'île ont des droits de propriété plus solides sur des superficies plus étendues que les clans d'immigration récente.

Bien que le clivage politique ne recoupe pas toujours les inégalités foncières — rien n'est simple en Calédonie, — on a assisté, depuis le 18 novembre à Lifou, à un véritable petit 1789 : la crise a fait voler en éclats un système social jusqu'alors tacitement accepté, par lequel les clans les moins puissants reversaient chaque année une partie de leurs récoltes aux clans « possédants » en échange de l'autorisation d'exploiter des terres.

Autre effet de la crise : elle a bouleversé les positions des chefs coutumiers qui ne sont traditionnellement que le « porte-parole » de leurs sujets et ne disposant d'aucun pouvoir autonome. Ainsi tel chef, qui avait invité ses sujets à aller voter le 18 novembre — au mépris des consignes de boycottage du FLNKS, — a parcouru les bureaux de vote le jour du scrutin pour inviter les présidents à faire don de leurs urnes aux militants indépendantistes qui venaient les réclamer. Et tel autre grand chef, jusqu'alors un des plus modérés, a refusé — acte particulièrement grave — l'offrande coutumière que venait lui présenter le clan Ukeiwé, « tant que vous ne voudrez pas comprendre qu'on va vers l'indépendance ».

« Je n'y comprends plus rien », répète un réfugié de Nouméa. Chaque année ils nous apportent des signes de leur plein gré, tout se passait bien. » Et il ajoute cette phrase de grand sage déchu : « Pour eux ce n'était pas une obligation, mais un devoir. »

DANIEL SCHNEIDERMAN.

### Un entretien avec M. Lafleur

(Suite de la première page.)

La société traditionnelle canaque a été détruite. Il n'y a plus de coutume, de vie familiale, de respect des chefs coutumiers, ce sont maintenant les voyous qui règnent !

— M. Pisani propose de reconnaître la souveraineté des Canaques sur le territoire, que les indépendantistes revendiquent avant de pouvoir exercer ce qu'ils appellent leur « droit d'accueil » à l'égard des autres communautés. Qu'en pensez-vous ?

— Je ne sais pas ce que cela veut dire. Si cela veut dire pour nous : commencer par vous débarrasser puis on vous donnera l'autorisation de vous réinstaller, eh bien ! Je dis que cela va à l'encontre de la dignité des hommes et de ce que je pourrais accepter. Si l'on faisait ça en France, qu'est-ce que vous feriez, vous ? Pourquoi fait-on un cas particulier de la Nouvelle-Calédonie ?

— Vous dites souvent que l'argumentation du FLNKS est raciste. Où se situe, selon vous, ce racisme ?

— Il se situe là où le FLNKS dit : le peuple canaque a tous les droits, tout ce qui n'est pas canaque n'a pas de droits. Je n'accepte pas cette dichotomie de la part d'une minorité qui ne représente que 10 % à 15 %.

— Dans les deux circonscriptions de la côte est et des îles Loyauté, les indépendantistes recueillent généralement plus de 50 % des suffrages aux élections, comme en 1978 par exemple.

— Depuis 1978, il y a eu de tels exerts commis par le Front indépendantiste, et l'Union calédonienne, qui était majoritaire, a commis tellement d'erreurs et d'injustices que cette majorité est partie vers nous. Pourquoi cette que les Mélanésiens sont venus vers nous ? Parce que, comme on le dit, j'achète les suffrages ? Ce n'est pas sérieux.

— Je de comprends pas qu'on conteste le droit aux Mélanésiens qui sont avec nous de dire qu'ils ne veulent pas l'indépendance. On les traite de traîtres, de Canaques, de serviles, on les torture ! On pense que dès qu'il y a un Noir en compagnie d'un Blanc, il est exploité par le Blanc. Cela, depuis vingt ans, ce n'est pas exact ! Pourquoi les indépendantistes considèrent-ils que les droits des Canaques sont de droit divin ?

« La France a fait énormément de bien aux Mélanésiens »

— N'avez-vous que le peuple canaque soit en Nouvelle-Calédonie le seul peuple colonisé ?

— Pas du tout ! Il l'a été colonisé, il ne l'est plus ! A Naville-les-Roches, en juillet 1983, j'étais accompagné quand Yvonne Vénédicte (actuellement membre du gouvernement provisoire constitué par le FLNKS) m'a dit : « Vous, on vous accepte parce que vous êtes une victime de l'histoire ! Je ne me sens pas une victime de l'histoire ! Je ne rougis pas d'être français. Au contraire, c'est une fierté de dire que la France n'a fait que du bien aux Mélanésiens en Nouvelle-Calédonie. Avec les scores de l'histoire, elle a fait du bien à ce pays, économiquement, bien sûr, mais aussi, et je ne comprends pas qu'on conteste aux Mélanésiens le droit de dire : « Sans la France, on en serait resté à la guerre canaque. » Sur les 145 000 habitants du territoire il y a 68 000 mélanésiens, 29 000 Mélanésiens théoriquement purs et 25 000 Européens, eux aussi théoriquement purs. Vous les mettez où ces méti ? Tjibaou est méti ! Pidjot (le député canaque de l'autre circonscription) est méti !

— Ils se reconnaissent et se revendiquent Canaques.

— Oui, mais où va-t-on avec ces principes ? Pourquoi voudrait-on que cet argument soit valable en Nouvelle-Calédonie et pas ailleurs, par exemple en Bretagne ou en Corse ? Pourquoi considère-t-on comme un traître un Canaque qui veut garder la nationalité française ?

— Mais vous savez bien que le fondement même de la revendication de souveraineté repose, chez les Canaques, sur un attachement métropolitain à la propriété collective du sol.

— Ce n'est pas vrai ! C'est Tjibaou qui le dit. En réalité c'est plus simple que ça. Comme on n'a pas voulu prendre en compte ce qu'ils souhaitent, les indépendantistes se sont servis de cet argument pour réclamer le droit à l'indépendance raciste, mais, au bout de son raisonnement, Tjibaou est l'ennemi. Ce raisonnement consiste à dire, en définitive : la France s'est emparée de nous, elle n'a qu'à nous restituer ce qu'elle nous a pris. Comme si, en Nouvelle-Calédonie, les autres po-

pulations n'avaient pas, depuis cent cinquante ans, acquis, elles aussi, des droits. Tjibaou oublie de dire qu'auparavant les Canaques se bousaillent entre eux !

— Vous refusez donc sa dialectique.

— Tout à fait.

— Répondez-vous aussi l'argument selon lequel la composition du corps électoral du territoire a été délibérément faussée par la politique d'immigration menée dans les années 70 pour « blanchir » le territoire et empêcher l'émergence d'un courant nationaliste ?

— C'est un argument rapé...

« 250 types font régner la terreur »

— Il reste que les indépendantistes contrôlent actuellement les trois quarts du territoire.

— Pas du tout ! C'est rigoureusement faux ! Il y a 250 types qui font régner la terreur, sur la côte est, à Thio, à Nakiety, en partie à Houailou, aussi à Porerhouen, Hienghé, Bondé, sur une partie de l'île de Lifou et, sur la côte ouest, un petit peu à Poya, Kowé, Poun, Ouhéa, mais cela représente tout au plus un quart du territoire.

— Pourquoi alors cet exode des brousseurs ?

— Parce qu'il régnait une psychose que répand le gouvernement en n'arrivant pas. A Bourail, j'ai vu mourir le fils d'un ami — un garçon de vingt et un ans — après l'incendie du 19 décembre, et j'ai entendu MM. Pisani et Blanc dire qu'on n'était pas sûr que ce soit un acte criminel. Le lendemain les gens de la tribu indépendantiste d'Azareu livraient les criminels aux gendarmes. Ce qui se passe dans les zones où le FLNKS fait la loi est indigne de l'homme et de la France. Quand on voit à Thio, M. Machoro (autre membre du gouvernement provisoire du FLNKS) mettre le canon d'un fusil contre la tête d'une femme enceinte de huit mois et obliger le mari à manger des aliments sur lesquels il pisse, en menaçant la femme, vous appelez ça comment ? La démocratie ? La liberté ? Si je dis qu'il faut mettre fin à ces pratiques indignes, on va me traiter d'ultra, de conservateur, etc. Acceptez-vous cela sur le territoire métropolitain ? Pourquoi alors voulez-vous l'imposer sur le territoire de Nouvelle-Calédonie ?

— Etiez-vous certain des faits que vous avancez ?

— Oui. Je mets au défi quiconque de dire à quel moment j'ai exagéré pour que mes propos frappent l'opinion. C'est à la suite de tout ce que j'ai vu que j'ai dit que les gens se considèrent en état de légitime défense. Et, à Hienghé, tout le monde sait bien ce qui s'est passé le soir de la fusillade du 5 décembre.

— Oui, une embuscade qui a fait dix morts.

— Entre qui et qui ? Entre les gens du PALIKA et ceux du FLNKS !

— Vous dites que les auteurs de l'embuscade étaient des indépendantistes et appartenait au Parti de libération kanak ?

— Oui, justement ! Il faut avoir le courage de le dire parce que c'est vrai. Ils assistaient tous les jours aux réunions du FLNKS où l'on décidait de brûler les maisons avec une. Un des inculpés, Lapette, assistait à ces réunions, et comme il y avait une logique de la terreur pour faire partir les gens de la brousse, il savait bien que la prochaine maison brûlée serait la sienne... C'était une fusillade entre indépendantistes !

— Considérez-vous M. Tjibaou comme un dangereux révolutionnaire ?

— Non, mais il s'est fourré dans une seringue et il ne sait plus comment en sortir.

« La fortune ne m'intéresse pas »

— Le pire est-il encore évitable à votre avis ?

— Oui, tout à fait. Mais il ne faut pas continuer à faire comme agit M. Tjibaou. Son système de négociation est le suivant : j'avance quelque chose, il le met dans sa poche, et on repart à zéro ! Ce n'est pas un dialogue ! D'autre part, il ne faut pas oublier que la Nouvelle-Calédonie est grande comme la Belgique et que si la France n'est plus là les Canaques ne resteraient pas longtemps seuls.

— Vos amis politiques ne mettent-ils pas de l'huile sur le feu ? L'ancien secrétaire général du RPR a-t-il vraiment joué un rôle modérateur lors de son récent séjour à Nouméa ?

— Je m'inscris en faux contre cette insinuation ! J'ai tout fait pour éviter des affrontements, j'ai même pris des risques, je continuerai à le faire, mais c'est moi qui avais demandé à M. Bernard Pons de venir avec moi pour nous aider dans l'organisation matérielle du gouvernement territorial, et le RPR a dit des choses vraies. Si elles ont gêné certains, c'est parce que le problème de la Nouvelle-Calédonie a été le révélateur d'un malaise en France.

— Partagez-vous le sentiment des dirigeants du RPR qui estiment que l'il faudrait traduire en justice certains membres du gouvernement et, pourquoi pas, le président de la République en Haute Cour ?

— Moi, je ne me permets pas de juger le président de la République. Je vous rappelle que, lorsque j'ai été élu député, c'est moi qui ai choisi le RPR, je n'ai pas recherché son investiture. C'est un parti dans lequel je me trouve à l'aise même si parfois, dans le passé, je n'ai pas partagé toutes ses options. C'est un parti représentatif d'une nation, de la France, et, en ce qui me concerne, il a toujours été d'une solidarité exemplaire.

— Est-ce que le besoin d'avoir recours aux conseils de M. Pons ne traduit pas l'impuissance de la formation que vous présidez ?

— Quand on reconnaît certaines de ses faiblesses, de ses manques, est-on pour autant une coquille vide ?

— A combien évaluez-vous votre fortune personnelle ?

— M. Henri Emmanuelli (l'ancien secrétaire d'Etat socialiste aux DOM-TOM) a dit un jour : Lafleur est plus riche qu'il ne le dit mais moins riche qu'on ne le voit.

— Il avait raison ?

— Exactement. Il n'y a pas de commune mesure entre ce que je possède et ce qu'on appelle de vraies fortunes. Pour la raison simple que cette fortune — une fortune que j'ai faite, alors qu'il est généralement admis que j'ai tout eu par héritage — ne m'intéresse pas tellement, et que j'ai toujours partagé dans les entreprises que j'ai créées.

— Et votre domaine foncier de Ouaco ?

— Il nous reste dans la société de Ouaco, 3 000 hectares, dont 1 000 sur lesquels je travaille depuis vingt ans à installer un parc naturel pour protéger la faune du territoire, un parc auquel je voudrais donner le nom de mon père. Mais si j'ai dépensé autant d'argent sur cette terre qui ne m'a pas rapporté un sou, j'ai été aussi le premier à proposer une réforme foncière pour répondre au désir des Mélanésiens d'accéder à la propriété privée et de sortir de la propriété collective avec ses aspects féodaux.

— En conclusion, la mission de M. Pisani vous paraît-elle vouée à l'échec ?

— Je ne sais pas. Le président de la République a dit qu'il fallait simplifier les problèmes. C'est vrai. Mais si c'est par l'élimination raciste qu'on veut procéder pour les régler, je continuerai à dire franchement ce que je pense tant que je ne serai pas exécuté.

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON et ALAIN ROLLAT.

### « L'HUMANITÉ » PREND LA DÉFENSE DE M. BRAIBANT

Dans l'Humanité du samedi 5 janvier, M. Claude Lecomte commente les termes de la décision de l'Elysée de ne pas nommer M. Guy Braibant, ancien chargé de mission au cabinet de M. Charles Fiterman, au poste de président de la section du contentieux du Conseil d'Etat (le Monde du 5 janvier) : « En vertu de quel article de la Constitution, de quel paragraphe de la Déclaration des droits de l'homme peut-on justifier qu'un homme pourvu de toutes les qualités pour l'accession à un poste a'en voie empêché pour la seule raison de son appartenance à un parti politique — et à un seul — car on ne compte plus dans les postes, clés de la haute administration les membres déclarés du Parti socialiste, de l'UDF ou du RPR ? »

— Serions-nous revenus à la sombre période où la France se privait de son plus grand savant, Frédéric Joliot-Curie, prix Nobel de Physique, parce qu'il était communiste ?



# Société

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE

## Naissance de « triplés-éprouvette »

Pour la première fois en France, des « triplés-éprouvette » ont vu le jour le 4 janvier dans le service du professeur Salat-Baroux à l'hôpital Tanon de Paris. Julien, Aurélie et Mélanie, qui pèsent entre 2 kilos et 2,2 kilos sont venues au monde à 13 heures au terme d'une grossesse de trente-cinq semaines. Les « bébé-éprouvette » sont actuellement en couveuse et en parfaite santé.

Les parents, qui désirent garder l'anonymat, ne pouvaient avoir d'enfants. La mère, âgée de trente-quatre ans, souffrait d'une forme de stérilité dite « tubaire », séquelles de problèmes infectieux.

Des triplés fécondés in vitro ont déjà vu le jour, notamment en Grande-Bretagne. Dans ce pays, où est né le premier « bébé-éprouvette » en 1978, des « quadruplés-éprouvette » avaient été mis au monde le 2 mai 1984 à Londres.

Les premiers « triplés-éprouvette » de Grande-Bretagne sont nés le 20 janvier 1984, également à Londres.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les naissances multiples après fécondation in vitro ne constituent nullement une performance. A la différence des naissances multiples naturelles, les jumeaux, les « triplés » ou les « quadruplés-éprouvette » ne sont pas l'effet du hasard. Ces enfants naissent en effet le jour après que les médecins ont décidé d'implanter dans l'utérus maternel deux, trois, quatre (ou plus) embryons fécondés in vitro.

Il s'agit là dans l'esprit des équipes spécialisées, d'augmenter les chances de succès. Une fois maîtrisée, la technique de fécondation in vitro permet d'obtenir, lors de la même manipulation, plusieurs embryons. Il s'agit de disposer au préalable de plusieurs ovules, cellules que l'on peut aisément prélever au même moment sur les ovaires maternels. On ne peut en revanche augmenter le nombre des embryons implantés sans encourir un risque de fausse couche. Déjà des quadruplés avaient, l'an dernier dans le service parisien, fait l'objet d'un avortement.

Après divers « tâtonnements » (auxquels il faut ajouter le désir de réussir des premières tentatives), les équipes médicales spécialisées sont actuellement en train de codifier leur pratique. « La tendance

actuelle, nous a expliqué M. Jacques Testart (hôpital Antoine Béchère, Clamart), l'un des meilleurs spécialistes internationaux de ces questions, est de ne jamais dépasser trois implantations. Seules, les équipes américaines continuent à aller jusqu'à six. « A cela il y a deux raisons : éviter les risques de grossesses multiples, et utiliser les embryons excédentaires conservés par congélation, soit à des fins thérapeutiques lors de tentatives ultérieures, soit à des fins de recherche. On peut penser, ajoute M. Testart, que dans deux ans, lorsqu'on maîtrisera encore mieux ces techniques, on n'implantera plus qu'un seul embryon à chaque tentative ».

Se posera alors de manière encore plus aiguë qu'aujourd'hui la question du statut juridique de ces êtres humains en devenir, la question aussi des responsabilités respectives des médecins et des parents vis-à-vis de ces embryons bloqués à un stade précoce de leur développement. Ces questions essentielles au plan de l'éthique seront — entre autres — abordées les 18 et 19 janvier à Paris, lors d'un important colloque national organisé sous l'égide du ministère de la justice.

JEAN-YVES NAU.

## Un bébé de 14 000 livres

Elle est née à 20 h 26, vendredi 4 janvier, à l'hôpital Victoria dans le nord de Londres. Elle pèse 3,5 kilogrammes, mais, déjà, le bébé, « en très bonne santé » selon le personnel de la maternité, défraie la chronique britannique. La mère, Mrs Kim Cotton, vingt-huit ans, est la première femme de Grande-Bretagne à avoir accepté d'être payée pour mettre au monde un enfant, après avoir été inséminée, avec le sperme d'un homme dont la femme est stérile.

Toutefois, les responsables du service social du quartier de la municipalité de Barnet (dans lequel dépend l'hôpital) ont obtenu que l'enfant soit retenu dans les bâtiments hospitaliers pendant huit jours jusqu'à ce qu'une cour chargée des affaires de l'enfant décide de son statut.

Mrs Cotton et son mari Geoff, qui ont eux-mêmes un garçon et une fille, dix-neuf ans et Anouska, quatre ans, racontent leur histoire dans le grand quotidien à sensation The Daily Star. Leur décision a été prise, disent-ils, pour aider le couple stérile, mais aussi pour pouvoir « entreprendre les travaux de restauration de leur maison à Londres ».

Le couple demandeur désire rester anonyme. Les Cotton racontent ne pas savoir grand-

chose d'eux si ce n'est qu'ils sont riches, qu'ils désiraient adopter un enfant depuis plusieurs années et que le mari est « blond aux yeux bleus, comme Kim ». Ils ont versé aux Cotton 6 500 livres (72 800 francs) la même somme à l'agence Surrogate Parenting Centre of Great Britain (Centre de parents de substitution de Grande-Bretagne), et environ 11 200 francs pour les frais médicaux et sociaux.

En août dernier, une Écossaise du nom de Mary Stewart, vingt-cinq ans, avait mis au monde un garçon pour un couple qui souhaitait un enfant depuis douze ans, mais elle avait accepté de le faire gratuitement et ne touchait donc pas sous le coup de la loi qui interdit toute transaction financière concernant l'adoption d'enfant. Le gouvernement britannique a créé l'an passé une commission de « sept sages » pour étudier ces nouveaux phénomènes de société. La commission, présidée par M. Warnock, a estimé, dans son rapport de seize pages, qu'une telle pratique des mères porteuses pouvait entraîner un mercantilisme sordide et a demandé que des mesures soient prises pour condamner ces mères porteuses.

LA RENTRÉE DES COURS D'APPEL

## Paris : les limites de la répression

Les six cours d'assises du ressort de la cour d'appel de Paris ont prononcé, pour la seule année 1984, 2 140 années de réclusion criminelle à temps, auxquelles s'ajoutent six peines de réclusion criminelle à perpétuité (1). Ces chiffres ont été livrés, vendredi 4 janvier, à l'audience solennelle de rentrée de la cour de Paris par M. Robert Bouchery, procureur général. Le magistrat devait ajouter : « Encore qu'il ne m'appartienne pas de m'exprimer au nom de la cour et des tribunaux, je crois qu'il n'est guère possible de s'engager plus avant dans la voie de la répression. Ce serait, à mon avis, contraire au plus élémentaire bon sens. Il ne faut pas espérer des sanctions encore plus sévères une solution temporaire, voire définitive, sous peine de commettre de graves déshillusions ».

Selon M. Bouchery, il convient plutôt de « se diriger résolument, chaque fois que cela est possible, vers le contrôle judiciaire et les peines de substitution, notamment le travail d'intérêt général ». Il estime aussi nécessaire de « progresser dans la voie d'une meilleure identification des auteurs d'infractions », notamment lorsqu'il s'agit de trafic de stupéfiants. En 1984, 120 de ces trafiquants en transit ont été appréhendés aux aéroports de Roissy et d'Orly, et près de 4 tonnes de drogues diverses ont été saisies.

Ce tableau des activités pénales de la cour de Paris, dont les chambres correctionnelles ont rendu, l'année dernière, près de 9 000 arrêts, soit 15 % de plus qu'en 1983, tandis que les quatre sections de la chambre d'accusation en prononçaient de leur côté 3 700 (+ 23 %), constitue un préambule ou discours traditionnel prononcé cette année par M. Jean-Claude Lecante, avocat général, sur le thème du sentiment d'insécurité.

Avec une certaine malice, M. Lecante devait rappeler qu'un tel sentiment est toujours plus ou moins exprimé au cours des âges. A la fin du dix-neuvième siècle déjà, journalistes et députés se retrou-

vaient pour s'indigner de l'audace des « apaches » et considérer que la prison pour eux demeurerait « un agréable logis ». M. Lecante devait aussi s'interroger sur le fait que les Français d'aujourd'hui paraissent beaucoup plus traumatisés par l'insécurité due à la délinquance que par l'insécurité routière. Or le bilan des seuls accidents de la route entre septembre 1983 et octobre 1984 s'est élevé à 11 751 tués et 287 720 blessés.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

(1) Ces six cours d'assises sont celles des départements de Paris, de l'Essonne, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de la Seine-et-Marne et de l'Yonne.

● L'entrée en vigueur de la réforme sur la détention provisoire. — M. Robert Badinter s'est intéressé, vendredi 4 janvier, à la mise en place de la réforme du placement en détention provisoire. Le garde des sceaux, qui venait d'assister à l'audience de rentrée de la cour de Paris, a suivi dans les locaux du tribunal le cheminement des dossiers, du parquet aux cabinets des juges d'instruction. Cette réforme, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier, institue un débat contradictoire entre l'avocat et le représentant du ministère public avant tout placement d'un inculpé en détention (Le Monde du 28 décembre 1984).

## Réorganisation du ministère de la recherche et de la technologie

A l'étude depuis de longs mois, la réorganisation du ministère de la recherche et de la technologie, fait l'objet d'un décret qui vient d'être publié au Journal officiel.

● La mission scientifique et technique voit rappeler sa fonction d'organisme d'évaluation et se voit confier la mise à jour d'un système indicatif d'orientation scientifique et technique, nouveau nom donné au schéma d'orientation qu'elle avait commencé de préparer. Elle est dotée, outre son président, d'un vice-président et de deux chefs de division, qui devraient respectivement couvrir trois domaines : sciences de la nature et recherche industrielle, sciences de la vie, sciences de l'homme.

● La direction générale de la recherche scientifique et technique est profondément réorganisée. Elle comprendra une direction de la politique générale et une direction de développement scientifique et technique et de l'innovation (DESTI). Elle comprend désormais une direction de l'organisation et de la promotion de la recherche et de la direction du financement de la recherche. La première a vocation à traiter des questions d'emploi, de réformes, de promotion et de diffusion de l'information. La seconde prépare et suit l'exécution du budget, à gère les crédits incitatifs du ministère. A ces deux directions s'ajoute un service de la programmation de la recherche, chargé de préparer les grandes orientations et les grands équilibres, d'assurer les liaisons avec le Plan, de vérifier que la répartition des crédits est conforme aux orientations de coordination et de suivre les grands programmes.

Un comité de programmation est enfin créé, qui étudiera les problèmes d'orientation et de grands équilibres, présidé par le ministre, il réunira le directeur général de la recherche et de la technologie, assisté de ses deux directeurs, et le président de la mission scientifique et technique, accompagné de ses

## Lyon : l'intérêt des peines de substitution

De notre correspondant régional

Lyon. — A l'occasion de la rentrée solennelle de la cour d'appel de Lyon, les magistrats lyonnais ont assisté en « première française » à la projection d'un film sur les travaux d'intérêt général (TIG), ces peines de substitution que les juges peuvent appliquer à de petits délinquants passibles de peines d'emprisonnement de trois mois au plus, en application de la loi du 10 juin 1983 votée à l'unanimité.

Ce film — qui sera présenté le 10 janvier au garde des sceaux, M. Robert Badinter, à Bobigny (Seine-Saint-Denis) — présente en onze minutes quatre cas de condamnés à des TIG. Un magistrat aligne des fautes de syntaxe, le sonnet est défilant (un récidiviste de la conduite en état d'ivresse est pudiquement présenté comme un simple contrevenant au code de la route) et les témoignages suscités par des questions confondantes de malveillance (« La prison, ça ne vous dit rien ? ») ne sont pas particulièrement instructifs.

Les évaluations des premiers TIG lyonnais sont heureusement plus positives. Un tiers des magistrats du siège acceptent de jouer le jeu, de placer le condamné face à l'alternative : le travail non rémunéré ou la prison. Les communes — qui ont été « démarchées » par les juges d'application des peines — ont proposé quelques postes. Si les municipalités

socialistes de l'agglomération lyonnaise paraissent avoir bien répondu, personne n'a en tire d'arguments définitifs : d'importantes municipalités communistes devraient rejoindre le mouvement, des maires modérés ont déjà dit oui. Parmi eux, le maire de Lyon, M. Francisque Colloby, qui a ouvert dix-huit postes. Les condamnés lyonnais ne travailleront plus... au service de crémation, mais jardineront, feront des travaux de voirie ou d'entretien de bâtiments communaux.

Sur ce dossier, les élus lyonnais paraissent plus à l'aise qu'au moment de l'évacuation de la situation des prisons de Lyon. M. Colloby a entendu sans broncher le procureur général Pierre Truche évoquer dans son discours de rentrée l'« état inacceptable », la « promiscuité » des prisons où les détenus sont « à trois ou quatre, pendant vingt et une heures, chaque jour, dans des cellules de 9 mètres carrés » et où, bien sûr, toute idée de « rééducation » a été abandonnée. La municipalité lyonnaise refuse toujours de céder à l'administration pénitentiaire une rue qui sépare les prisons Saint-Paul et Saint-Joseph qui n'a pas une utilité démontrée dans la circulation locale et qui pourrait permettre l'édification d'espaces de jeu ou de promenade. Les TIG ne sont pas la seule réponse à la question de la surpopulation pénale.

CLAUDE RÉGENT.

## LA RAGE MORD SUR L'EUROPE

De notre correspondant

Strasbourg. — Cent ans après la découverte du vaccin antirabique par Louis Pasteur, la rage se propage en Europe à un rythme sans précédent. Seuls le Royaume-Uni (lupa fle) et le Danemark (une presque) ont réussi à échapper à l'épidémie qui, depuis 1977, connaît un regain inquiétant. Les experts de douze pays européens réunis à Strasbourg les 3 et 4 janvier, sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé, ont été unanimes à reconnaître que la lutte contre la rage péenne actuellement.

Le docteur Winfried Muller, du Centre européen de surveillance et de recherche de la rage, de l'Institut (RFA) a chiffré à 22 000 le nombre de cas de rage signalés en 1984, ce qui correspond à une augmentation de 10 % par rapport à 1982 et 1983. Or, les cas de rage signalés ne représentent qu'une infime partie de la réalité, étant donné que la plupart des victimes — animaux sauvages de la forêt — meurent sans être découverts. « Nous pensons que l'épidémie connaît des rythmes cycliques de trois ou quatre ans », souligne le docteur Muller, mais les statistiques actuelles remettent en cause cette théorie.

La détermination des renards, principaux agents, mais aussi principales victimes de la rage, reste contestée dans plusieurs pays. En France, le front de l'est semble stable depuis quatre ans, mais un foyer en Seine-Saint-Denis l'année dernière fait craindre pour l'agglomération parisienne. Ses abords sont en effet un habitat privilégié pour les renards qui se nourrissent notamment sur les déchets de poubelles.

Un certain consensus existe en Europe pour la vaccination systématique des animaux de compagnie et l'élimination des animaux errants et suspects. Si la rage n'a pas tué d'êtres humains en Europe depuis deux ans, à a fallu cependant traiter préventivement plusieurs dizaines de milliers de personnes en 1983.

● Chenouda III de retour au Caire. — Le pape copte Chenouda III a regagné le Caire, vendredi 4 janvier, après quarante mois d'exil dans le désert (Le Monde du 3 janvier). Des centaines de fidèles l'ont acclamé à son arrivée. Le chef spirituel des six millions de coptes d'Egypte a indiqué qu'il n'entendait prendre aucune initiative pour renouer le général Moubarak. « Je n'ai pas sollicité d'entretien. C'est au président de prendre de pareille initiative. » — (Reuters).

Le Monde  
RÉALISÉ CHAQUE SEMAINE  
UNE ÉDITION  
INTERNATIONALE  
spécialement destinée à ses lecteurs  
résidents à l'étranger  
Exemplaires spéciaux sur demande

## ROLAND AGRET RÉAPPARAÎT

Roland Agret, qui avait refusé de se comparer le 18 décembre devant la cour d'assises du Rhône et dont on était sans nouvelles, s'est présenté, vendredi 4 janvier, à la gendarmerie de Saint-Mamont-du-Gard (Gard) en compagnie de l'écrivain Jean-Pierre Chabrol et de son avocat, M. Henry Juramy. Cette réapparition de Roland Agret, condamné pour complicité d'assassinat en 1973, devrait permettre à son procès en révision (Le Monde du 1<sup>er</sup> mars 1984), d'avoir lieu prochainement.

● Le triple meurtre de Marrakech. — Un Français de quarante-neuf ans, M. Jacques Couraud, a été arrêté par la police marocaine, qui le soupçonne d'être l'auteur du triple meurtre commis dans la nuit du 26 au 27 décembre dernier à Marrakech (Le Monde du 5 janvier). Les trois victimes, un ressortissant allemand, M. Horst Birkmeyer (cinquante-cinq ans), propriétaire d'un magasin de cuir à Marrakech, et deux jeunes femmes de nationalité marocaine, avaient été sauvagement assassinées à coups de marteau dans la résidence de M. Birkmeyer. Le meurtrier présumé est propriétaire d'une ambulance, L'Hippocrate, à Oualidia, sur la côte atlantique, à 150 kilomètres au nord-ouest de Marrakech.

## LE RALLYE PARIS-DAKAR

### Les favoris en déroute

Un vent de déroute a soufflé, vendredi 4 janvier, sur le premier grand épreuve spéciale du Paris-Dakar, disputée sur 239 kilomètres entre Ouargla et El Golea (Algérie). Chutes de moto et casse mécanique n'ont pas épargné quelques uns des principaux favoris. Le policier parisien Raymond Loinzeaux, troisième pilote officiel de BMW, victime d'une chute, n'a retrouvé ses esprits qu'à l'hôpital d'El Golea. Souffrant d'un traumatisme crânien, il devait être rapatrié samedi sur Paris. Son coéquipier Gestion Rabier, vainqueur l'an dernier, a fini après trois chutes, à vingt minutes de Jean-Michel Baron (Honda).

Le Paris-Dakar est également terminé pour les trois voitures de l'écurie officielle Lada, victimes d'incidents mécaniques qui ont contraint à l'abandon Jean-Pierre Jabouille, Michel Sardou, Pierre Lartigue et Jean-Louis Schlesser. Les trois Porsche officielles ont terminé mais très attardées. Egarés après 70 kilomètres de course, Jacky Ickx et Claude Brasseur ont perdu quarante-huit minutes sur la Land-Rover de Jean-

Pierre Gabreau. Leur coéquipier René Metge, vainqueur l'an dernier, a terminé à plus d'une heure après avoir cassé un triangle de suspension. Jochem Mass, qui a joué son rôle d'assistance rapide pour Metge est plus loin encore.

Les émotions fortes n'ont pas épargné la princesse Caroline de Monaco, dont le camion s'est retrouvé sur le flanc alors qu'il était conduit par son mari, Stefano Casiraghi. Après avoir remis leur véhicule sur ses roues, grâce à l'aide d'autres camions, l'équipage principal, sorti indemne de l'accident, n'a pu faire demi-tour et abandonner.

Classément après la spéciale Ourgin-El Golea. Autos : 1. Gabreau-Pipat (Land-Rover), à 1 h 29 mn 22 s de pénalité ; 2. Dariche-Mahé (Audi Quattro), 1 mn 59 s ; 3. Pescarolo-Fourcade (Land-Rover), à 8 mn 01 s.

Motos : 1. Baron (Honda), 2 h 47 mn 18 s ; 2. Bacou (Yamaha) à 1 mn 21 s ; 3. Neveu (Honda) à 4 mn 58 s.

## TENNIS

### Le Grand Prix 1985

### comporte un nouveau tournoi doté de 1,8 million de dollars

Le Grand Prix de tennis comptera en 1985 soixante-dix-neuf tournois contre soixante-trois en 1984. Trente-trois épreuves seront dotées de 250 000 dollars, au moins. Au total, les joueurs professionnels se répartiront 20 millions de dollars, contre 18 millions en 1984.

Un nouveau commanditaire, la firme agro-alimentaire américaine Nabisco, a pris le relais du constructeur automobile suédois Volvo, commanditaire du circuit depuis 1980. La principale innovation du calendrier 1985 est la création, en plus des quatre tournois traditionnels du grand chelem, d'une cinquième épreuve disputée sur deux semaines : de 4 à 17 février les associations des joueurs (ATP) et

des joueuses (WTA) organisent elles-mêmes à Delray Beach (Floride) un tournoi sur ciment doté de 1,8 million de dollars par Lipton.

Pour les six étapes françaises du Grand Prix, les principales modifications concernent le tournoi de Monaco, qui aura lieu avant celui de Nice, mais qui entrera en concurrence avec le tournoi de salle de Chicago. En outre, faute d'une couverture télévisée suffisante, les organisateurs du tournoi d'Aix-en-Provence ont renoncé pour 1985 ; il ne restera donc que quatre tournois « réguliers » dotés d'au moins 80 000 dollars à Nancy, Nîmes, Toulouse et Bordeaux, ainsi que Monaco et Roland-Garros.







*Les soldes  
sont  
actuellement  
chez*

**Burberrys**

8, BD MALESHERBES  
75008 PARIS - TEL. 266.13.01

*...et chez*

**Tunmer**

5, PLACE SAINT-AUGUSTIN  
75008 PARIS - TEL. 522.75.80







# France / services

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 5 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 40 Au théâtre ce soir : *Le Diable en personne*. De P. King et K. Cary. Réal. P. Jamain, avec H. Cour-  
seaux, M. Boudouart, H. Duc.  
Le diable - prince des ténèbres - se manifeste la nuit à  
Londres par l'agression d'une délicate jeune fille...  
Qui est le diable ? Un combat de titans s'engage entre le  
personnage d'une société. Humour noir « british ».  
22 h 10 Droit de réponse : Nous sommes tous des  
immigrés.  
Emission de Michel Polac.  
Avec P. Bouchet, président du Fonds d'action sociale  
pour les immigrés (FASI), la chanteuse Linda de Suza,  
M. Boujenah, comédien et écrivain, Pierre Perret,  
K. Arab, journaliste à FR3, etc.  
0 h Journal.  
0 h 20 Ouvert le nuit.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : *Champs-Élysées*.  
Spécial Julia Iglesias. Avec Christine Ockrent et Catherine  
Noy. L'émission sera illustrée d'extraits empruntés  
à « Numéro 1 », des Carpentiers.  
22 h 5 Journal.  
22 h 30 Les enfants du rock : Europe à gogo.  
L'occasion de l'Année internationale de la jeunesse, les  
dix pays de la Communauté européenne ont organisé le  
premier marathon du rock de 22 h 30 à 4 h 30. Au sommaire :  
les groupes Les Calamités, U2, Nena, Scorpions,  
Alpha Zéro.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 La 1000<sup>e</sup> de « Prélude à la nuit ».  
En l'honneur de Monty Carlo, une soirée présentée par  
Yves Lecoq, avec l'Orchestre philharmonique de

Monte-Carlo. Une douzaine de pays européens ont  
accepté de s'associer à ce gala au profit du Fonds inter-  
national d'entraide aux musiciens (et à 22 h 15).  
21 h 50 Journal.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35, Inspecteur Gadget ; 17 h 55, Magazine ; 18 h 20,  
Un trait d'union : 18 h 30, Ozone Jazz ; 18 h 40, Il était une  
fois l'opéra marseillais ; 18 h 50, Feuilles ; 19 h 15,  
Journal ; 19 h 55, Dessin animé.

### CANAL PLUS

20 h 30, Ma cousine Rachel ; 21 h 20, Patrick Sébastien ;  
22 h 10, Le radeau d'Oliver ; 23 h, Pizore, la loi du plus  
faible, film de J. J. Serrin ; 3 h 10, Aphrodite, film de R. Fuest ;  
5 h 15, La Guerre du feu, film de J.-J. Annaud.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « Veillée irlandaise », de Robert Maguire, et un entretien avec  
l'auteur.  
22 h 10 Démarches, avec Sylvie Rault.  
22 h 30 Musique : flamenco d'Audalouise.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Symphonie n° 100 en sol majeur*, de  
Haydn ; *Concerto pour violon et orchestre n° 3 en sol  
majeur*, *Symphonie n° 38 en ré majeur*, de Mozart, par  
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. N. Har-  
moncourt, sol. M. Martin, violon.  
22 h 34 Les soirées de France-Musique : feuilleton - Hugo  
Wolf ; à 23 h 5, le club des archives : rarités de l'Est ;  
à 1 h, l'arbre à chansons.

Dimanche 6 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h 30 Journal.  
9 h Émission islamique.  
9 h 15 Soudra de vie.  
10 h Prédication protestante.  
10 h 30 Le jour du Saigneur.  
11 h Messe de l'Épiphanie, avec le Centre hospitalier  
de Pontaise (Val-d'Oise), prés. P. Robert-Jorens.  
12 h 2 Midi presse.  
M. Hervé Bourges, PDG de TF 1 pour le dixième anni-  
versaire de la chaîne, répond aux questions de  
Ph. Gosse (18<sup>e</sup> 7 jours), Stéphane Denis (Le Quotidien),  
P. Gavi (Libération) et P.-L. Séguin.  
13 h 30 Ski à La Mongie : Coupe du monde.  
13 h Journal.  
13 h 25 Série : Starsky et Hutch.  
14 h 20 Sports dimanche.  
16 h 30 Variétés : La belle vie.  
17 h 30 Les animaux du monde.  
18 h Série : Le vent d'Australie.  
19 h 7 sur 7.  
Avec l'acteur Roger Hanin.  
20 h Journal.  
20 h 35 Cinéma : Une semaine de vacances.  
Film français de B. Tavernier (1980).  
Une jeune femme, professeur dans un CES de Lyon,  
tenté de faire le point sur sa vie professionnelle et  
privée. Chronique sociale parlant d'un thème d'actualité  
(le malaise de certains enseignants) pour aboutir à la  
vérité intérieure d'un personnage féminin. Une façon  
moderne de filmer le quotidien.  
22 h 20 Sports dimanche soir.  
23 h 5 Journal.  
23 h 25 C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 35 Journal et météo.  
9 h 40 Les chevaux du terroir.  
10 h 5 Récré A 2.  
10 h 40 Gym tonik.  
11 h 15 Dimanche Martin.  
12 h 45 Journal.  
13 h 15 Dimanche Martin (suite).  
17 h Série : les Brigades du Tigre. (Rediff.)  
18 h Stade 2 (et à 20 h 20).  
19 h Série : l'Age vermeil.  
20 h Journal.  
20 h 35 Jeu : Le grand raid.  
Nos apprentis grands reporters en compétition de Na-  
robi à Mogadiscio (Somalie). L'aventure en direct.  
21 h 30 Sous les pavés, la banlieue.  
Banlieue 89, réal. G. Langevin.  
Premier volet d'un reportage sur les banlieues, leur  
architecture, la manière dont vivent les banlieusards.  
Cette enquête a été réalisée à partir du projet architec-  
tural de Roland et Michel Dupont, concernant la réhabi-  
litation des zones les plus défavorisées des grandes  
agglomérations.  
22 h 25 Magazine : Désirs des arts.  
De P. Duix, réal. P.-A. Boutang et P. Collin. Fausse que-  
relle et bon sens.  
23 h 20 Le musée de la Ville de Paris fête les quatre-vingts ans  
par une rétrospective. Trois peintres, Michel Couchat,  
Bernard Piffaretti et Louis Cane, et l'histoire de l'art  
Karl Eklund mènent le débat.  
23 h Journal.  
23 h 25 Bonssoir les clips.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

10 h Mosaïque.  
12 h La vie en tête.  
13 h Magazine 85.  
15 h 5 Musique pour un dimanche.  
15 h 15 Théâtre : la Soufflerie de satin.  
De Paul Claudel, mise en scène J.-L. Barraut, réal.  
A. Tardieu, avec J.-L. Barraut, J. Martin, M. Herbault.  
La rencontre de deux rêves qui n'ont pas le droit de  
s'aimer. Retenus par une épidémie de peste qui sévissait  
à Mogador (Espagne), Proudhon et Rodrigue possèdent  
chacun la clé du chemin qui devrait les mener à Dieu.  
Mais Proudhon est marié (devant Dieu) au juge Don  
Pérez. Appelé du lyrisme mystique claudélien, l'une  
des plus grandes pièces dramatiques de ce siècle.  
18 h Hugues Parnassé ou la passion du jazz.  
Emission de Jean Arnaud et André Limoges.  
Une interview du musicien, des extraits de films avec  
Duke Ellington, Armstrong, Cootie Williams et Willie  
Smith.  
19 h Émissions pour les jeunes.  
19 h 30 RFO Hebdo.  
20 h Fraggie rock.  
20 h 35 Série documentaire : architecture et géo-  
graphie sacrée.  
Emission de Paul Barba-Negra.  
Versailles, le palais-temple du Roi-Soleil : ce document  
a obtenu le prix du scénario au Festival international du  
film d'art en 1976. Rediffusion.

### 21 h 25 Aspects du court métrage.

21 h Journal.  
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle curiosités) :  
Cyano et d'Arctagnan.  
Film franco-italo-espagnol d'A. Gance (1962), avec  
J. Ferrer, J.-P. Cassel, S. Koscina, O. Lavi, H. Crémieux,  
M. Simon, G. Dorziat, P. Noiret, R. Rivoltas.  
Deux cadets de Gascogne se rencontrent en venant cher-  
cher fortune à Paris. Devenus amis, ils sont mêlés aux  
intrigues de la cour de Louis XIII et à des aventures  
galantes. Abel Gance s'est inspiré des romans  
d'Alexandre Dumas et de la pièce d'Edmond Rostand  
pour réunir Cyano et d'Arctagnan dans un  
film de cape et d'épée fougueux, lyrique, érotique  
parfois, où tout le monde parle en vers.  
0 h 50 Prélude à la nuit.

### CANAL PLUS

7 h, Spécial tous en scène ; 7 h 40, Saigon 84 : l'année de  
la souris ; 8 h 40, Cabou Cadin (Sberlock Holmes) ; Paul et  
les diables ; M. T. ; les Quatre Filles du docteur March ;  
Bezi ; 10 h 40, Gym à gym ; 11 h, Butch Cassidy et le Kid,  
film de G. Roy Hill ; 12 h 45, Cabou Cadin (Dessin animé) ;  
Gil et Jo ; M. T. ; 14 h 15, L'Australienne ; 15 h 5,  
Soop ; 15 h 30, Racman ; 16 h, Robin des Bois ; 16 h 50, Les  
stellers ; 17 h 15, Top 50 ; 19 h 15, Club de la  
presse ; 20 h 30, le cinéma, film de J. Loevy ; 22 h 15, Le Roi  
et l'Oiseau, film d'animation de P. Grimault ; 23 h 40, La  
Renanche, film de P. Lary ; à 1 h 10, Cette sacrée vérité, film  
de L. McCarey.

### FRANCE-CULTURE

7 h 3, Chasseurs de son : journée internationale (et à  
11 heures) ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La  
fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous : le cahier de  
Véronique ; 7 h 45, Dis et récite : le Voyage de saint  
Brandan ; 8 h, Foi et tradition ; 8 h 25, Protestation ;  
9 h 5, Écoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée  
contemporaine : le Grand Orient de France ; 10 h, Messe à  
Saint-Etienne de Fougères ; 12 h, Des papous dans la tête ;  
13 h 40, L'espion du dimanche ; 14 h, Bushidô et ses  
amis, au Musée des beaux-arts, Jules Chéret à Nice ;  
14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, Radiographie de  
l'homme noir, de Pierre Bodin, musique de J.-Y. Bosseur.  
Avec J.-P. Joris, R. Favey, J. Berger... ; 16 h 35, La tasse de  
thé : rencontre avec Christine de Rivoyre, historienne-archéologue  
qui a travaillé sur la cuisine et l'habitat ; 19 h 10,  
Le cinéma des cinéastes : avec Jim Jarmusch ; 20 h,  
Musique : collection de timbres.  
20 h 30 Atelier de création radiophonique : l'histoire des  
tailleurs de pierre d'Île-Grande (Bretagne).  
22 h 30 Musique : perspectives du vingtième siècle  
(œuvres de Hartmann, Hindemith, Schapira).

### FRANCE-MUSIQUE

21 h, Les nuits de France-Musique : la première de la « création »  
de Haydn ; 7 h 3, Concert-promenade : musique véné-  
zélienne et musique légère ; 9 h 5, Canante ; de Bach ; 10 h,  
Gaston Mabit à Vienne ; 12 h 5, Magazine International ;  
14 h 4, Programme musical en disques : œuvres de  
Handel, Schumann, Beethoven, Debussy, Mozart... ; 17 h,  
Comment l'entendez-vous ? Le clan familial dans l'Opéra ;  
19 h 5, Jazz vivant : le Septuor et le Grand Orchestre  
d'Édith Louis ; 20 h 4, Avant-concert.  
20 h 30 Concert d'archives : *Symphonie en ut*, scènes de  
baller, *Ode*, *Symphonie en trois mouvements* de Stravinsky  
par l'Orchestre de la radio de Berlin, direction  
I. Stravinsky. Complément de programme : œuvres de  
Stravinsky.  
22 h 30 Soirées de France-Musique, feuilleton - Hugo  
Wolf ; à 23 h 05, Ex libris ; à 1 h, Les mots de Françoise  
Xenakis.

### LES SOIRÉES DU LUNDI 7 JANVIER

TF 1 20 h 35, Cinéma : *Préparez vos mou-  
choirs*, de Bertrand Blier ; 22 h 25,  
« Étoiles et tilles », magazine du  
cinéma ; 23 h 45, « C'est à lire ».

Les programmes d'Antenne 2 sont indiqués  
sous réserve en raison du préavis de grève (lire  
article page 16). Ils pourraient être remplacés  
par un programme minimum.

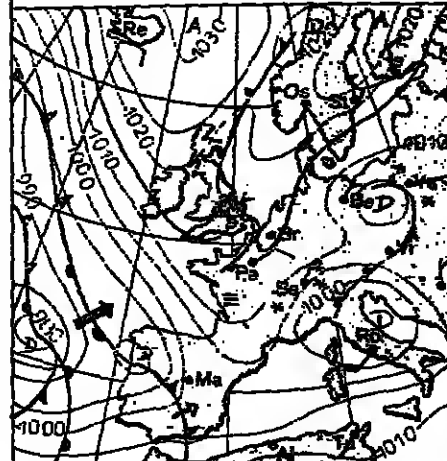
A 2 20 h 35, « L'heure de vérité » : Jac-  
ques Chirac ; 21 h 50, « Le petit théâ-  
tre » : T. T. ; 22 h 30, « Tualissa »,  
magazine de la mer ; 23 h 15, « Folies  
ordinaires » : Charles Bukowski ;  
23 h 20, « Prélude à la nuit ».

FR 3 20 h 35, « Cycle le grand frisson » : la  
Cité de l'Indicible, film de  
J.-P. Mocky ; 22 h 30, « Tualissa »,  
magazine de la mer ; 23 h 15, « Folies  
ordinaires » : Charles Bukowski ;  
23 h 20, « Prélude à la nuit ».

CANAL PLUS 20 h 30, Cinéma : *La Femme tatouée*,  
de Y. Takahashi ; 22 h 30, Les KO  
de Canal Plus ; 23 h 20, Football  
américain ; à 23 h 25, Cinéma : *Pizore*,  
la loi du plus faible, de H. Babenco.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LES 5.1.1985 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps prévu en

France, du samedi 5 janvier à

0 heure et le dimanche 6 janvier à

24 heures.

Le vent de nord-est à est dirige de  
l'air de plus en plus froid sur la France.  
Un système dépressionnaire qui se déve-  
loppe en Méditerranée va diriger une  
aggravation majeure sur les régions  
méditerranéennes.

Dimanche, il fera très froid au lever  
du jour : 0 à -2 degrés près des côtes,  
-8 à -10 degrés dans l'intérieur, mais  
-20 à -25 degrés sur les régions enneigées  
du Nord, de l'Est et du Centre. Au  
meilleur moment de la journée, le gel  
persistera.

Des nuages accompagnés de chute de  
neige situés de la Provence à la Corse  
s'étendront progressivement vers le Lan-  
guedoc. Les vents de secteur est seront  
assez forts à forts.

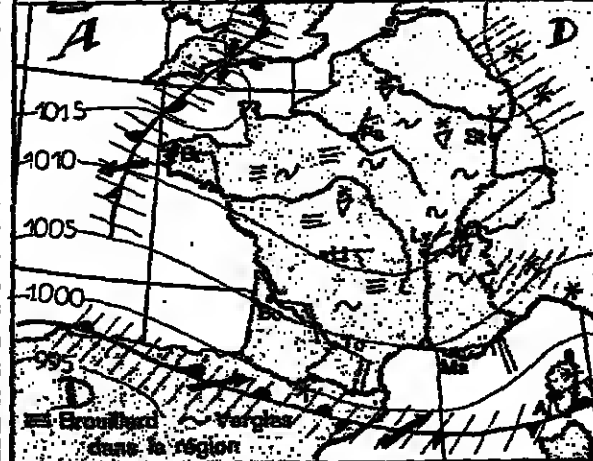
Aléa souvent des bancs de brouil-  
lard le matin, puis soleil et  
nuages avec, par moments, quelques  
chutes de neige. Ces chutes de neige  
épargneront le sud-ouest de la France et  
seront un peu plus marquées sur les  
régions de la Bretagne à la Normandie.

La pression atmosphérique réduite au  
niveau de la mer était, à Paris, le 5 jan-  
vier, à 7 heures, de 1015,2 millibars,  
soit 761,5 millimètres de mercure.

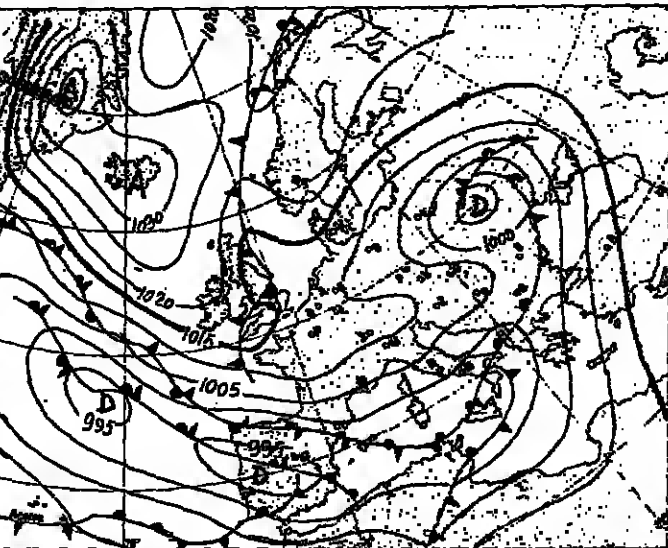
Températures (le premier chiffre  
indique le maximum enregistré au cours  
de la journée du 2 janvier ; le second,  
le minimum de la nuit du 2 janvier au  
3 janvier) : Ajaccio, 7 et 5 degrés ; Biar-  
ritz, 3 et -1 ; Bordeaux, 5 et -4 ;  
Brest, 6 et -1 ; Caen, 6 et -3 ; Cherbourg, 5 et -3 ;  
Clermont-Ferrand, 1 et -10 ; Dijon, 0  
et -15 ; Grenoble-St-M-H., 0 et -11 ;  
Grenoble-St-Georges, -3 et -13 ; Lille,  
-3 et -12 ; Lyon, -2 et -14 ;  
Marseille-Marganne, 5 et -4 ; Nancy,  
-2 et -16 ; Nantes, 6 et -3 ; Nice-  
Côte d'Azur, 8 et 0 ; Paris-Montsouris, 2  
et -8 ; Perpignan, 7 et -1 ; Rennes, 5 et  
-3 ; Strasbourg, -4 et -17 ; Tours, 3  
et -7 ; Toulouse, -2 et -9 ; Pointe-  
à-Pitre, 28 et 19.

Températures relevées à l'étranger :  
Alger, 18 et 3 ; Amsterdam, -4 et  
-14 ; Athènes, 12 et 5 ; Berlin, -5 et  
-10 ; Bonn, -7 et -13 ; Bruxelles, -9  
et -13 ; Le Caire, 18 et 10 ; Les Cana-

PRÉVISIONS POUR LE 6.1.85 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 6 JANVIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



-3 et -12 ; Lyon, -2 et -14 ;  
Marseille-Marganne, 5 et -4 ; Nancy,  
-2 et -16 ; Nantes, 6 et -3 ; Nice-  
Côte d'Azur, 8 et 0 ; Paris-Montsouris, 2  
et -8 ; Perpignan, 7 et -1 ; Rennes, 5 et  
-3 ; Strasbourg, -4 et -17 ; Tours, 3  
et -7 ; Toulouse, -2 et -9 ; Pointe-  
à-Pitre, 28 et 19.

Températures relevées à l'étranger :  
Alger, 18 et 3 ; Amsterdam, -4 et  
-14 ; Athènes, 12 et 5 ; Berlin, -5 et  
-10 ; Bonn, -7 et -13 ; Bruxelles, -9  
et -13 ; Le Caire, 18 et 10 ; Les Cana-

(Document établi  
avec le support technique spécial  
de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3876

#### HORIZONTALEMENT

I. Scène de ménage. - II. N'a donc rien de tonique. Porte... voix. -  
III. Débite donc de la coïté ou du geste. Une manière de traiter la guesse  
avant d'en faire une cocotte. Conjonction. IV. C'est parfois un test sur  
lequel certains  
bientôt. N'a au-  
cun bagage ou  
peut se trouver  
très chargé. - V.  
Ont un grand  
front. Pour se  
noircir... à l'ail.  
- VI. Chou, en  
Chine. - VII.  
Note. Vieille cie.  
Brille de beau-  
coup d'éclat ou  
de beaucoup  
d'usure. - VIII.  
Changement de  
position. - VIII.  
En slip. Grand  
prince de Kiev.  
Sources de cer-  
taines lumières.  
- IX. Corps  
étranger. Note.  
Prise au laché.  
Mis en fuite. - X. Un travail qui  
demande d'avoir de l'effort. Grosse  
partie d'un bloc. - XI. Ville de  
Pérou. Font des saumons avec des  
moules. - XII. Mets donc en place.  
- XIII. A une cervelle d'oiseau ou  
une forte tête. Occupation des plus  
repassantes. Acteur. - XIV. Chas-  
seurs d'Amérique. Points à l'envers,  
pique à l'endroit. Préfixe. - XV.  
Cause de disgrâce. Moins  
grande avec des talonnettes.

#### VERTICALEMENT

1. Fleurissent en pleine cam-  
pagne. Radio libre avant l'heure.  
Fleuve. - 2. Mauvais coup de four-  
chette. Inuite au shopping. -  
3. Oblige à descendre bien bas.  
Comme le mot de la fin. - 4. Per-  
met d'observer la grève en travail-  
lant. Rare pour un médecin, courant  
pour un juge. - 5. Morceau de  
sacré. En fait drôlement baver.

Note. - 6. Enfant donc on s'enfuit.  
Direction. Abréviation religieuse. -  
7. On y fait des courses de plais.  
Une manière de faire le mur qui  
peut être une évasion. - 8. Ville  
d'Allemagne fondée par Charlema-  
gne. Sur les toits on sous terre. -  
9. A donc fait le pigeon. On peut  
voir ses défauts à travers la loupe.  
Qui s'entend rien. - 10. Instrument  
à cordes. Est souvent coincé dans les  
embouteillages. Peut se trouver dans  
le plus simple appareil. - 11. Ce  
n'est qu'un jeu. Élément d'un train.  
Entraîne une certaine discipline.  
Bien digéré. - 12. D'un trop petit  
niveau pour avoir le bac. Ne mar-  
que pas de « détermination ». Jeu de  
piste. 13. En mer comme en terre.  
Mis au clou. - 14. N'est donc pas  
très « sèche ». Source d'inspiration.  
- 15. Qui fait donc de mauvaises  
affaires. Fait sauter les grands et les  
petits sujets.

### Solution du problème n° 3875

#### Horizontalement

I. Androgène. - II. Père. Aper. -  
III. Poussière. - IV. Ange. Ré. -  
V. Saucier. - VI. Tutu. AT. -  
VII. Réels. - VIII. Marron. Et. -  
IX. Ève. - X. Ne. Déclin. -  
XI. Tube. Elle.

#### Verticalement

1. Apparement. - 2. Nén. -  
Aven. - 3. Drugstore. - 4. Réseau  
(voir ce mot). Ride. - 5. Rôle. -  
6. Gai. Can. Ce. - 7. Ypér. III. -  
8. Nérée. Le. II. - 9. Ere. Rus-  
sine.

GUY BROUTY.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### DIMANCHE 6 JANVIER

- M. André Bergeron, secrétaire  
général de Force ouvrière, répond  
aux questions des journalistes, au  
cours de l'émission « Forum » de  
RMC, à 12 h 30.

- M. Pierre Bérégovoy, ministre  
de l'économie, des finances et du  
budget, est l'invité de l'émission  
« Le grand jury RTL-le Monde »,  
sur RTL, à 18 h 15.

- M. Jean-Pierre Chevènement,  
ministre de l'éducation nationale,  
participe au « Club de la presse »,  
sur Europe 1 et Canal Plus, à  
19 h 15.

LUNDI 7 JANVIER  
- M. Jean-Marie Le Pen, prési-  
dent du Front national, est l'invité  
de l'émission « Face au public » de  
France-Inter, à 19 h 20.

## PARIS EN VISITES

### LUNDI 7 JANVIER

« L'école des Beaux-Arts », 15 h,  
13, quai Malaquais, M<sup>me</sup> Vermeersch.  
« Le Café Procope », 16 h, 13, rue de  
l'Ancienne-Comédie, M<sup>me</sup> Zojovic  
(Caisse nationale des monuments his-  
toriques).

La Danse macabre, 15 h, musée des  
Monuments français (histoire et arché-  
ologie).

« Le Palais de justice », 15 h, métro  
Clé (M<sup>me</sup> Hauller).

« La place Dauphine », 15 h, 2, rue du  
Pont-Neuf (Paris antérieur).

« Zhongshan, tombe des rois  
oubliés », 16 h 30, Grand-Palais (Paris  
et son histoire).

« Les appartements royaux du Lou-  
vre », 14 h 45, Porte Denon (Tourisme  
culturel).

### MARDI 8 JANVIER

« Manufacture des Gobelins, 14 h 30,  
42, avenue des Gobelins, M<sup>me</sup> Senant.  
« Le Panthéon », 15 h 45, entrée,  
M<sup>me</sup> Guiller.

« Hôtel Lutetia », 15 h, 17, quai  
d'Anjou, M<sup>me</sup> Bouquet-des-Chaux.

« La Monnaie », 15 h, 11, quai Conti,  
M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg (Caisse nationale  
des monuments historiques).

« Le cœur de Paris », 15 h, 10, rue  
Saint-Martin (Paris antérieur).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-  
Paul (réouverture du passé).

Lisaz

Le Monde  
classés et documents



# Économie

## AU PREMIER TRIMESTRE

### La hausse de nombreux loyers sera de 5,67 %

L'indice du coût de la construction du troisième trimestre 1984 s'établit à 820, en hausse de 5,67 % par rapport à celui du troisième trimestre 1983 (776). Il est paru au Journal officiel du 4 janvier. Il sert au calcul des révisions annuelles de loyers dont le bail comporte comme référence l'indice du troisième trimestre. Pour les loyers dont l'indice de référence est celui du deuxième trimestre, c'est la totalité de l'évolution annuelle de ce dernier (+ 6,58 %) qui doit être prise en compte. En effet, le gouvernement, qui s'était engagé à ne pas invoquer les « circonstances économiques graves » (comme l'article 56 de la loi Quilliot du 22 juin 1982 lui en donne la possibilité), n'a publié

aucun décret à ce sujet, contrairement aux années précédentes. Quel que soit l'indice de référence d'un bail en cours de l'année, c'est donc la totalité de l'évolution de cet indice qui devra servir de base au calcul de la hausse du loyer. La publication des indices trimestriels intervient normalement dans la première quinzaine des mois d'avril, de juillet et d'octobre.

De plus, pour les renouvellements de contrats, comme pour la signature de nouveaux baux, ainsi que pour la répercussion de travaux d'amélioration, des décrets, secteur par secteur, ont été publiés au Journal officiel du 29 décembre 1984 (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier).

Ces décrets ont, pour une large part, entériné les accords signés au sein de la Commission nationale des rapports locatifs (CNRL) par des représentants des propriétaires bailleurs et des locataires. Pour le secteur IV (propriétaires privés) où aucun accord n'est intervenu, la décision a été prise par le gouvernement.

Nous avons résumé en un tableau les dispositions qui s'appliqueront à l'ensemble des secteurs au cours de l'année.

Rappelons cependant que les loyers des logements encore soumis à la loi de 1948 ne sont pas concernés par ces mesures, leur hausse annuelle étant fixée par décret le 1<sup>er</sup> juillet.

|   | RÉVISION ANNUELLE   | RENOUVELLEMENT DE BAIL   | NOUVEAUX LOCATAIRES  | TRAVAUX (1)  |
|---|---|--|--|--|
| SECTEUR I<br>HLM (2)  | 1 <sup>er</sup> janvier : + 5,25 %<br>pour les loyers modifiés par<br>amortissement ou par parti-<br>cipations au plus 7,25 %.<br>1 <sup>er</sup> juillet : hausse sup-<br>plémentaire, si loyers<br>sous-évalués, moyen-<br>nant travaux d'entre-<br>tien. | 100 % de l'indice.   | 100 % de l'indice. Si<br>travaux, pas de limita-<br>tion pour leur répercu-<br>sion. Loyers sous-<br>évalués : réajustement au<br>plafond (4).   | Sur 12 mois, 10 % de<br>coût réel des travaux. Li-<br>mite supérieure : 6 000 F<br>par logement + 1 000 F<br>par pièce principale (5). |
| SECTEUR II<br>SEM (sociétés d'économie<br>mixte)<br>Crèches des délégués, etc.              | 100 % de l'indice.  | 100 % de l'indice.   | 100 % de l'indice. Si<br>travaux, pas de limita-<br>tion pour leur répercu-<br>sion. Loyers sous-<br>évalués : réajustement au<br>plafond (4).   | Sur 12 mois, 10 % de<br>coût réel des travaux. Li-<br>mite supérieure : 6 000 F<br>par logement + 1 000 F<br>par pièce principale (5). |
| SECTEUR III<br>Sociétés immobilières<br>d'investissement, compa-<br>gnies d'assurance, etc. | 100 % de l'indice.  | 100 % de l'indice. Possi-<br>bilité de majoration<br>supplémentaire de<br>0,5 %. | 100 % de l'indice. Pos-<br>sibilité de majoration<br>supplémentaire de<br>0,5 %.   | Sur 12 mois, 10 % de<br>coût réel des travaux. Li-<br>mite supérieure : 220 F<br>par mètre carré de sur-<br>face habitable (5).        |
| SECTEUR IV<br>Propriétaires privés.   | 100 % de l'indice.  | 100 % de l'indice.   | 100 % de l'indice. Si<br>travaux, pas de limita-<br>tion pour leur répercu-<br>sion. Loyers sous-<br>évalués : application du<br>coefficient de majoration<br>compréhensif tous de-<br>mande 3 ans à un même<br>locataire. | Sur 12 mois, 8 % de<br>coût réel des travaux. Li-<br>mite supérieure : 4 000 F<br>par logement + 1 000 F<br>par pièce principale (5).  |

(1) Par « travaux », on entend ceux qui « tendent à améliorer le confort, la sécurité, l'équipement, la qualité thermique et phonique ».

(2) Les loyers en cas de renouvellement de bail n'ont pas à être plafonnés, puisque cette procédure n'existe pas dans les HLM, où le maintien dans les lieux est de droit. En cas d'arrivée de nouveaux locataires, des règles précises, prévues aux HLM, permettent de calculer le loyer.

(3) Lorsque ces loyers pour travaux, applicable seulement un mois après la fin de ceux-ci, dépassent 10 % du montant du loyer, le reliquat de la hausse ne doit être appliqué

que le 1<sup>er</sup> janvier 1985. Comme cette disposition existait déjà pour les loyers de 1984, il est possible que, dans certains cas, les loyers au 1<sup>er</sup> janvier 1985 subissent le reliquat d'une hausse due à des travaux effectués en 1984.

(4) Les logements construits grâce à des prêts du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique sont, pour la plupart, asservis d'un loyer plafonné.

(5) La majoration intervient lors de la conclusion ou du renouvellement du contrat ou à compter de la date anniversaire du contrat suivant la date d'achèvement des travaux.

## UN CONTRAT DE PLAN PÉRILLEUX

### La SNCF dans le collimateur de la gauche

Le gouvernement parviendra-t-il ou non à publier le contrat de plan de la SNCF ? Normalement, celui-ci aurait dû coïncider avec le IX<sup>e</sup> Plan lui-même, qui s'étend de 1984 à 1988, et fixer depuis un an à l'entreprise nationale des droits et des devoirs cohérents avec les objectifs généraux du gouvernement. Le dossier semble enlisé. Les syndicats et partis de gauche commencent à manifester leur mécontentement à l'égard de ce laisser-faire dangereux pour une SNCF toujours financièrement malade, en dépit de ses succès techniques et de son train à grande vitesse.

La position de la direction de la SNCF dans cette affaire est limpide : « Donner-moi les moyens de parvenir aux buts que vous me fixez, dit-elle au gouvernement. Ainsi ai-je besoin d'un certain nombre de hausses de tarifs pour réduire mon déficit. Engagez-vous sur ces augmentations (20 % en cinq ans ?), et si vous ne le faites pas, promettez-moi que les contributions versées par l'Etat chaque année progresseront en proportion des hausses de tarifs qui me seraient refusées. En contrepartie, nous accroîtrons la productivité de notre personnel, mais à condition que vous nous souteniez lorsque nous diminuerons le nombre de nos emplois budgétaires (249 000 cheminots) de 30 000 unités. »

Est-il utile de dire que le ministre de l'économie, des finances et du budget ne l'entend pas de cette oreille ? Tout d'abord, il se méfie des engagements pluriannuels qu'il contrôle mal. Il tient un raisonnement qui ne le cède en rien à celui de la SNCF pour la clarté : « Le président de la République a promis que les prélèvements obligatoires baisseraient, n'est-ce pas ? Il convient donc de réduire les dépenses et, par conséquent, les dépenses de la SNCF. La loi nationale n'a pas à se plaindre : le TGV Atlantique sera financé alors que sa rentabilité n'est même pas prouvée ! »

#### M. Quilès hésite

Dans les ministères de l'utile, les avis sont loin d'être unanimes. Chez M. Jean Aron, secrétaire d'Etat chargé des transports, certains aiment secouer la torpéur de la société nationale qui, selon eux, tend un peu trop facilement la sébile sans

renoncer à ses mauvaises habitudes de laxisme en matière de gestion. M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, se demande s'il est bien nécessaire de publier un contrat de plan qui pourrait bécotter les cheminots et multiplier les grèves à un an des élections législatives.

La CGT attend l'arme au poing un contrat de plan qui romprait définitivement avec la politique giscardienne menée par M. Charles Fiterman, ancien ministre communiste des transports. Elle a déjà pris date, en déclarant à propos du budget 1985 de la SNCF, qu'il y avait « rupture avec les années précédentes » parce que son taux de progression est « en retrait par rapport à celui du budget général de l'Etat ».

Quant au grand socialiste d'entreprise de la SNCF, il critique « le pilotage à vue », que pratique la direction. Il s'inquiète de la montée de la dette à long terme : 40,1 milliards de francs en 1981 ; 51,5 milliards en 1982 ; 61,9 milliards en 1983 ; 69 milliards en 1984 et 73 milliards en 1985. Il réclame un véritable plan de développement pour le chemin de fer. « Lorsque nous avons travaillé à l'élaboration du plan, nous voulions en finir avec le flou qui satisfait tout le monde et qui préserve toutes les incohérences », explique M. Gaston Bessy, membre du Parti socialiste et président du groupe « politique des transports » du IX<sup>e</sup> Plan. Auparavant, les contrats de plan s'inscrivaient dans une logique financière qui s'accommodait de termes vagues. Exemple : « L'entreprise X tendra à l'équilibre budgétaire... » Il nous semblait nécessaire de tenir compte aussi de l'impact économique et social de l'entreprise et de préciser les obligations des différents partenaires, les tarifs, la qualité du service, les objectifs de gestion, les améliorations sociales, la lutte contre l'inflation, l'aménagement du territoire, la modernisation de l'appareil productif, l'amélioration du cadre de vie, etc.

La direction de la SNCF se contente de gérer au fil de l'eau. Une augmentation de 0,9 % du trafic en 1985 n'est pas un objectif commercial satisfaisant. Il conviendrait que la consommation de transport ferroviaire évolue plus vite que la consommation générale des ménages. Les recettes devraient pro-

gresser plus rapidement que l'inflation. La société nationale aurait dû chercher à vendre de la valeur ajoutée, c'est-à-dire vendre autre chose que de la traction au moyen d'une locomotive, mais proposer aussi de l'emballage, du stockage, de la distribution, en matière de transports de marchandises, et de l'hébergement, en matière de transport de voyageurs.

#### Pas de logique économique

« Il conviendrait aussi de rationaliser l'outil de production, poursuit M. Bessy. Il faudrait intégrer, par exemple, dans la SNCF, les deux ou trois entreprises qui entretiennent les voies ferrées et qui ne travaillent que pour la société nationale. Enfin, lorsque l'informatique fonctionne à plein rendement, il est anormal qu'aucun dégraissage administratif ne s'ensuive au siège de la société. »

En fait, cet état d'esprit est provoqué par la structure « cheminot » qui génère sévères et peur du risque. La prééminence des techniciens et l'avancement à l'ancienneté empêchent les décideurs d'entrer dans une logique économique. Il s'agit d'une véritable carence culturelle.

M. Bessy redoute que le gouvernement ne s'arrête à un plan d'entreprise vague. Deux périls menacent, selon son analyse. Soit la SNCF sera incitée à réduire ses dépenses mais son inertie commerciale l'empêchera d'accroître ses recettes : « Cela voudra dire le déclin absolu. » Soit elle sera laissée à ses démons familiaux et au poids écrasant de sa dette et « elle se retrouvera en 1988 dans la situation des Charbonnages de France, et la masse de ses emprunts excédera les 100 milliards de francs ».

Le gouvernement demandera-t-il des comptes aux chemins de fer sur la manière dont ils utilisent les concours financiers de l'Etat ? Exigera-t-il la mise en place d'une véritable politique commerciale du rail ? Promettra-t-il son appui financier jusqu'à ce que la dette de la SNCF soit apurée ? La réponse à ces questions aurait dû être donnée avant le 31 décembre 1984. On l'annonçait pour les premiers jours de 1985. Quand les bornes sont franchies, comme disait l'autre, il n'y a plus de limites.

ALAIN FAUJAS.

## LE DÉPOT DE BILAN D'AGROSHIPPING

### Une nouvelle rupture dans la chaîne des oléagineux

La société familiale Agrosipping, chargée international, agissant en grains oléagineux français (colza et tournesol), a déposé son bilan, sur décision du tribunal de commerce de Paris, du 26 décembre 1984. Le passif serait lourd : environ 80 millions de francs. Agrosipping était un maillon important de la filière française des grains oléagineux, puisqu'il effectuait la moitié des ventes à l'étranger (500 000 tonnes sur 1 million) d'une production qui pose problème entre 1970 et 1984, le volume de production du tournesol a été multiplié en France par 18, celui du colza, par 2,2.

Mais l'appareil commercial n'a pas suivi. Il y eut dans un premier temps la faillite du CNTA (Comptoir national technique agricole). En 1983, spécialisé dans le négoce et la trituration des grains oléagineux. Celles-ci fournissent à la fois l'huile comestible et les tourteaux riches en protéines pour l'alimentation du bétail. C'est cette dernière utilisation qui a conduit les pouvoirs publics à encourager ces cultures de manière

à desserrer l'étan des importations de protéagineux (soja surtout).

Agrosipping, c'est surtout développé à l'époque le CNTA n'avait ses premières difficultés, dès 1982. Il représentait déjà 30 % de la collecte des oléagineux en France. Son chiffre d'affaires a atteint 2,8 milliards de francs dont 2,4 milliards à l'exportation. Il avait parmi ses acheteurs les grands huileries et grands tritrateurs, tels qu'Unilever, spécialiste en France des huiles et tourteaux, Cargill et Bunge.

Les difficultés d'Agrosipping viennent des fluctuations incessantes des aides communautaires, des variations de prix sur le marché intérieur, des fluctuations monétaires, aggravées par la concurrence nouvelle des grains anglais de colza. Face à cela, Agrosipping a eu du mal à tenir ses engagements, tant auprès de ses clients traditionnels qu'auprès de ses fournisseurs. La direction de la firme étudia, avec l'interprofession agricole et les pouvoirs publics, des solutions de redressement.

J. G.

La France régresse dans le commerce international. La part de la France dans les exportations des grands pays industrialisés s'effrite, ayant été de 8,6 % pour la période septembre-octobre-novembre, et qui représente le niveau le plus bas enregistré depuis quinze ans. Le record — soit 10,4 % — avait été établi en 1979. Ce taux a été de 9 % jusqu'en juin et de 9,1 % en 1983 comme en 1982. Ces données ont été établies par Teleco, filiale informatique de l'Institut de conjoncture REXCO, qui recense les exportations des douze principaux pays industrialisés (Etats-Unis, Allemagne, Japon, France, Royaume-Uni, Canada, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Suède, Suisse, Espagne) représentant 58 % du commerce international.

## LES ACTIONS DE LA COMPAGNIE COMMERCIALE DE BANQUE SONT OFFICIELLEMENT REPRISES PAR L'UNION DE BANQUES A PARIS

L'Européenne de banque (ex-Banque Rothschild) vient de céder à l'Union de banques à Paris (UBP) la totalité des actions qu'elle détenait dans la Compagnie commerciale de banque (CCB — ancienne Discount Bank). On annonçait, le 4 janvier, les deux premiers établissements dans un communiqué commun.

Cette opération, qui était attendue, est effectuée dans le cadre des accords signés en juillet 1983 entre l'Européenne de banque, l'UBP et le Crédit commercial de France. Elle doit aboutir, à terme, à une intégration de la CCB au réseau de l'Union de banques à Paris.

M. Paul Guillaud, directeur, chargé de mission auprès du président de l'UBP, se voit confier la réalisation de cette intégration qui, assurent les établissements concernés, « sera organisée dans des conditions telles que la qualité des services rendus à la clientèle soit constamment maintenue ».

Le conseil d'administration de la CCB a été renouvelé : il a porté à la présidence M. Lucien Pfeiffer, président de l'UBP, en remplacement de M. Charles Delamar, représentant jusqu'alors l'Européenne de banque.

La CCB a enregistré, en 1983, une perte de 6 millions de francs, et l'Européenne de banque a accusé, la même année, un déficit de 96,8 millions de francs.

## LA CEE RÉDUIT SES LIVRAISONS DE TUBES D'ACIER AUX ETATS-UNIS

L'accord conclu entre la CEE et les Etats-Unis sur la limitation des exportations européennes de tubes d'acier devrait satisfaire les Américains. En effet, la CEE s'engage à ce que ses produits ne dépassent pas 7,6 % du marché américain, au lieu des 14,6 % réalisés l'an passé.

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — La CEE et les Etats-Unis sont parvenus à un accord, vendredi 4 janvier, en fin de matinée, sur la limitation des ventes européennes de tubes d'acier sur le marché américain pour 1985 et 1986. Washington a finalement obtenu gain de cause pour les produits bloqués en douane depuis la fermeture des frontières américaines le 29 novembre dernier.

Cette année et l'an prochain les livraisons de la Communauté seront limitées à 7,6 % des besoins américains mais les exportations effectives pendant le mois de décembre dernier (entre 100 000 et 200 000 tonnes) seront comptabilisées dans le « plafond » accordé aux Dix. Autrement dit, cette part de marché couvrira en gros les ventes communautaires sur treize mois pour la première année d'application de l'accord.

Les catégories de tubes pour lesquels l'industrie américaine n'est pas en mesure de répondre à la demande intérieure ne sont toutefois pas couvertes par l'accord. Ce qui est le cas d'une partie des livraisons effectuées par la société française Vallourec.

La CEE a exporté 1,6 million de tonnes de tubes aux Etats-Unis pendant les neuf premiers mois de 1984 — soit 14,6 % de la consommation américaine — contre 475 000 tonnes en 1983 et 1,4 million de tonnes en 1982.

M. S.

## Townsend Thoresen rachète les cinq navires de Peninsular Oriental

De notre correspondant

Londres. — European Ferries, qui opère sous le nom de Townsend Thoresen, détiendrait désormais près de 50 % du trafic des ferries britanniques sur la Manche. La compagnie, qui possédait jusqu'alors 36 % de ce marché, vient de racheter le 4 janvier, pour 12,5 millions de livres (soit environ 142 millions de francs), le service trans-Manche de Peninsular Oriental (P and O) et les cinq navires qui l'assuraient sur les lignes Douvres-Boulogne et Portsmouth-Le Havre.

P and O, qui venait au troisième rang des sociétés britanniques sur la Manche, après European Ferries et Sealink (G-B), avait enregistré de lourdes pertes ces dernières années, et près de 4,4 millions de livres (50 millions de francs) pour le premier semestre 1984. Fait révélateur : le cours des actions de P and O a soudainement remonté à la Bourse de Londres après l'annonce de cette transaction, qui permet à cette vieille compagnie de navigation de concentrer ses efforts sur ses autres activités, notamment un trafic de ferries en mer du Nord, de Hull à Rotterdam, et la desserte de plates-formes pétrolières.

Le regroupement qui vient de s'effectuer doit encore être approuvé par la commission des monopoles qui, en 1981, avait refusé aussi bien à European Ferries qu'à P and O le rachat de leur rival Sealink (G-B), alors filiale des chemins de fer britanniques, en voie d'être privatisée. Sealink (G-B) a été repris en 1984 par Sea Containers (société basée aux Bermudes), première compagnie mondiale de transports maritimes

par conteneurs, qui possède par ailleurs une chaîne hôtelière et la société du nouvel Orient-Express.

FRANCIS CORNU.

## Les liaisons maritimes entre la France et la Grande-Bretagne

### DANS L'ATTENTE DE NÉGOCIATION LES MARINS DE LA SEALINK POURSUIVENT LEUR GRÈVE

Les marins en grève de la compagnie Sealink filiale de la SNCF, dans les ports de Dunkerque, Calais, Boulogne-sur-Mer et Dieppe, ont décidé, le 4 janvier, de continuer à bloquer le trafic trans-Manche de leur armement pendant le week-end. Les rotations entre la France et la Grande-Bretagne sont assurées par les compagnies privées Thoresen, P and O et Sally Viking Line.

Les grévistes se sont déclarés prêts à cesser leur mouvement si, au cours des négociations qui se poursuivront le 7 janvier, à Paris, ils obtiennent des assurances sur leurs trois revendications : le maintien du transport des passagers sur le ferry Saint-Germain entre Dunkerque et Douvres pendant une durée de six mois ; l'ouverture de discussions sur les problèmes posés par la compétitivité de l'armement naval SNCF ; l'abandon des menaces de sanctions qui pèsent sur les marins du Saint-Germain à l'origine de la grève.

La chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer a déposé plainte à la suite des « dégradations volontaires commises, le 3 janvier, sur une passerelle d'accostage par des grévistes venus de Calais et de Dunkerque ».



# Social

## Le « non » de M. Gattaz

(Suite de la première page.)

Il n'en demeure pas moins que, ces derniers jours, des contacts se poursuivaient en coulisses tant avec les syndicats qu'avec les pouvoirs publics, certaines grosses fédérations patronales, comme l'UIMM dans la métallurgie, étant apparues désireuses de ne gêner aucune chance de renouer les fils du dialogue. Or MM. Gattaz et Chotard n'envisagent, dans leurs déclarations, ni discussions bilatérales avec les syndicats, ni pour autant quelques semaines à une amélioration du protocole du 16 décembre, ni incitation à l'ouverture de négociations, dans les branches professionnelles.

Conséquence d'un simple partage des rôles ou nouvel épisode de la rivalité qui les oppose, MM. Gattaz et Chotard ne s'expriment pas exactement dans les mêmes termes quant aux suites possibles, après l'échec des négociations.

Le premier vice-président du CNPF voit tout d'abord « la raison principale » du non-accord « dans la méthode qui consiste à négocier sans pouvoir traiter définitivement et être obligés de retourner à la base. Si j'avais employé la même méthode, je me serais retrouvé dans la même situation que mes interlocuteurs syndicaux ». Que faire désormais pour faire aboutir la flexibilité recherchée ? « Chacun prendra ses responsabilités », répond, quelque peu sibyllin, M. Chotard, nous avons pris les nôtres et nous n'avons pas à aller au-delà.

M. Gattaz est plus précis que son vice-président quant à cette prise de responsabilité. « Le gouvernement est obligé d'intervenir », dit-il sans crainte de faire une entorse à son credo libéral. « C'est de son domaine de changer les textes, pas du notre, poursuit-il. Nous ne pouvons pas le faire par la politique contractuelle. Donc l'Etat doit, aujourd'hui, prendre ses responsabilités et il sait, si j'ose dire, que les chômeurs le regardent ». Voilà le paysage politiquement campé. Le président du CNPF tient en substance ce langage : pour embaucher, les entreprises ont besoin d'un accord, plément de la législation sociale. Nous avons loyalement négocié, mais les syndicats n'ont pas suivi. C'est donc à l'Etat de modifier la législation afin de faciliter la création d'emplois. S'il ne le fait pas, il sera responsable — devant les chômeurs (et les électeurs) — de la montée du chômage. CQFD.

Un tel langage est naturellement très mal accueilli du côté des pouvoirs publics ou du subordonné « une opération politique ». Il est très mal accueilli aussi par M. André Bergeron. « Ce que je n'aime pas, nous a déclaré le secrétaire général de FO, au demeurant peu surpris par la position du patronat, c'est cette affirmation selon laquelle les grands vaincus de la crise sont les chômeurs. Une affirmation de l'embauche résultant de la simplicité de la législation reste à démontrer. M. Gattaz passe la mesure ».

Le langage de M. Gattaz, n'a guère plus de chances de séduire M. Edmond Maire qui, dans une interview publiée par *Syndicalisme Hebdo* du 3 janvier, se déclarait

pourrait persuadé que « cet échec n'est que provisoire » et qu'« il n'y a pas de raison pour que la situation ne se débloque pas ». « Le CNPF veut sérieusement adapter les conditions de l'emploi ».

Dans cette interview, à usage interne, le secrétaire général de la CFDT s'en prend vivement au patronat qui « n'a pas eu la même attitude responsable » que les cégétistes. Son texte repousse du 6 décembre, sa division, sa non-détermination à conclure positivement, sauf dans la dernière séance, son maintien d'exigences qui n'avaient rien à voir avec l'emploi mais plutôt avec des préoccupations de principe relevant de l'idéologie patronale ont lourdement hypothéqué l'issue des négociations et abouti à rendre inacceptables deux chapitres du projet de protocole. M. Maire rappelle également son opposition à une intervention du gouvernement « à la place des interlocuteurs sociaux ».

En apparence, en effet, la balle est revenue dans le camp du gouvernement. M. Fabius ayant souhaité, en septembre, que dans la négociation sur la flexibilité les partenaires sociaux aillent « vite et loin ». Une intervention gouvernementale paraît pourtant exclue en l'absence d'accord, même pour nommer un médiateur qui tenterait de renouer les fils. Cette hypothèse est tout à fait écartée au ministère du travail. Politiquement, le gouvernement courrait en effet un gros risque à proposer le contenu — même partiel — d'un protocole rejeté par tous les syndicats dans une loi. Sur ce travail différencié, les intentions gouvernementales sont en deca du protocole. Quant au chapitre sur la durée du travail, s'il est accepté par la CFDT, il est rejeté par FO.

Le pouvoir ne peut qu'espérer que M. Gattaz n'a pas exprimé la position « unanime » du patronat et que le vrai débat sur la flexibilité ne fait que commencer.

MICHEL NOBLECOURT.

## CREUSOT-LOIRE : M. Robleu licencié au siège parisien

La CGT appelle les employés de Creusot-Loire qui ont reçu leur lettre de licenciement à une assemblée générale le lundi 7 janvier à la Maison des syndicats, rue Creusot, afin de décider « des formes d'action à entreprendre ».

Les ouvriers, qui avaient mis en place, le 4 janvier au matin, un barrage sur la voie ferrée Lyon-Saint-Etienne, ont cessé leur action à 16 h 45. D'autres ouvriers du groupe qui bloquaient l'auto-pont de Saint-Chamond sur la route Lyon-Saint-Etienne le matin du 4 janvier, ont levé leurs barrières à midi.

La ligne de chemin de fer Lyon-Saint-Etienne, qui avait été évacuée le 3 janvier, avait été évacuée le même jour par les CRS.

Environ trois cent cinquante salariés du site de Creusot ont reçu leur lettre de licenciement le 3 janvier. Au siège parisien du groupe, M. Jean Robleu, cadre et auteur du plan de sauvetage soutenu par la CGT, figure sur la liste des licenciés.

## Faits et chiffres

### Affaires

● 230 000 téléviseurs couleur Thomson pour la Chine. — Thomson vient de signer un contrat pour la fourniture de 230 000 téléviseurs couleur à la Chine, qui seront livrés avant la fin de l'année, a indiqué le groupe le 4 janvier. Ce contrat, dont le montant n'a pas été précisé, est le premier conclu en Chine par Thomson dans le domaine des produits électroniques grand public. 180 000 postes seront fabriqués dans les usines françaises du groupe et 50 000 dans l'usine de Singapour. Ces téléviseurs seront ensuite assemblés dans les villes chinoises de Haïnan et de Tianjin et commercialisés dans plusieurs provinces sous la marque Thomson.

● Automobile : Maserati absorbe Nuova Innocenti. — Maserati, numéro un italien dans la gamme des voitures de luxe, va absorber Nuova Innocenti, petit constructeur italien surtout connu par ses « mini » construites sous licence britannique. La nouvelle a été annoncée, le 4 janvier, à Milan, par M. Alejandro De Tomaso, administrateur délégué de Nuova Innocenti, qui deviendra administrateur délégué de la nouvelle société. L'opération a surpris le monde automobile italien dans la mesure où Maserati est un groupe qui « marche » bien, tandis que Nuova Innocenti traverse de grosses difficultés financières. M. De Tomaso est cependant confiant dans l'avenir : dès 1985, le nouveau groupe devrait

dégager un chiffre d'affaires consolidé de 300 milliards de francs et vendre quelque 33 000 voitures, a-t-il dit.

### Conjoncture

● La taxe sur l'or portée à 6,50 %. — Le taux de la taxe sur les ventes d'or et de métaux précieux a été relevé de 6 % à 6,50 %, selon une disposition parue au *Journal officiel* du 30 décembre 1984 et modifiant en ce sens le code général des impôts.

● Le taux de l'usure à 25,38 % au maximum. — Le taux d'intérêt maximum des prêts consentis aux particuliers (taux de l'usure) ne devra pas dépasser 25,38 % au premier semestre 1985, selon un avis publié au *Journal officiel* du 4 janvier. Le précédent taux-plafond, établi en juillet 1984, avait été fixé à 27,78 %.

### Social

● La suppression de « double SMIC ». — La loi instituant une seule référence de calcul pour le SMIC a été publiée au *Journal officiel* du vendredi 4 janvier. Depuis le passage aux treize heures hebdomadaires, le 1<sup>er</sup> février 1982, le salaire minimum interprofessionnel de croissance était calculé sur la base de quarante heures pour les salariés qui avaient été embauchés avant cette date, et sur la base de trente-neuf heures pour les autres. Le nouveau système revient à aligner la rémunération de ces derniers sur celle des premiers.

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS Semaine du 2 au 4 janvier 1985

### Timide réveil

On attendait un tassement du dollar... et le « billet vert » a été hissé à de nouveaux sommets historiques en ce début d'année 1985, entraînant l'or vers une nouvelle descente aux enfers. On comptait une légère reprise de Wall Street après un « cru » 1984 particulièrement imbuvable... et c'est le contraire qui s'est produit. Et pourtant, pris à contre-pied sur ces deux terrains, monétaire et boursier, le marché parisien s'est relativement bien comporté au cours de cette « mini-semaine » ramassée à trois séances par les fêtes du Nouvel An.

Le facteur le plus rassurant pour les professionnels a été l'absence de ces ventes qui défrayaient traditionnellement sur le parquet en cette période, à l'initiative des souscripteurs de « SICAV Money » aujourd'hui convertis en « CEA » ou comptes d'épargne en actions. Visiblement, ces investisseurs ont su modérer leurs opérations au cours des derniers mois (le nouveau calcul par soldes trimestriels entré en vigueur en 1984 les a naturellement incités à le faire) et il est probable qu'il en sera de même cette année.

Dans le même temps, les familles de la rue Vivienne savaient qu'elles pouvaient compter sur les rentrées financières que procure l'encaissement des coupons de titres indémérissables (Caisse nationale de l'Industrie et du Commerce nationale des banques) ainsi que les revenus de certains emprunts indexés (le montant du prochain coupon de l'emprunt 7 % 1973 — payable le 16 janvier prochain — ressort à 663,31 francs contre 688,13 F précédemment).

Enfin, l'abaissement de 10 3/4 % à 10 1/2 % du taux directeur de la Banque de France intervenu le 3 janvier, lequel détermine les autres taux d'intérêt pratiqués, a certainement eu un effet favorable sur la communauté financière qui table certes sur une décollation du loyer de l'argent en France, mais « en pente douce ».

Tous ces éléments ont fait qu'après deux séances particulièrement atones mercredi et jeudi, au cours desquelles l'indice instantané avait progressé de 0,22 % en jour pour en céder 0,14 % le lendemain, le marché s'est animé vendredi. L'indice instantané a alors gagné 0,47 %, et 0,55 % en trois jours, ce réveil du palais Brogniart était surtout perceptible au niveau de certaines titres qui ont repris l'offensive alors que se dévotait l'activité du « marché des blocs » où les professionnels traitent directement de gros paquets d'actions.

Naturellement, on a fait des gorges chaudes, autour de la corbeille, de la brusque envolée de Creusot-Loire et l'on se demandait quelle mouche avait bien pu piquer certains boursiers pour les conduire à « spéculer » (jouer) sur le numéro 1 français de la construction mécanique lourde promuni d'un démantèlement de première grandeur, alors que tout le monde sait que les actionnaires de

cette société « ne pourront prétendre à aucun boni de liquidation ni à un remboursement de leurs actions » (dit la Commission des opérations de Bourse). Toujours est-il que Creusot-Loire, qui valait (?) 0,90 F le vendredi précédent, était « réservé à la hausse » mercredi et jeudi, sous l'effet de rachats importants de vendeurs motivés par des raisons fiscales et par des découvertes, pour être finalement chuté à 5 F (premier cours) en fin de semaine, puis 4,30 F en clôture, soit un bond de 380 % !

Par ailleurs, la hausse de Thomson-CSF (93 % en 1984) a trouvé une nouvelle justification dans l'information, comme cette semaine, à propos de la consolidation des pertes de lignes téléphoniques et télégraphiques (LTT) via sa filiale commune avec CGE : Thomson Télécommunications (le Monde du 4 janvier). Un fardeau en moins pour la firme de M. Alain Goussier, LTT ayant perdu 220 millions de francs en 1984 « hors frais de restructuration ».

Autre titre bien en cour actuellement, Galmon, le spécialiste de la fixation de ski, qui vient enfin — de se diversifier en rachetant un fabricant américain de cannes de golf. A 2245 F, cette action, traitée à la Bourse de Lyon à raison de 1500 titres par séance au moins, ce qui est beaucoup pour cette place régionale se situe à son plus haut niveau historique. Mais l'on attend aussi quelque autre « bonne nouvelle » sur Chargeurs SA, une société de portefeuille qui a réalisé en 1983 11,2 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé à travers des filiales réparties dans quatre grands secteurs (transports aériens, avec UTA notamment, transports maritimes et terrestres, croisières et d'autres activités).

Selon certaines rumeurs, le groupe de M. Jérôme Seydoux serait en passe de se désagréger du secteur de l'armement naval au profit d'investissements dont on ne connaît pas encore l'identité exacte. Une activité qui avait connu en 1983 « une deuxième année désastreuse malgré la réduction de la flotte et la poursuite des efforts de compression des coûts », aboutissant à une perte pour les transports maritimes et terrestres de 83 millions de francs (après un déficit de 97 millions en 1982). De quoi expliquer après coup la forte hausse du titre en 1984 (plus de 73 %) qui s'est accentuée ces derniers jours. Chargeurs SA, qui avait clos l'année précédente à 383,10 F, terminait vendredi à 397 F, « cassant ainsi son plus haut des plus hauts », fait remarquer l'un des fins boursiers de la Bourse de Paris. Si cette opération devait effectivement être réalisée (probablement par l'intermédiaire de la Financière Delonac-Vieljeux), cela signifierait que le secteur maritime, confronté à une surcapacité mondiale de navires en exploitation, ne devrait plus « continuer à faire souffrir » le groupe Chargeurs, comme le craignait jusqu'ici son président.

SERGE MARTI.

## Métal jaune et mines d'or :

### Le bouclier du dollar

En redoublant de vigueur, le dollar vient de porter un nouveau et très sévère coup à l'or, qui, en cours des premiers jours de 1985, a baissé de 3 % pour tomber, le 3 janvier, à Londres, en peu de temps, de la barre des 300 dollars l'once (299,50 dollars), ce qui, pour la première fois depuis le 21 juin 1982, le léger redressement opéré à la veille du week-end à 303 dollars n'a guère modifié le paysage. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983, le métal précieux s'est déprécié de 22 % environ. Sur notre place, où les indications de la City servent de référence, le lingot de 1 kilo, déjà passablement malmené l'an dernier, est revenu aux alentours de 95 000 F, son point le plus bas depuis le 1<sup>er</sup> mars 1983.

Toutes les valeurs attachées à l'or ont, elles aussi, souffert, comme le titre d'emprunt 7 % 1973 (- 3 %). Mais ce sont les mines d'or qui ont été le plus affectées, dont l'indice calculé par le « FT », a chuté de 4,3 % en quelques jours pour revenir à la cote 451, la plus basse depuis le mois de novembre 1983.

Pauvre mines d'or. Le temps de leur splendeur est bien passé.

Contrairement aux espoirs nourris, elles n'ont pas réussi en 1984 à retrouver les chemins de la hausse abandonnés deux ans auparavant. Après avoir emprunté une voie difficile qui paraissait à conduire — au mois de mars le plus haut niveau de toujours était en vue — elles ont

suivi un parcours très accidenté qui les a menés vers des dépressions toujours un peu plus profondes. Finalement leur baisse a atteint à 18 %, Avec les dernières fantaisies du dollar, elle dépasse maintenant 22 %. Cependant, considérablement affaiblies sur un plan boursier, les compagnies aurifères n'ont été infiniment moins sur un plan financier.

D'après les dernières estimations, leur chiffre d'affaires devait pour l'année écoulée avoisiner les 10 milliards de francs, c'est-à-dire se situer un peu au-dessus du niveau de 1983 (9,5 milliards de francs). Quant aux bénéfices d'exploitation, ils auraient diminué beaucoup moins vite (à peine 10 %) que le prix de l'or.

A première vue, le phénomène peut paraître surprenant. Il n'a rien de très naturel.

D'abord, la production des mines d'or a augmenté (+ 2 % environ), pour atteindre 680 tonnes, ce qui aura procuré à celles-ci quelques revenus supplémentaires. En outre, les écarts de change ont servi de bouclier.

Déjà en 1983 les mines d'or avaient profité des facilités monétaires que leur procurait un paiement en dollars quand le rand se dépréciait. Au cours de l'année écoulée, la monnaie sud-africaine a littéralement fondu (- 57 %) face à la devise américaine. Autrement dit, l'effet de bascule a joué à fond. Plus le rand a baissé, plus les compagnies en ont reçu, en échange des dollars qu'elles encaissent en règlement de leurs livraisons d'or. Bref, la baisse du rand a fait office de tampon, absorbant presque entièrement, non seulement la baisse du prix de l'or, mais l'augmentation des coûts d'exploitation (+ 9 %) et l'accroissement de la charge fiscale (+ 26 %).

C'est la troisième année consécutive que le phénomène se produit, mais la première fois aussi que la Bourse ne tient pas compte de cet avantage dans son appréciation. Explication : globalement les dividendes ont diminué, de sorte que les rendements ne se sont pas améliorés (de 6,3 % à 9,5 %). Que dans le contexte actuel, les investisseurs aient pris leurs distances n'a rien de surprenant, d'autant que le facteur politique en Afrique du Sud n'est pas négligeable.

### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (\*)

|                | Nbre de titres | Val. en cap. (F) |
|----------------|----------------|------------------|
| Martell        | 55 019         | 95 074 350       |
| L'Yonneuse Eau | 31 202         | 21 611 033       |
| ESN            | 8 841          | 21 043 470       |
| Midi (CP)      | 9 080          | 19 389 173       |
| Elif-Aquiline  | 75 798         | 16 549 887       |
| Thomson CSF    | 38 555         | 15 578 256       |
| Pouget         | 64 732         | 15 482 201       |
| Imam Monaco    | 37 198         | 15 225 081       |
| Air Liquide    | 26 194         | 14 745 139       |
| Moth-Hennessy  | 7 529          | 14 113 268       |

(\*) Du 28 décembre au 3 janvier 1985.

### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

|                           | Cours 28 déc. | Cours 3 janv. |
|---------------------------|---------------|---------------|
| Or fin (100 onces)        | 95 000        | 95 000        |
| Or fin (100 onces)        | 87 000        | 85 800        |
| Plaque française (200 g.) | 885           | 884           |
| Plaque française (100 g.) | 450           | 450           |
| Plaque indienne (200 g.)  | 884           | 884           |
| Plaque turque (200 g.)    | 884           | 884           |
| Souverain (200 g.)        | 884           | 884           |
| Souverain Elizabeth II    | 700           | 700           |
| Département (200 g.)      | 380           | 380           |
| Plaque de 20 dollars      | 4 200         | 4 140         |
| 10 dollars                | 2 078         | 2 078         |
| 5 dollars                 | 1 039         | 1 039         |
| 50 pence                  | 3 720         | 3 695         |
| 20 pence                  | 881           | 881           |
| 10 pence                  | 670           | 660           |
| 5 pence                   | 400           | 400           |

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

|            | 31 déc. | 1 <sup>er</sup> janv. | 2 janv.   | 3 janv.   | 4 janv.   |
|------------|---------|-----------------------|-----------|-----------|-----------|
| RM         | —       | —                     | 140 107   | 217 704   | 217 098   |
| Comptant   | —       | —                     | 1 087 522 | 1 362 707 | 930 253   |
| R. et obl. | —       | —                     | 34 015    | 40 088    | 91 387    |
| Actions    | —       | —                     | —         | —         | —         |
| Total      | —       | —                     | 1 261 644 | 1 620 499 | 1 238 738 |

### INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

|          |       |      |
|----------|-------|------|
| France   | 98,8  | 99,3 |
| Etranger | 101,1 | 99,9 |

### COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

|          |   |   |       |       |       |
|----------|---|---|-------|-------|-------|
| Tendance | — | — | 100,2 | 100,1 | 100,6 |
|----------|---|---|-------|-------|-------|

### (base 100, 30 décembre 1981)

|             |   |   |       |       |       |
|-------------|---|---|-------|-------|-------|
| Indice gén. | — | — | 181,6 | 180,9 | 181,4 |
|-------------|---|---|-------|-------|-------|

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

#### En baisse

L'indice des valeurs industrielles est retombé au-dessous de la barre des 1 200 points et a terminé la semaine avec une perte de 19,22 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 184,95.

La semaine a débuté sur une note soumise, les meilleurs boursiers pensant qu'avec la disparition de la pression des dégagements de fin d'année pour raisons fiscales, une bonne reprise avait des chances de s'imposer, car la plupart des indicateurs économiques faisaient anticiper une relance des affaires et le mouvement de baisse des taux d'intérêt ne semblait pas épuisé.

Cet optimisme a été de courte durée, et a fait place dès la séance de mardi, à un regain d'incertitudes sur l'impact que la réforme fiscale actuellement à l'étude pourrait avoir sur les bénéfices des entreprises.

|                    | Cours 28 déc. | Cours 4 janv. |
|--------------------|---------------|---------------|
| Alcoa              | 36 7/8        | 35 7/8        |
| ATT                | 19 1/4        | 19 5/8        |
| Boeing             | 56 1/4        | 54 7/8        |
| Chase Man. Bank    | 47 5/8        | 47 7/8        |
| De Pont de Nemours | 48 5/8        | 48 3/8        |
| Eastman Kodak      | 71 3/8        | 69 3/8        |
| Exxon              | 44 3/4        | 44 1/4        |
| Ford               | 45 5/8        | 43 1/4        |
| General Electric   | 56 3/4        | 56            |
| General Foods      | 55 3/4        | 54 3/4        |
| General Motors     | 77 3/4        | 75 1/2        |
| Goodyear           | 25 5/8        | 25 7/8        |
| IBM                | 123 3/4       | 119 3/4       |
| ITT                | 29 3/8        | 29 1/8        |
| Mobility           | 28 1/8        | 25 5/8        |
| Pfizer             | 43 1/8        | 39 1/4        |
| Schlumberger       | 37 3/8        | 36 1/8        |
| Texasco            | 34 1/4        | 33 5/8        |
| UAI Inc.           | 44 3/8        | 41 1/2        |
| Union Carbide      | 37 1/4        | 37 1/8        |
| US Steel           | 25 7/8        | 25 1/4        |
| Westinghouse       | 25 1/2        | 25 1/8        |
| Xerox Corp.        | 38 1/8        | 37 3/4        |

### LONDRES

#### Hésitant

Après avoir terminé l'année 1984 à un record historique de hausse, le marché a chuté sous l'effet de lourdes pressions de bénéfices à la réouverture, mercredi, au lendemain du Nouvel An, avant de se reprendre à la veille du week-end. L'indice des valeurs industrielles a clôturé lundi à un niveau record de 952,3 points, appuyé par la fermeté de Wall Street, et par la bonne performance de certains secteurs des magasins et des sociétés d'alimentation.

Mais la faiblesse de la monnaie britannique qui n'a établi des nouveaux records historiques de baisse en fonction du dollar pendant une grande partie de la semaine, a pesé sur les fonds d'État. Leur indice a atteint, jeudi, son plus bas niveau depuis neuf semaines, à 81 points, avant de se reprendre légèrement vendredi, grâce à la meilleure tenue du sterling sur les marchés monétaires.

Indices « FT » : Industrielles : 941 contre 945,2 ; Mines d'or : 459 contre 474,1 ; Fonds d'État : 81,13 contre 81,68.

|                  | Cours 28 déc. | Cours 4 janv. |
|------------------|---------------|---------------|
| Beecham          | 398           | 375           |
| Bovril           | 215           | 215           |
| Brit. Petroleum  | 288           | 273           |
| Charter          | 285           | 283           |
| Comptons         | 128           | 125           |
| De Beers (*)     | 423           | 405           |
| Dupont           | 25            | 25            |
| Free State Gold  | 22 1/2        | 22 1/4        |
| Glaxo            | 11            | 11            |
| Gr. Univ. Stores | 762           | 689           |
| Imp. Chemical    | 736           | 726           |
| Shell            | 643           | 643           |
| Unilever         | 1075          | 1190          |
| Victors          | 215           | 214           |
| War Loan         | 35 1/2        | 35 1/4        |

(\*) En dollars.

### TOKYO

#### Léger repli

À l'issue d'une semaine de deux jours de bourse seulement, l'indice Nikkei Dow Jones a terminé samedi à 11 545,16 yens (contre 11 542,60), tandis que l'indice général reculait à 912,22 (contre 913,37 précédemment).

|                     | Cours 28 déc. | Cours 4 janv. |
|---------------------|---------------|---------------|
| Alcatel             | 446           | 442           |
| Bridgestone         | 516           | 516           |
| Canon               | 1 340         | 1 350         |
| Fuji Bank           | 1 359         | 1 400         |
| Honda Motor         | 1 210         | 1 228         |
| Mitsubishi Electric | 1 560         | 1 550         |
| Mitsubishi Heavy    | 2 630         | 2 61          |
| Sony Corp.          | 3 550         | 3 460         |
| Toyota Motor        | 1 220         | 1 228         |

### FRANCFORT

#### Irégulier

Après avoir terminé l'année sur un record historique et atteint de nouveaux sommets lors de la première séance de 1985, le marché des actions de Francfort a donné des signes de faiblesse les jours suivants, suite à une réaction technique et des prises de bénéfices, les cours se sont légèrement repliés.

Indice de la Commerzbank : 1 112,70 contre 1 111,80.

|              | Cours 28 déc. | Cours 4 janv. |
|--------------|---------------|---------------|
| AEF          | 101,10        | 100,30        |
| BAF          | 105,50        | 101,30        |
| Bayer        | 193,40        | 193,40        |
| Commerzbank  | 169,10        | 169           |
| Deutschebank | 383           | 383,50        |
| Heidelb.     | 190,70        | 191           |
| Karstadt     | 237,50        | 237           |
| Mannmann     | 149           | 151           |
| Siemens      | 204,30        | 202,50        |
| Vollkswagen  | 264,20        | 268,20        |







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
3. Le « retour » des halachas en Israël.
- FRANCE**
7. La situation en Nouvelle-Calédonie.
- CULTURE**
10. Les inspecteurs des Monuments historiques face à la régionalisation.
- ÉCONOMIE**
13. La SNCF dans le collimateur de la gauche.
14. REVUE DES VALEURS.
15. CREDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.
- RADIO-TÉLÉVISION (12)**
- Carnet (10); Programmes des spectacles (11); Météorologie (12); Mots croisés (12).

### Le championnat du monde d'échecs

#### KARPOV SUBIT

Karpov n'ayant pas réussi vendredi à marquer le sixième point qui eût clos, par sa victoire, le championnat du monde, celui-ci « émirera » lundi à l'hôtel Sport, grande bâtisse moderne située à neuf kilomètres du centre de Moscou (le Monde du 4 janvier). Il est vrai que, pour la dernière partie jouée dans la salle des colonnes de la maison des syndicats, le champion du monde n'a eu la moindre chance de vaincre.

Curieuse trente-huitième partie! Jusqu'au quinzième coup, les deux joueurs ont répété le début de la douzième partie, jouée le 12 octobre 1984 et conclue elle aussi par la nullité. Au seizième coup, Kasparov a joué: Dc2 (au lieu de: Dd2).

Karpov n'aurait pas dû être surpris puisque ce coup avait été suggéré par le grand maître soviétique Bagirov dans une analyse de la douzième partie, mais, comme l'a souligné Radio-Moscou, le champion du monde « n'était pas préparé pour cette suite-là ». Il lui a donc fallu quarante-deux minutes pour trouver une réponse. Bonne réponse d'ailleurs qui a empêché Kasparov d'exploiter une position avantageuse et l'a conduit à choisir la nullité par répétition de coups.

(Lire page 9, un entretien avec Boris Spassky sur le duel Karpov-Kasparov.)

Blancs: KASPAROV  
Noirs: KARPOV  
Trente-huitième partie  
Gambit de la dame  
(variante Tarrasch)

|          |      |          |      |
|----------|------|----------|------|
| 1. d4    | Cf6  | 4. 0-0   | Cd7  |
| 2. e4    | e5   | 5. f3    | Dc7  |
| 3. Cc3   | e6   | 6. Dc2   | Td8  |
| 4. Cc3   | f5   | 7. Tf1   | Td8  |
| 5. f3    | g4   | 8. Dd2   | Dd6  |
| 6. f4    | g5   | 9. Dc2   | Cxg5 |
| 7. f5    | h6   | 10. Fxg5 | Dxg5 |
| 8. Ff2   | Fxg5 | 11. Cxg5 | Ff7  |
| 9. Fxg5  | Fxg5 | 12. Dc2  | Dd8  |
| 10. Fxg5 | Fxg5 | 13. Dc2  | Td7  |
| 11. Dc2  | Fxg5 | 14. Dc2  | Td7  |
| 12. Dc2  | Fxg5 | 15. Dc2  | Td7  |
| 13. Dc2  | Fxg5 | 16. Dc2  | Td7  |

Le numéro de « Monde » daté 5 janvier 1985 a été tiré à 453 561 exemplaires

A B C D E F G

### LES VŒUX A L'ÉLYSÉE

## Le gouvernement commencera en 1985 à engranger les résultats de sa ténacité

affirme M. François Mitterrand

Les traditionnelles cérémonies de vœux de l'Élysée, commencées le jeudi 3 janvier, se sont terminées vendredi, en fin de journée. M. François Mitterrand a reçu la presse. En bavardant à bâtons rompus avec les journalistes, il a abordé les sujets suivants:

● **Télévision privée:** « Je suis pour la liberté de l'information. La question ne se pose pas d'être pour ou contre. On ne peut pas être contre. Les moyens de diffuser les images et les sons vont en se multipliant. Le problème est de savoir comment organiser cette liberté. »

● **Relance:** « Il y a une lente remonte [de la croissance]. Elle a été plus forte en trois ans et demi que dans la plupart des pays voisins. Le premier ministre exprime bien ce que je pense. »

● **Cohabitation:** « Cela arrivera un jour. Je le disais en 1974. Je le disais en 1978. Mais je ne me place pas dans cette hypothèse. »

● **Un premier ministre d'opposition en 1986?** « Personne n'est exclu de ce nirvana. Mais la question ne se pose pas. Je ne me place pas dans cette hypothèse. »

● **Elections législatives anticipées:** « Pourquoi? Cela ne m'est

jamais venu à l'esprit. J'ai une bonne Assemblée. Pourquoi irais-je en chercher une autre? »

● **Réduction à cinq ans du mandat présidentiel:** « Mes prédécesseurs en ont beaucoup parlé. Moi-même, j'ai parlé de sept ans non renouvelables, ou de deux fois cinq ans. Mais ce n'est pas urgent. »

● **Le référendum avorté de juillet:** « Il fallait arrêter une certaine hémorragie. Les problèmes criants étaient derrière moi à partir du moment où je prononçais le mot de référendum. »

● **La proportionnelle aux législatives:** « Il y en aura. Ce ne sera pas une surprise, sinon pourquoi changer de système? » Le projet de réforme du scrutin pour les élections législatives sera soumis au Parlement lors de la session de printemps, a confirmé M. Mitterrand.

● **Voyages en province:** M. Mitterrand a indiqué qu'il se rendra en Picardie, dans le Languedoc-Roussillon et dans un département breton (NDLR: il s'agit de l'Ille-et-Vilaine à la fin du mois de janvier).

Auparavant, le chef de l'Etat avait reçu un représentant de ce

qu'il est convenu d'appeler les « forces vives » du pays (syndicats, patronat, associations de parents d'élèves notamment). Il a formé des vœux « pour que se prépare chaque jour davantage un proche avenir où nous commencerons à pouvoir maîtriser les forces jusqu'à présent incontrôlables qui se sont abattues sur le monde occidental, mettant en péril les efforts de nos sociétés. »

Selon le chef de l'Etat, les efforts « réussis, orientés dans la même direction afin de retrouver la maîtrise des événements, nous permettent d'apercevoir le moment où la crise sera derrière nous. »

« Je lis et j'entends beaucoup de descriptions plus ou moins futuristes sur ce qui se passera cette année, à-t-il remarqué. Moi, je ne le sais pas. Mais le gouvernement persévérera dans l'ère et dans l'action, et commencera à engranger les résultats de sa ténacité. 1985, regardons-la bien en face: rien qui puisse être dominé; tout est à notre portée. Je l'aborde avec une détermination sans faille. On aura l'occasion, j'espère, de s'en apercevoir. »

J.-Y. L.

### En Espagne

## La crise s'aggrave au sein du Parti nationaliste basque

De notre correspondant

Madrid. — Nouveau rebondissement dans la grave crise ouverte au sein du Parti nationaliste basque (PNV): deux semaines à peine après la démission forcée du président du gouvernement régional basque, M. Carlos Garaikoetxea (le Monde du 20 décembre), l'un de ses principaux adversaires, le président du parti, M. Roman Sudupe, s'est vu contraint, ce samedi 5 janvier, de renoncer à ses fonctions. La décision de M. Sudupe a été prise après que les délégués de la province de Guipuzcoa, pour laquelle il avait été élu, eurent décidé, au terme d'une assemblée qui a duré toute la nuit, de désapprouver sa gestion à la tête de l'Euzkadi Buru Batzar, le principal organe de direction du PNV.

Ce désaveu est un camouflet pour l'appareil du parti et une revanche pour M. Garaikoetxea, qui semble avoir ainsi amorcé sa contre-attaque. Une grande partie des « bases » nationalistes considéraient en effet M. Sudupe et son équipe comme les véritables responsables du départ de M. Garaikoetxea, dont ils avaient tenté de limiter les prérogatives en soumettant totalement son gouvernement au contrôle du parti. La « rébellion » des délégués du Guipuzcoa a également affecté le candidat du PNV à la succession de

M. Garaikoetxea, M. Jose Antonio Ardanza, dont la gestion à la tête de la députation de la province a été, elle aussi, désapprouvée. Si ce vote n'empêchera pas M. Ardanza d'occuper bientôt la présidence du gouvernement régional basque, il n'en limite pas moins sérieusement son autorité et sa crédibilité face à son propre parti et à ses interlocuteurs des autres formations politiques.

Le PNV semble maintenant dans l'impasse: aucune des deux factions en présence, celle qui appelle la direction du parti et celle qui soutient le président du gouvernement sortant, ne semble à même d'imposer totalement ses thèses sans diviser irrémédiablement le parti. Chacun peut compter sur l'appui de deux provinces, la Biscaye et l'Alava pour la première, et le Guipuzcoa et la Navarre pour la seconde. Si M. Garaikoetxea jouit sans doute d'un appui majoritaire parmi les « bases » nationalistes, le système de représentation particulier du PNV, qui avantage les régions rurales, où le contrôle de la direction se fait davantage sentir, devrait permettre à l'appareil, malgré l'échec qu'il vient de subir, de continuer à dominer le parti.

THIERRY MALINAK.

## La catastrophe de Bhopal serait due à une infiltration d'eau

La catastrophe chimique de Bhopal (Inde), qui a causé la mort de plus de 2 500 personnes, est vraisemblablement due à des infiltrations d'eau dans la cuve contenant de l'isocyanate de méthyle (MIC) à partir duquel la firme américaine Union Carbide produisait des herbicides. Le chef du Conseil de la recherche scientifique et industrielle de l'Inde, M. Venkatesh, qui est également le responsable de la commission d'enquête, a en effet donné, le 3 janvier à Lucknow (Uttar Pradesh), des précisions sur l'origine de la catastrophe.

Selon lui, un demi-litre d'eau aurait pénétré pour une raison inconnue dans la cuve souterraine contenant l'isocyanate de méthyle. Il aurait alors réagi avec le phosgène — un des composants essentiels du gaz moutarde — présent pour empêcher toute polymérisation de l'isocyanate stocké normalement dans la cuve sous forme liquide. Ce petit volume d'eau aurait suffi pour réagir violemment avec le phosgène libérant ainsi une grande quantité de chlore.

Cela aurait entraîné la transformation, en une sorte de plastique (processus de polymérisation), d'environ un tiers des 45 tonnes d'isocyanate. Le reste ne serait alors transformé en gaz. Sous la pression, la chape de ciment qui recouvrait la cuve se serait soulevée et fissurée, libérant ainsi le gaz mortel. La catastrophe aurait pu être évitée si les systèmes de sécurité de l'usine avaient bien fonctionné. — (AFP, Reuters, UPI.)

### LES ACTIVITÉS DU CENTRE CULTUREL FRANÇAIS À PÉKIN

Toutes les activités du Centre culturel français à Pékin seront reprises directement par le service culturel de l'ambassade et continueront comme par le passé, a indiqué le vendredi 4 janvier le porte-parole du Quai d'Orsay à la suite d'informations selon lesquelles le centre devrait fermer ses portes (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier).

Le porte-parole a précisé qu'il s'agissait d'un « réaménagement ou redéploiement administratif » qui entraînerait seulement un changement de dénomination.

Quant aux crédits décaissés par la France pour l'ensemble de ses activités culturelles en Chine, ils seront en augmentation l'an prochain, a indiqué le porte-parole, qui n'a cependant pas précisé la façon dont ils seraient répartis.

## MOINS DE NEUF CENTS JUIFS SOVIÉTIQUES ONT ÉTÉ AUTORISÉS À ÉMIGRER EN 1984

Huit cent quatre-vingt-seize juifs soviétiques ont été autorisés à quitter l'URSS en 1984, a annoncé, jeudi 3 janvier, à New-York, la Conférence nationale sur les juifs soviétiques. C'est le nombre le plus bas depuis quatorze ans (le maximum ayant été atteint en 1979 avec 50 000 autorisations de sortie).

## UNE DÉMARCHÉ DE M. GISCARD D'ESTAING EN FAVEUR DES TROIS CONDAMNÉS À MORT DU VIETNAM

M. Valéry Giscard d'Estaing est intervenu le vendredi 4 janvier « à titre personnel et pour des motifs humanitaires », auprès du président du Conseil d'Etat vietnamien, M. Truong Chinh, pour obtenir la grâce des trois condamnés à mort du procès de Ho-Chi-Minh-Ville, qui n'ont pas encore bénéficié de mesures de clémence. « Les mesures de grâce que vous venez de prendre en faveur de deux des condamnés ont été accueillies en France comme un premier geste d'humanité, écrit notamment M. Giscard d'Estaing, mais l'iniquité demeure en ce qui concerne le sort des trois condamnés à mort, MM. Tran Van Ba, Ho Thai Bach et le Quoc Quan. La mise à exécution de la sentence, fondée exclusivement sur les opinions politiques des intéressés, serait vivement ressentie dans notre pays où cette affaire est suivie avec angoisse. C'est pourquoi, en raison des confiantes relations que nous avons entretenues avec les responsables de votre pays du temps de mon septennat et désireux de contribuer à un adoucissement des peines prononcées, je fais appel à votre clémence et à votre sagesse ».

### Deux disparitions:

**PIERRE DOUBLET**  
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT DE L'EXPRESSION

Notre confrère Pierre Doublet, rédacteur en chef adjoint de l'Express, est décédé le vendredi 4 janvier, à l'âge de cinquante-neuf ans.

(Né au Havre en 1925, décoré de la croix de guerre, Pierre Doublet entra après des études de droit, à l'Agence France-Presse en 1946, pour devenir rapidement un grand spécialiste de l'Europe-Orient, multipliant les reportages en Chine, au Japon, en Corée, dans l'Indochine en guerre. En 1945, il est nommé chef des services en langue anglaise de l'AFP. Il entre en 1968 à l'Express, pour devenir successivement chef de la section « monde », puis, en 1978, rédacteur en chef adjoint.)

**CHRISTIANE LOURY**  
FONDATRICE D'ERATO

Mme Christiane Loury, fondatrice, avec son mari Philippe Loury, de la firme de disques Erato, est morte, le 4 janvier, à son domicile parisien, des suites d'une longue maladie. Elle était âgée de soixante-trois ans. La firme Erato est spécialisée dans l'enregistrement de musiques françaises par des artistes français. Christiane Loury en avait abandonné la direction en 1981 après une prise d'actions majoritaires par la société Gaumont.

## A 2: MENACE DE GRÈVE POUR LE DÉMARRAGE DE LA TÉLÉVISION DU MATIN

Grève ou pas grève lundi 7 janvier sur A 2? La menace persiste. L'arrêt de travail s'il est effectué risque de paralyser toute la journée la chaîne: l'Heure de vérité, à 20 h 35 avec M. Jacques Chirac serait supprimé, l'ensemble des programmes réduits au « service minimum », il compromettrait surtout le démarrage de la « télé du matin » prévu le même jour.

Les techniciens CGT et CFDT ont maintenu à l'unanimité, vendredi après-midi au cours d'une assemblée générale, leur préavis de grève à durée indéterminée, rappelant leurs trois revendications: emplois, conditions de travail et maintien de la production. Par ailleurs, les journalistes CGT et SNJ ont retiré leur préavis et annoncé qu'ils suspendaient leur mouvement.

# JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Ministre de l'Éducation Nationale

DIMANCHE  
6 JANVIER  
à 19 H 15

animé par  
Gérard Carreyrou  
et Alain Duhamel

# EUROPE 1

CLUB DE LA PRESSE

Attention! Cette émission  
est retransmise en direct  
sur Canal+ sans décodeur.  
Vous pouvez la regarder  
sans être abonné!

CANAL+



## En Espagne

# Le nationalisme basque s'aggrave au sein

[illegible]

## Catastrophe de Bhopal serait due à une infiltration d'eau

[illegible]

CONFIDENTIAL

1. The first part of the document is a list of names and addresses, which are arranged in two columns. The names are written in a cursive script, and the addresses are written in a more formal, printed style. The list includes names such as "John Doe", "Jane Smith", and "Robert Johnson", along with their respective addresses.

**THE UNIVERSITY OF CHICAGO**

On Page (Number) \_\_\_\_\_  
 Subject \_\_\_\_\_  
 Date \_\_\_\_\_

LES ACTIVITÉS

DU GÉNÉRAL  
FRANCOIS

CONFIDENTIAL

... ..  
... ..  
... ..  
... ..

1. NAME  
 2. ADDRESS  
 3. CITY  
 4. STATE  
 5. ZIP  
 6. PHONE  
 7. TELETYPE  
 8. FAX  
 9. EMAIL  
 10. DATE  
 11. SIGNATURE  
 12. PRINTED NAME  
 13. TITLE  
 14. COMPANY  
 15. INDUSTRY  
 16. POSITION  
 17. EDUCATION  
 18. EXPERIENCE  
 19. REFERENCES  
 20. NOTES

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the situation.

[illegible][illegible]

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

# THE


male

**Attention ! Cette émission en direct**

transmission en  
sans decodeur

... la regala

**Vous pouvez  
vous abonner**

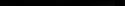


1

\_\_\_\_\_

*Journal of Management Education* 30(6)p.789-804

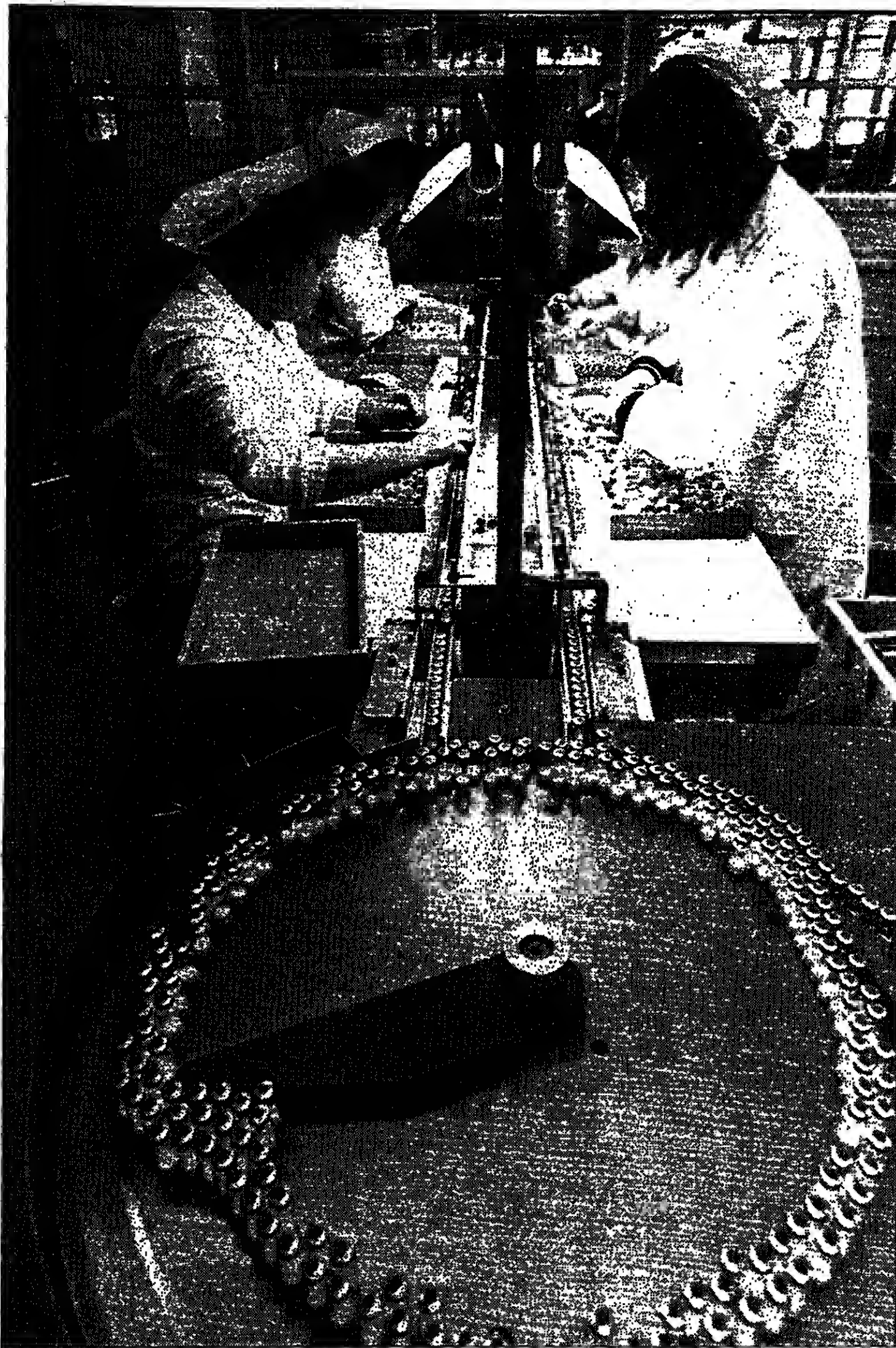
*(continued)*



100

100

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26



COLIN/REA

# ANTIBIOTIQUES : LES MÉDICAMENTS DU SIÈCLE ONT QUARANTE ANS

1944 : la médecine s'empare  
de médicaments nouveaux,  
issus de la découverte en 1928,  
par Alexander Fleming, de la pénicilline.  
Les antibiotiques prennent d'emblée  
une place de choix dans la pharmacopée  
moderne : ils permettent de combattre  
victorieusement les infections  
et de juguler des maladies tueuses,  
comme la tuberculose.  
Quarante ans plus tard,  
le succès des médicaments  
du siècle ne se dément pas.  
Pourtant, leur utilisation massive  
fait naître de nouvelles craintes  
dues à la résistance  
de certaines souches de bactéries.  
Au point que l'Organisation mondiale  
de la santé a récemment mis en garde  
la communauté internationale  
sur les méfaits d'un usage mal contrôlé  
de l'arsenal thérapeutique. (Page III.)

# ENSEIGNER L'ARCHITECTURE

Bouleversé après l'écatement  
de l'Ecole des beaux-arts  
en 1968, dispensé dans vingt et une  
unités pédagogiques,  
l'enseignement de l'architecture  
est à nouveau sous les feux de la réforme.  
Créer des passerelles  
plus nombreuses avec l'Université,  
mieux préparer les jeunes  
à la réalité du travail  
en agence... Les derniers décrets  
parus permettront-ils d'atteindre  
des objectifs constamment  
visés depuis quelques années ? (page VI.)

# ENFANTS DE PERSONNE

Dans les pays occidentaux, les couples stériles disposent de moyens de plus en plus nombreux pour fonder une famille, le plus souvent en protégeant l'anonymat des parents naturels. Conversant avec le professeur René Frydman, sur France-Culture, Suzanne Lallemand, ethnologue, commente les pratiques observées en Océanie et en Afrique, où a cours, depuis longtemps déjà, la notion de famille élargie. (Page VIII.)

## LES CARIBOUS DES INUITS (Page IX.)





هكذا من الأصل

## Kiosque

### Feuilles d'hiver

Et la France éternelle, dans tout ça ? Il y a les constances, le socle culturel commun, sur lequel repose la nation. Hugo d'une main, les œuvres complètes de Jean-Pierre Chevènement de l'autre, nous campent sur les positions préparées — à l'avance — par nos ancêtres. C'est du solide, du fiable et du crédible (comme on ne disait pas encore au XIX<sup>e</sup> siècle).

Il y aura cent ans cette année qu'Hugo est mort. On va à nouveau lui faire des funérailles nationales, une sorte de retour symbolique des cendres pour le Napoléon de l'écriture.

Imaginez-le, encore exilé à Guernsey, lisant la presse d'aujourd'hui. Chaque semaine, le bateau lui apporte un lot volumineux de magazines nationaux et sur papier glacé. D'une main prestre il l'avait, il déchiffre les bandes et plonge avec émotion, fureur ou mélancolie dans les soucis du temps. L'art d'être un grand lecteur, la tristesse d'Olympio et de l'abandon réuni. Que verra-t-il émerger de cet océan de papier ?

Discernerait-il seulement dans le flot déchaîné des petites nouvelles ces « choses vues » qui lui étaient comme un pain quotidien ? Son œil exercé trouverait-il dans le heur et malheur et médiatique qui sert au peuple de pâture quelque motif d'admiration, d'élan ou de courage ?

Rien n'est moins sûr, hélas ! Car la France hugolâtre est fort peu hugolienne, si l'on en juge par les miroirs que tendent nos confrères. Grand dessin, poussée irrésistible des affirmations séculaires, époque glorieuse des soldats de l'an deux mille ? Non. Ce siècle aura bientôt cent ans, et il paraît son âge.

Argent, crise, honneurs de pacotille, grands hommes de petit écran, plénitude des beaux, Châteaueuvalin mûra plaine, immigrés en suris : voilà les éléments du théâtre national mis en scène par la presse à l'ube de cette mille neuf cent quatre-vingt-cinquième année de l'ère chrétienne.

Feuilletons avec Hugo. Dans l'Express, c'est l'argent qui domine. En couverture : « Votre argent en 1985 ». Ils n'ont pas perdu de temps. Dès le premier numéro de l'année, ils nous rendent le service de s'intéresser à notre argent, ce qui est une manière assez sûre de nous intéresser à leur journal. Cela s'appelle du « marketing », tous les « news » vous le diront.

L'argent ? Une mine : « Après l'exceptionnel millésime 1983, écrit l'Express, le cru 1984 est plus qu'honorable. La formidable engouement des Français pour les valeurs mobilières s'est confirmé l'an dernier. Et les actions françaises ont gagné 15,5 %, soit deux fois l'inflation. En 1984, la Bourse de Paris a établi un double record. La valeur totale des actions est passée de 280 milliards de francs à 340 milliards, soit une plus-value de 60 milliards. Les émissions d'obligations, qui avaient franchi, il y a deux ans, les 200 milliards, ont dépassé cette fois 245 milliards de francs, et le stock total atteint aujourd'hui 1 250 milliards. » Formidable ! Guizot n'est pas mort et Hugo ne serait pas dépayssé.

« Le dynamisme boursier se prolongera-t-il cette année ? Rien n'est moins sûr. » Aie ! Gère aux nouveaux épargnants. M. Gérard Pic, psychologue et chargé d'études à la Caisse d'épargne de Paris, explique à l'Express : « La génération dominante n'a pas une morale de l'épargne mais une morale de l'intérêt. » Savoir si c'est avec une telle morale qu'on fait des héros et des saints est un autre débat. En attendant, Hugo, qui plaçait beaucoup et calculait fort bien — il était pingre avec Adèle autant qu'avec Julietta, — aurait sûrement conservé ce numéro de l'Express.

Aurait-il lu le Point ? Sans doute aussi, car on y scrute

l'avenir de la France. Et l'on y expose une morale qui confine à l'héroïsme collectif. Maurice Roy cite Paul Reynaud : « Si l'on me disait que seul un miracle peut sauver la France, je répondrais que je crois au miracle parce que je crois à la France. » Et l'éditorialiste commente : « Les débâcles économiques ne sont pas moins impitoyables et longues à surmonter que les débâcles militaires. Aujourd'hui comme jadis, aucun miracle ne sauvera la France. Seuls pourront y réussir les efforts constants, voire les sacrifices, de tous les Français. »

Bravo ! Mais quel Bonaparte pourrions-nous galvaniser tous afin que le peuple de France trouve en son sein suffisamment de foi, d'ardeur, et de vertu en somme, pour ce combat titanesque contre l'hydre de la crise ? Quel homme, ou quelle équipe ? Les Français, justement, ont leur idée sur la question. L'événement du jeudi les a fait interroger par un institut spécialisé sur le thème du gouvernement idéal. Voici, par ordre de préférence, la composition du gouvernement auquel songent — c'est le mot — les Français, en tout cas dans leur majorité : Barre, Chirac, Fabius, Rocard, Léotard, Giscard, Veil, Delors, Cousteau, Teziéff, Chaban-Delmas, Tapie, Montand, Leclerc (Edouard), Mitterrand, de Cluse, Baudis, Ockrent, Chevènement, Pivrot et Poivre d'Arvor.

C'est clair : si vous n'êtes pas présent le plus souvent possible chez les Français — via le petit écran, — votre ambition ne vaut pas triper à leurs yeux. O mènes de Lamartine ! Pas d'Apostrophe, pas de gloire ! Les ministères sont d'abord des présentables. Formez la télévision, il n'y a plus de grands hommes. Le Panthéon c'est le 20 h. Remarquez, Hugo, à la télé, aurait sûrement eu un bon indice d'audience. Mais plus que Bourard ou Colaro, ce n'est pas certain.

La télévision, c'est aussi l'enjeu d'une formidable bataille d'influence, auprès de laquelle les guerres napoléoniennes sont des promenades de senté. Il y avait Austerlitz, et Waterloo hélas ! Il y avait « Dées », il y avait « Châteaueuvalin », l'ennemi culturel campé sur la terre et les ondes de nos aïeux. Son feuillet hétéroclite insultait à la nation tout entière. La revanche s'annonçait, épique et solennelle. Depuis vendredi soir et jusqu'au mois de juin « Châteaueuvalin » réconcilie la France et son génie.

Le Pâlerin Magazine, pour l'occasion, frise le patriotisme revenchard lorsqu'il écrit : « N'oublions pas, hommes de peu de mémoire, que « Dées » ne saurait être le prototype, l'ancêtre, le père, l'achèvement, la perfection, le modèle du feuillet français. « Châteaueuvalin » a ses lettres de noblesse : quand le Texas ne patageait pas encore dans le pétrole, Paris s'arrachait les journaux à bon marché pour les histoires de rebondissements d'Eugène Sue ! « Châteaueuvalin », c'est-à-dire réalisateur et scénariste, renoue avec la tradition française des feuilletons du dix-neuvième siècle. »

Victoire ? Patience et prudence. La France est aussi celle des « beaux ». A cet égard, Gérard Depardieu est inquiet. Il l'a dit à l'Actualité : « L'esprit beau avait reculé pendant dix ans, et la voilà qui revient, ce c'est sûr. Ça tient à des conneries, ça tient aux journaux qui amalgament et matraquent des séries d'informations, ça tient à la politique, à l'insécurité, au pognon, au petit confort, au communisme aussi. (...) Le beau, c'est une affaire de masse. »

C'est ce aussi la France de toujours : la France partagée. Entre les beaux et ceux qui boiffent du beau.

BRUND FRAPPAT.

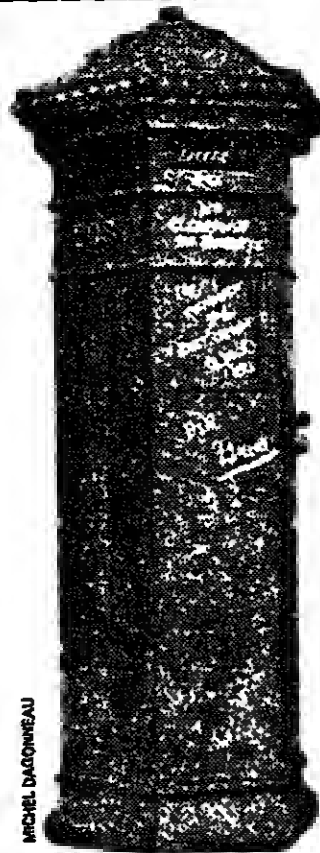
### Suisse en otage

Un élément essentiel de la réalité politique paraît être l'existence d'intérêts particuliers se substituant à la volonté collective. Un peuple qui permet aux *pressure groups* ou lobbies de dominer dans l'engrenage parlementaire livre sa chair aux loups. Si de tels loups savent se faire les complices d'un gouvernement élu en exerçant une pression sur le peuple souverain voisin, on assiste à un glissement vers une déclaration de guerre économique. Tel fut le cas lors des barreaux aux postes frontaliers suisses par les routiers français lundi 17 décembre 1984, véritable prise en otage du marché helvète.

Des concessions faites à la suite d'une intimidation ne sont jamais de nature à créer des liens étroits entre les nations. Une décision raisonnable a son histoire à elle et ne se laisse pas bouleverser par l'arrangement des esprits simples !

Un essai grand malaise et de nombreuses expériences cumulée pendant de nombreuses années ont conduit la majorité des Suisses à remédier à une situation pénible. Ce malaise consiste en une détérioration visible à l'œil nu de l'environnement — déperdition des forêts (actuellement un arbre sur trois dans les pays germanophones est mort), la faune est fort réduite, les citadins se plaignent de plus en plus de troubles pulmonaires chroniques, et on attribue à l'air vicié les morts mystérieuses de nombreux nouveau-nés.

L'interdépendance socio-économique des pays différents devient d'une façon croissante problématique. Or, en ce qui concerne le transport des personnes et des biens, c'est le domaine-ci où l'on peut diminuer les dégâts le plus efficacement sans en créer de nouveaux : l'Europe est le bureau des chemins de fer, le moyen de transport le plus sûr, le plus économique et le moins nuisible. La technologie automobile est vêtue à n'appelle qu'à l'individualisme égocentrique, elle entraîne : gaspillage des matières premières (carburant, métaux, oxygène, terrains pour voies de circula-



Boîte aux lettres à Darjeeling (Inde).

tion et espaces de stationnement que l'on ôte au potentiel producteur qu'est l'agriculture) et efficacité minimale des moteurs à combustion interne qui consomment de l'essence même en descente lorsqu'on freine...

Les économies nationales européennes, fondées sur l'antique technologie mécanique, entravent leur propre évolution vers l'âge électronique, seule technologie susceptible d'assurer un certain niveau de vie et une qualité de vie exempte des fléaux déjà énumérés.

Un gouvernement élu donnant carte blanche à des hordes de pirates routiers est non crédible et fait de la démocratie une « idocratie ». Alors que Genève et Lausanne sont desservies par les TGV et que de plus en plus de Suisses s'abstiennent d'utiliser leurs boîtes à quatre roues, la France officielle emploie le force pour ouvrir des routes étrangères à ses 2 CV et à ses trucks Renault.

ROGER BEAUD.  
(Berne).

### Clergé en Nouvelle-Calédonie

Dans le Monde Aujourd'hui daté 23-24 décembre a paru un ensemble de textes fort intéressants sur « les Eglises en Calédonie ».

On y voit comparés les engagements respectifs des Eglises catholique et protestante. Il semble, cependant, que, dans l'article « Deux Eglises en politique », on tire d'une histoire générale des applications pour la Calédonie, qui sont fondées moins sur ce que les missionnaires catholiques disent du passé qu'ils ont vécu que de l'image qu'en ont donnée tardivement les pasteurs protestants.

C'est une légende plus que séculaire que « l'Eglise catholique est toujours apparue liée à la mainmise coloniale et administrative sur le pays ». A défaut de démonstration, on lit ensuite que « les missionnaires français sont arrivés avec les colonisateurs ». Les missionnaires sont arrivés en 1853 ; les missionnaires étaient en Calédonie depuis déjà dix ans. On lit encore que « les deux [missionnaires et colonisateurs] ont travaillé de pair », et l'on donne pour unique exemple de cette éminente collaboration une inscription « disparue » : « Ce pays a été donné par Mgr Douarre à Dieu et à la France », sans indiquer de date. Mgr Douarre est mort en avril 1853, plusieurs mois avant l'arrivée des fameux colonisateurs. Une inscription éditée seulement la pensée de celui qui la dicte, à un moment donné. Cela n'a jamais été un procès-verbal.

A partir du moment où les condamnés aux travaux forcés furent amenés en Calédonie, au temps du gouverneur Guillaud, les prêtres qui s'occupaient des indigènes devinrent les bêtes noires de l'administration, pour la bonne raison qu'on avait pris la Calédonie pour y faire une colonie pénale et non pour la promotion des indigènes. Par exemple, les Pères

avaient commencé d'instruire et ils furent empêchés ; ils avaient entrepris d'aider les indigènes à rationaliser leurs cultures et à en avoir un juste prix ; ils furent accusés de faire du commerce. On prêtait la main-d'œuvre hébraïque, malabare, plutôt que d'utiliser les indigènes, bref, on les confina dans leurs villages avec les Pères et leurs aides, et cela dura tout le temps de la période « pénale », c'est-à-dire jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, avec l'aggravation progressive d'une presse anticléricale.

Au début de la seconde période ouverte par le gouverneur Faillat, à l'époque où l'Etat se séparait de l'Eglise, on alla jusqu'à Rome pour que les maristes s'en aillent. Et c'est alors que, précédé par des pasteurs indigènes venus des îles Loyalty, débarqua le pasteur Leenhardt qui, à peine arrivé, écrivait : la mission catholique est associée à l'administration française. On ne peut être plus objectif !

C'est à partir de ce genre de postulat qu'a été faite, en faire-valoir (et peut-être aussi pour justifier la raison de la venue des protestants en Calédonie), l'histoire de l'Eglise catholique en Nouvelle-Calédonie. Il va sans dire que les missionnaires n'ont jamais prétendu être des modèles de perfection ni s'être jamais trompés, et il est heureux que, depuis des décennies, ce qui vient d'être dit n'est que mauvais souvenir. Mais ce que les missionnaires, en particulier maristes, ont toujours répugné à la polémique, souhaiétaient, c'est que leur histoire soit faite par eux plutôt que par quelqu'un qui ne l'a pas vécue.

Ce dont souffre aujourd'hui la Calédonie, c'est d'être laminée entre un passé recomposé et un futur antérieur.

CLAUDE ROZIER,  
mariste.

## Vues et Revues

### Divorce à l'UNESCO

Il est trop rare que la Revue des Deux Mondes ait l'occasion de s'ouvrir sur un charmant portrait de femme pour qu'on ne l'ait pas remarqué (1). C'est celui de M<sup>me</sup> Jean Broward Schevin Gerard, ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'UNESCO.

Le modèle rêvé ici la robe de l'avocat général, dans le divorce ou plutôt la répudiation signifie par son pays à une personne dite morale, qui s'est montrée indigne de toute confiance. Le requêteur tient une part de sa force à la mesure toute féminine qu'il garde dans son énergie ; et aussi à la qualité d'un français (on le croit original puisque aucun traducteur n'est mentionné) qui ajoute pour nous aux charmes du portrait.

Pourtant, s'il n'avait été que celui malgracieux d'un ambassadeur mâle, n'aurait réagi avec moins de douceur au mot qui éclate dès l'exposé des motifs. Il est déclaré que poursuivre une vie commune qui n'a déjà que trop duré, ce serait causer et permettre que s'aggrave encore les « amplexes dommages subis » par « les intérêts et les valeurs dont les Etats-Unis sont dépositaires ».

Cela ne saurait se laisser passer. Les Etats-Unis n'ont jamais reçu, de personne, un quelconque dépôt de cette nature. Ils ont leur part naturelle du trésor pour ce qui est des valeurs universelles. Quant aux valeurs plus proprement occidentales, en ce qu'elles pourraient comporter de nuances avec les précédentes, les Etats-Unis ont deux siècles d'existence, l'Occident trois millénaires, et, comme il n'est pas mort, il continue de conserver lui-même ce dépôt qui est son héritage. Bien entendu, les émigrés ont emporté leur part au-delà de l'Océan, et ils l'ont fait fructifier selon leur propre génie. Telle est la réalité toute simple. Quant à ceux de ces « intérêts » et de ces « valeurs » qui pourraient n'avoir rien de spirituel, c'est évidemment une autre affaire, et celle-là se prononce business.

Enfin, avec la rupture vient le beau souci de punir : après tant de longanimité, « nous nous sommes délaissés du coupable qui refuse à l'obstination de s'amender ». Pour celui-là, à défaut d'amendement, l'amende est dure : le tiers de ses moyens d'existence.

L'excellente conscience et la conviction intime de l'avocat changé en juge ne l'empêchent pas de prononcer aussi des vérités. C'en est une, par exemple, que de constater la grande difficulté d'une coopération entre des intellectuels libres à l'égard de leur Etat et d'autres qui ne le sont en rien, à peine de perdre « leur rang », la liberté physique, la vie, et pis encore : la possibilité de s'exprimer, de créer ; quand il n'est pas porté directement atteinte à ces facultés par la manipulation psychiatrique.

Elle a raison aussi de rappeler que l'UNESCO a été « vouée à résister aux pratiques totalitaires », et que c'est une vocation à la limite impossible quand la majorité des Etats assemblés sont précisément d'essence totalitaire. Mais elle n'oublie alors que son propre pays soutient, à sa part, celles des « pratiques totalitaires » qui lui conviennent. Et elle est certainement trop jeune pour se souvenir clairement de ce qui se passait, toujours dans son pays, entre 1947 et 1957.

Le plus instructif pour le lecteur, c'est encore de confronter l'accusation à la défense. C'est toujours dans la Revue que la seconde apporte ses arguments et sa chaleur, par la voix de l'ancien ambassadeur d'Italie à Paris, M. Gian Franco Pompet.

Dès le principe, la réponse est décisive, au grief fait à l'UNESCO de manquer à « l'esprit de neutralité politique ». En effet, l'Organisation est précisément « un projet politique, au sens le plus élevé du terme ». Il est vrai que, pour n'être pas saisis par la débauche du luxe et de la belle vie, il n'est guère

que les vieux universalistes, en particulier français. Pour M. Pompet, ce qui domine et l'emporte, c'est ce qu'il y a de plus « élevé » dans la politique et dans l'homme ; c'est l'idéalisme sur le réalisme égoïste ou partisan ; et, au total, la « fécondité ».

Son optimisme ne ressent aucune atteinte du projet d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, encore que les trois premiers mots et leurs majuscules aient déjà on ne sait quelle odeur de Big Brother et de Novlangue. Sur ce point, le nez fin de M<sup>me</sup> JBGS n'est pas mis en défaut. Notamment, ce statut des journalistes et de ce code de leurs « responsabilités » peuvent laisser perplexes quand on sait ce qu'il en est dans la plupart des pays représentés à l'UNESCO. Et c'est une justice à rendre aux Etats-Unis que la presse n'y prend pas de gants avec les gouvernants, sinon des gants de boxe pour les mettre KO à l'occasion.

Mais M. Pompet, de son côté, évoque un aspect de la question à la fois technologique, économique et, dira-t-on, impérialiste ? Il s'agit de certaines « situations de quasi-monopole » : elles « font que de nombreux pays n'ont d'autres sources d'information que celles, pour 65 à 85 % provenant des Etats-Unis et, pour le reste, de l'agence Tass ».

Où, pourtant, sa justification tient un peu de l'apologie, c'est dans le domaine le mieux contestable puisque chiffable : celui des budgets de l'Organisation (2). Les sons de cloches différents sont assez retentissants ; notamment sur le chapitre du personnel — et celui des dépenses personnelles. Si la place de Fontenoy n'est pas loin de l'hôtel Mètro, la rigueur et l'austérité y sont moins évidentes.

Quant à celles qui régnaient du temps de René Meheu, elles appartiennent à l'époque légendaire. Il est vrai que, pour n'être pas saisis par la débauche du luxe et de la belle vie, il n'est guère

que les vieux universalistes, en particulier français.

Au fond, M. Pompet nous ramène aux origines, à la pureté baptismale : à ce qui fut une grande idée.

Mais il veut encore espérer que les Etats-Unis comprendront qu'« la politique de l'absence n'est pas payante ». Leur ambassadrice, elle, nous dit sans ambages, que « payante », la présence l'est, beaucoup trop pour ce qu'elle rapporte ; et que, tant qu'à dépenser, tant, mieux vaut investir dans sa propre affaire.

Car il ne s'agit nullement d'absence, mais d'une autre présence, d'une présence concurrente : avec les moyens puissants, récupérés sur l'ex-associé. Les Anglais ont embaîlé le pas, d'autres suivront. On est déjà entré dans la bonne voie avec les Jeux olympiques. Que chacun ait enfin sa propre organisation mondiale pour l'éducation et la culture, puis, dans la même logique, son organisation nationale des Nations unies. Il y aurait encore, certes, des divergences et des conflits à l'intérieur des nations démocratiques, mais qui douterait que le plus parfait nouvel ordre mondial ne régnerait dans la majorité totalitaire ?

En tout cas, puisque les deux grandes nations anglo-saxonnes se retirent, il convient que l'Organisation ne soit plus nommée en anglais, le prix d'une inversion torturante : *United Nations pour Education, Sciences et Culture Organisation*, non, il n'y a vraiment plus de raison.

Le nouveau sigle vient de lui-même dans un nouvel ordre mondial cartésien : ONUESC. Objectera-t-on les habitudes, la réputation, le prestige universels de la Maison, inséparables de son enseigne ?

YVES FLORENNE.

(1) Juin et décembre 1984. Le numéro 254, p. 25 F, 15, rue de l'Université, 7<sup>e</sup> arrondissement.  
(2) Voir « l'UNESCO à la dérive », de Bernard Bruguier, le Monde des 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1984.



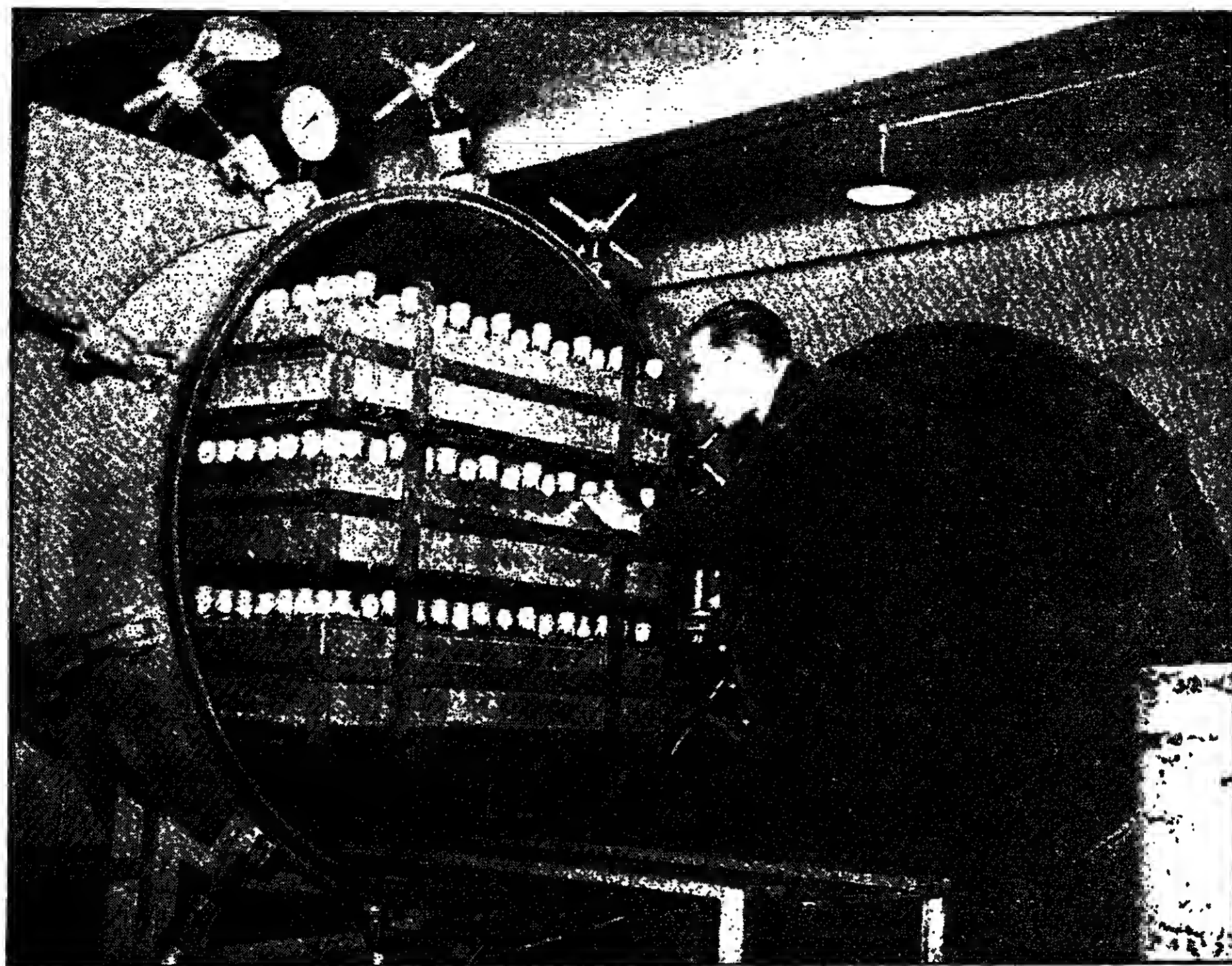
# Antibiotiques

## En Nouvelle-Calédonie

Le docteur Hare, qui a été un des premiers à utiliser les antibiotiques en Nouvelle-Calédonie, est décédé à son domicile de la ville de Nouméa.

Le docteur Hare, qui a été un des premiers à utiliser les antibiotiques en Nouvelle-Calédonie, est décédé à son domicile de la ville de Nouméa.

Le docteur Hare, qui a été un des premiers à utiliser les antibiotiques en Nouvelle-Calédonie, est décédé à son domicile de la ville de Nouméa.



Novembre 1945 : première fabrication de la pénicilline.

## Maîtriser le succès

Après quarante ans de lutte victorieuse, les antibiotiques devront désormais être utilisés sous haute surveillance.

**I**NVENTION de la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle, les antibiotiques auraient-ils pu être découverts plus tôt ? On peut poser la question, tant semble curieuse la série de travaux sans lendemain qui, dès 1876, démontrent qu'il est possible de s'opposer expérimentalement à la croissance des micro-organismes. Cette année-là, Tyndall étudie sur des milieux organiques des cultures de bactéries et de champignons et parle de « lutte pour l'existence entre bactéries et Penicillium ». Des observations équivalentes sont faites l'année suivante par Pasteur et Joubert. Le premier va jusqu'à écrire que « ces phénomènes d'antagonisme autorisent, peut-être, les plus grands espoirs au point de vue thérapeutique ».

En 1889 Vuillemin parle d'« antibiotique » à propos du principe actif d'un organisme vivant qui détruit la vie des autres pour protéger sa propre vie. Roux et Duchesne (en 1896 et 1897) puis Nicolle (1907) observent et étudient ce phénomène. Même Fleming ne franchira pas le fossé qui sépare alors le travail de laboratoire de la thérapeutique.

Quarante ans après leur découverte, où en sont les antibiotiques ? Personne ne conteste aujourd'hui la place considérable qu'occupent ces médicaments dans l'arsenal thérapeutique de la médecine moderne. Nul pourtant n'oserait parier sans inquiétude sur l'avenir. On assiste en effet à l'apparition de phénomènes de résistance, tout se passant

comme si la communauté des organismes pathogènes parvenait, patiemment, à organiser ses défenses pour mieux résister à ces substances qui, dès lors, perdent de leur efficacité thérapeutique. Sans céder à la panique, le phénomène mérite d'être pris au sérieux, même s'il doit amener à revoir les règles — et la liberté — de prescription en la matière.

Les antibiotiques sont sans doute avec les vaccins et, dans une moindre mesure, les neuroleptiques, les produits qui ont véritablement changé la face de la médecine. L'Organisation mondiale de la santé, pourtant peu sujette à l'émphase, n'y va pas par quatre chemins. « La découverte des antibiotiques », écrit-elle, « a été l'un des événements majeurs de l'histoire de la santé publique. Les antibiotiques ont sauvé des millions de vies humaines et permis de limiter la durée des maladies pour des centaines de millions de personnes. » Un récent symposium international, organisé à Toulouse à l'occasion du quarantième anniversaire, a permis de donner la mesure du « phénomène antibiotique » et de préciser les inquiétudes qu'il fait naître (1).

Quarantième anniversaire ? Il est souvent difficile en médecine de définir et de situer avec précision ce qui constitue un événement marquant, une « première ». C'est particulièrement vrai pour les antibiotiques et leur ancêtre, la pénicilline, dont la découverte est associée au nom de Fleming. Les choses sont plus com-

plexes. Le professeur Ronald Hare (Londres), auteur de *La Naissance de la pénicilline*, situe au 3 septembre 1928 la célèbre découverte de celui qui allait devenir Sir Alexander Fleming, prix Nobel de médecine. On connaît les circonstances du « miracle ». Une moisissure contaminant une culture bactérienne et bloque son évolution naturelle. Rien d'autre, sans doute, qu'un hasard de paille dans un laboratoire du St Mary's Hospital de Londres. La moisissure inhibe la croissance des bactéries ? C'est sans doute qu'elle contient en son sein un principe actif capable de s'opposer au développement des agents pathogènes. Ce devrait être une vraie révolution. Cela ne reste qu'une simple observation de laboratoire. Fleming la note et, dans l'indifférence quasi générale, en fait une communication au Medical Research Club de Londres. La première publication écrite fait à peine mention d'une possible application thérapeutique. Il faudra attendre 1942 et les travaux d'Ernst Chain et de Howard Florey pour qu'on prenne la mesure de l'extraordinaire apport d'un tel produit pour la médecine. « La réponse de Fleming était toujours la même, écrit Ronald Hare, il avait vanté l'usage de la pénicilline dans le traitement de patients souffrant de maladie infectieuse, mais ses collègues cliniciens n'avaient pas pu lui fournir ces malades. Il ajoutait que, même s'ils l'avaient fait, la pénicilline dont il disposait aurait généralement été sans

effet à cause de son caractère instable et que ses propres tentatives pour produire une solution plus concentrée avaient échoué. » Ces excuses semblent si faibles qu'il est difficile de croire que l'histoire se résume à ça, ajoute Ronald Hare. Il doit y avoir d'autres raisons qu'il n'était pas capable ou pas désireux de donner (2).

Quoi qu'il en soit, les médicaments antibiotiques n'ont commencé à être utilisés qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale. Et il faut lire — ou entendre — les médecins qui ont assisté aux premiers traitements par la pénicilline ou la streptomycine pour comprendre qu'il s'agissait là d'une vraie révolution thérapeutique. D'autant plus bouleversante que le médecin pouvait véritablement sauver de la mort un malade, et ce en quelques jours, voire quelques heures. Ce fut une révolution, ce ne fut pas la panacée. Les infections d'origine virale, celles d'origine fongique (champignons) n'étaient pas vaincues par les antibiotiques.

L'antibiothérapie devait se développer dans l'ombre de la bactériologie. Il fallut adapter les produits — de plus en plus nombreux — aux germes pathogènes, ne frapper ni trop fort ni trop peu, étudier les voies d'administration les plus efficaces. Il fallut aussi établir la liste des principales indications et celle des précautions d'emploi. Il fallut, en un mot, étudier le monde de l'infection et gérer le succès. Et quel

succès ! La scarlatine, la tuberculose, la typhoïde, la syphilis, les pneumonies et les méningites à méningocoques, pour ne prendre que ces seuls exemples, virent leur fréquence considérablement diminuée et leur pronostic totalement transformé. Indirectement, ils ont permis, en diminuant les risques d'infection post-opératoire, d'augmenter les taux de succès de nombreuses interventions chirurgicales.

A un degré moindre, les antibiotiques jouent un rôle thérapeutique primordial dans toute une série de « petites » pathologies (angines, otites, furoncles, etc.) aux séquelles parfois graves. On aurait pourtant tort de penser que tout est définitivement acquis. D'abord, parce que la prescription d'antibiotiques obéit plus à un certain pragmatisme, une sorte de « pari raisonné », qu'au respect des règles strictes de la bactériologie. « Il n'existe d'ailleurs pas de médecin qui n'aurait jamais prescrit d'antibiotique qu'en obéissant strictement aux règles idéales de leur prescription », explique le professeur Maxime Armand (Toulouse). Ces règles comportent la nécessité d'isoler le germe responsable de l'affection ; d'étudier la sensibilité de ce germe aux différents antibiotiques ; de connaître les propriétés pharmacocinétiques du produit qui l'amène au site même de l'infection. Déjà difficiles à suivre en milieu hospitalier dans la mesure où l'isolement des germes n'est pas toujours possible, utopiques dans la

plupart des situations en médecine courante de ville où le recours au laboratoire est forcément limité, ces règles ont servi toutefois à nous apprendre progressivement à mieux utiliser ces médicaments et à corriger le pragmatisme ambiant.

Ensuite, parce qu'on assiste, en partie à cause d'une utilisation *largu manu* de ces substances, à l'apparition d'inquiétants phénomènes d'« antibiorésistance ». Tout comme les insectes parviennent à s'adapter à l'emploi répété d'insecticides, les bactéries ont appris à résister à l'utilisation des substances destinées à les détruire. On observe ainsi une version microscopique de la course aux armements.

Comment les choses se passent-elles ? Une souche de bactéries peut, naturellement, résister à telle ou telle famille d'antibiotiques ; cela signifie, le plus souvent, que le micro-organisme est capable de synthétiser une substance (une enzyme) qui neutralise l'action du médicament. Il arrive aussi — et c'est l'aspect le plus inquiétant de la question — que la résistance soit acquise. Celle-ci est, en général, la conséquence d'un transfert de matériel génétique : un « minichromosome » (ou plasmide) est échangé entre une bactérie

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page IV.)

(1) Quarante années d'utilisation des antibiotiques, l'éveil d'une conscience collective. Symposium international de Toulouse.

(2) « Penicillin. Setting the Record Straight », de Ronald Hare. *The New Scientist* (15 février 1979).



# Antibiotiques

## Maîtriser le succès

Le temps de la surveillance.

(Suite de la page III.)

résistante et une autre qui, du coup, le devient. Il s'agit là d'un vrai transfert d'informations, un transfert rapide, très répandu, imprévisible et quasi contagieux.

C'est lui qui confère à la lutte antibactérienne des allures de course-poursuite et d'équilibre de la terreur.

La situation est-elle grave ? Elle est sans doute très différente en dehors de l'hôpital et dans les services hospitaliers où règne une concentration importante de germes, ce qui augmente la fréquence du phénomène de résistance aux antibiotiques. En France, grâce à une initiative conjointe de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs et de la Fédération des syndicats pharmaceutiques, une campagne vient d'être lancée. Son slogan : « Les antibiotiques, une force de frappe à ne pas gaspiller ». Cette campagne s'adresse de nature à s'opposer à la floraison quotidienne des messages publicitaires qui, dans la presse médicale spécialisée, vantent l'efficacité « tout terrain » de ces produits ?

A l'échelon international, les spécialistes expriment une vive inquiétude. C'est ainsi que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de lancer un véritable cri d'alarme (3).

La première conséquence clinique sérieuse de l'antibiorésistance a été la large dissémination dans les hôpitaux, au cours des années 50, de souches de *Staphylococcus aureus* qui étaient résistantes à la pénicilline, écrit l'OMS. Dès le début des années 50, ces staphylocoques, qu'on a appelés, « multirésistants » aux antibiotiques, se sont installés à l'état endémique dans de nombreux hôpitaux du monde. Récemment, la situation s'est aggravée. Des données de surveillance présentées à l'Organisation mondiale de la santé indiquent que des conséquences graves de l'antibiorésistance ne se rencontrent plus seulement dans les hôpitaux mais sont observées dans la population en général. La prévalence de l'antibiorésistance est même plus grande dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. La résistance à des antibiotiques faciles à se procurer, tels que ampicilline, tétracycline, chloramphénicol et sulfamides, a fait son apparition. Les malades des pays en développement sont confrontés à la situation suivante : ils ne peuvent se procurer que les antibiotiques les moins chers, et ces agents deviennent progressivement moins efficaces. Il est en outre évident que l'importation de « nouveaux » antibiotiques coûteux produits dans les pays développés, même si elle était économiquement possible, n'entraînerait qu'une amélioration temporaire de la situation.

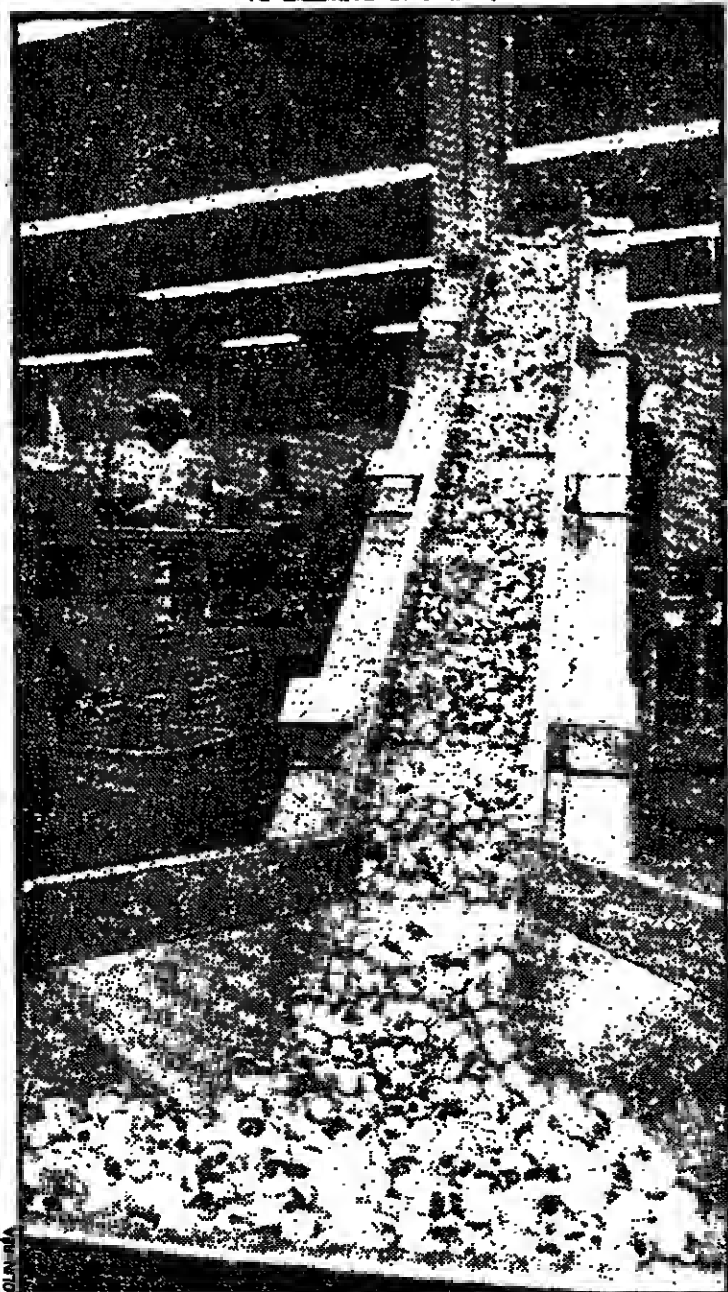
Stigmatisant l'emploi souvent irrationnel de ces médicaments, leur utilisation chez les animaux et leur vente libre au grand public, l'Organisation mondiale de la santé estime que : « si des mesures ne sont pas prises pour contrôler l'utilisation irrationnelle des antibiotiques qui conduit à la résistance, l'un des moyens les plus efficaces que l'humanité ait conçus pour la protection et la restauration de la santé pourrait bien être compromis ».

JEAN-YVES NAU.

(3) OMS Information, octobre 1984, n° 89.



Sir Alexander Fleming, prix Nobel de médecine, à qui l'on doit la découverte, le 3 novembre 1928, au St Mary's hospital de Londres, des vertus d'une moisissure qui avait stoppé le développement de bactéries : la pénicilline. Commercialisée sous un millier de marques, les antibiotiques représentent un marché mondial de 73 milliards de francs.



## Cent principes actifs

Dans le sillage de la pénicilline.

L'ÈRE des antibiotiques commence avec la première guerre mondiale et les travaux de Chain et Florey qui, en reprenant à Oxford les observations de Fleming, mettent au point la production et la purification des antibiotiques.

Quelle que soit la définitio, large ou étroite, qu'on donne à ces produits, il faut savoir que les pharmacopées mondiales comportent plus d'un millier de noms commerciaux. On connaît en théorie deux mille cinq cents principes actifs, mais seuls une centaine d'entre eux sont utilisés en pratique courante.

Un antibiotique se définit aujourd'hui par :

- sa nature chimique (sucres, protéides, lipides) ;
- son mécanisme d'action (sur la paroi de la bactérie, sa membrane, son ADN, etc.) ;
- son spectre d'action (champ d'activité) ;
- ses modalités d'action (selon qu'il stoppe la croissance bactérienne - bactériostatique - ou qu'il tue les bactéries - bactéricide).

On classe ces médicaments en différents groupes, compte tenu de leur mode d'action sur les bactéries et de leurs effets privilégiés. C'est ainsi qu'on distingue notamment :

• Les *bêta-lactamines* (pénicillines ou céphalosporines). Bien que le plus ancien, il s'agit du groupe qui demeure le plus fréquemment prescrit. Les principales indications concernent les infections ORL, celles des poumons et des bronches,

utilisées dans les angines bactériennes, les pneumonies, les infections ORL, certaines maladies sexuellement transmissibles, certaines méningites et la fièvre typhoïde.

Le principal risque couru avec ces produits demeure l'allergie (immédiate ou tardive). Il s'agit le plus souvent d'un urticaire accompagné ou non d'œdème, qui impose dans tous les cas une réponse médicale d'urgence. L'allergie à la pénicilline doit être rappelée lors de toute prescription médicale et a fortiori lors de toute hospitalisation.

• Les *tétracyclines*. Antibiotiques à spectre très étendu, les tétracyclines sont aussi des produits qui font l'objet d'une résistance acquise inquiétante. On les utilise dans des infections bien spécifiques et parfois en cas d'allergie aux pénicillines.

• Les *antituberculeux*. On utilise actuellement trois produits qui, associés, permettent le traitement et la guérison des malades.

• Les *aminosides*. Le premier représentant de cette famille, la streptomycine, a été isolé par Waksman en 1944. Les indications de ces produits sont divers et leur toxicité impose de strictes règles de surveillance.

Une enquête réalisée en milieu hospitalier durant l'année 1984 montre que huit antibiotiques seulement sont utilisés de manière courante, la pénicilline G demeurant de loin la plus utilisée. « Une analyse plus poussée a permis de faire

apparaître, à partir de deux cent cinquante-huit dossiers de patients, que l'antibiothérapie prescrite de façon empirique s'avère justifiée dans 95,3 % des cas : 63,3 % des fois, le traitement était d'emblée approprié, et 32 % des fois probablement approprié, soit qu'il reste en attente des résultats bactériologiques ou que ceux-ci n'aient pas été réclamés.

• Il s'est révélé insuffisant dans cinq cas, voire inapproprié (aux germes, au siège de l'infection ou au terrain) dans onze cas (soit 4,5 %) (1).

Une autre enquête, auprès des médecins généralistes de la région Midi-Pyrénées (44 150 ordonnances), montre que dans 15,3 % des cas il y a prescription d'antibiotiques. L'étude des choix des antibiotiques (sur cent cinq spécialités différentes) montre que 25 % des prescriptions ne concernent que deux spécialités et que sept médicaments suffisent à un généraliste sur deux. L'administration se fait le plus souvent par voie orale, loin devant la voie intramusculaire. En 1983, des antibiotiques ont été prescrits 39 millions de fois (10 % de toutes les prescriptions) pour un montant de 2 milliards de francs.

J.-Y. N.

(1) Gazette médicale, 1984, 91, n° 38.

• Pour des renseignements complémentaires concernant les pharmacologies des antibiotiques, on peut toujours se reporter à *Pharmacologie clinique. Bases de la thérapeutique, ouvrage en deux volumes publiés par L.-P. Glavet, G. Mathé et G. Méryel* (Éditions scientifiques françaises).

## La consommation mondiale

DE tous les médicaments, les antibiotiques sont aujourd'hui ceux dont l'usage est le plus répandu dans le monde. Et de très loin. En valeur, leur marché est évalué à 7,8 milliards de dollars (73 milliards de F.), ou à 10 milliards de dollars (95 milliards de F.), si l'on compte les produits vétérinaires, ce qui représente, suivant les estimations, de 12 % à 14 % de la consommation globale de médicaments. C'est un pourcentage considérable puisque le deuxième secteur thérapeutique par importance est occupé par les antirhumatismaux, qui ne comptent, eux, que pour 4,5 % dans la consommation pharmaceutique.

Mais le marché des antibiotiques ne se mesure pas seulement en dollars. A l'échelon de la planète, son poids s'élève à 24 000 tonnes, dont 40 % sont réservées à l'animal. Vertigineuse après la seconde guerre mondiale, la croissance de ce marché s'est ralentie. Elle se poursuit néanmoins à bonne allure. Depuis 1977, elle est, sur une base annuelle, de 3 % à 4 % en volume et de 4 % à 6 % en valeur.

Les excès de l'industrialisation favoriseraient-ils les agressions infectieuses ? Les praticiens ont-ils la main un peu lourde ? Dans les pays développés, en tout cas, les besoins en antibiotiques sont considérables. Les huit dixièmes de la consommation sont concentrés sur les États-Unis, l'Europe et le Japon. Mais de tous les pays, le Japon est le plus gourmand (à lui

seul 33 % de la consommation mondiale). Cette fringale coûte près de 18 milliards de francs au pays du Soleil-Levant (soit 160 F par habitant). C'est un record qui n'est pas prêt d'être battu. Aux États-Unis, numéro deux au classement (27 % de la consommation mondiale), le coût par habitant est chiffré à 68 F seulement. Viennent ensuite l'Italie (44 F), la RFA (42 F), la France (34 F) et la Grande-Bretagne (28 F). Signe révélateur de la détresse des pays en voie de développement : en Inde, par exemple, les dépenses d'antibiotiques atteignent seulement 2 F. Quant au marché français des antibiotiques, cinquième en importance dans le monde, son chiffre d'affaires (achats faits par les ménages) est de l'ordre de 1,9 à 2 milliards de francs (8 % de la consommation nationale de médicaments). S'y ajoutent 400 millions de francs pour la médecine animale.

Cette vision chiffrée du marché doit être appréhendée avec précaution. Elle recouvre des situations très différentes : il n'y a pas un, mais plusieurs marchés. Il existe en effet une assez grande variété de produits dont l'emploi est fonction des germes traités et de l'état des malades soignés. En tête arrivent les céphalosporines, produits à très large spectre thérapeutique. Ils comptent pour un bon tiers dans la consommation d'antibiotiques. Cinq des dix plus grands médicaments du monde (tous produits confondus) sont des

céphalosporines. Ce marché est très dynamique. Il a doublé entre 1977 et 1983, mais il est surtout concentré aux États-Unis et au Japon. Suivent ensuite les pénicillines à spectre thérapeutique large et moyen (20 % du marché des antibiotiques). Elles comprennent les ampicillines, principalement employées dans les pays en voie de développement, et les amoxycillines, surtout prescrites dans les pays industrialisés. Le marché des pénicillines est relativement stable.

Les macrolides arrivent à la troisième place (10 % de la consommation). Tous les producteurs d'antibiotiques, ou presque, sont installés aux États-Unis, en Europe et au Japon.

On peut nommer dans le désordre parmi les plus prestigieux : Rhône-Poulenc (ce groupe français est le premier « fermentateur » de France et fabrique notamment des intermédiaires de la streptomycine pour le compte de clients) ; Roussel-Uclaf (spécialisé dans les céphalosporines) ; le géant allemand Hoechst ; Beechem (G-B), Abbott (E-U) ; Pfizer (E-U) ; Eli Lilly (E-U) ; Shionogi (Japon). Il faut savoir que les antibiotiques appartiennent à la classe des produits dits antimicrobiens, dans laquelle ils comptent pour 87 %, mais qui comporte aussi les vaccins, les sérum, les entérocoques et les médicaments antiparasitaires.

ANDRÉ DESSOT.

(Publicité)  
**Librairie Alain Brieux**  
48, rue Jacob  
75006 PARIS  
260-21-98

Achat au meilleur cours  
livres et instruments anciens  
relatifs aux sciences et à la médecine

**Gérard LOISEAUX**  
« La littérature de la Défense  
et de la Collaboration »  
PUBLICATIONS DE LA SORBONNE  
14, rue Cujas 75221 PARIS CEDEX 05  
En vente sur place et en librairie

**LIVRES ANCIENS**  
CATALOGUE XVI<sup>e</sup> SIÈCLE  
SUR DEMANDE  
**Librairie E. DAVAL**  
13, rue Vauvray, 69002 LYON  
TEL. (7) 837-41-42

quatre coins  
de France



## cipes actifs

par la pénicilline.

En la région de la pénicilline, les antibiotiques sont prescrits de façon excessive. Les cas de résistance sont nombreux. Les antibiotiques sont prescrits de façon excessive. Les cas de résistance sont nombreux.

On les utilise dans les cas de résistance. Les cas de résistance sont nombreux. Les antibiotiques sont prescrits de façon excessive.

On les utilise dans les cas de résistance. Les cas de résistance sont nombreux. Les antibiotiques sont prescrits de façon excessive.

On les utilise dans les cas de résistance. Les cas de résistance sont nombreux. Les antibiotiques sont prescrits de façon excessive.

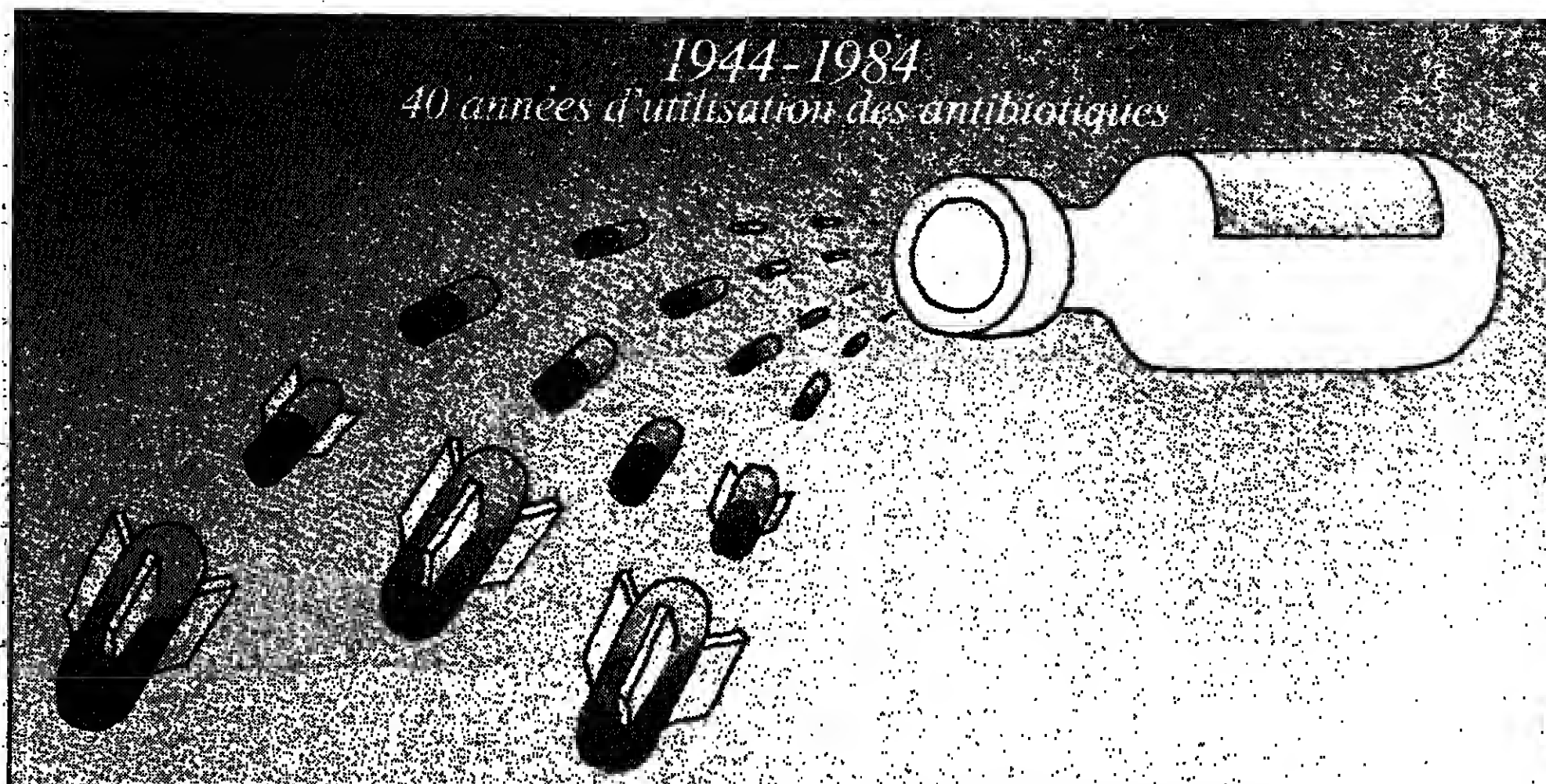
apparaître, à partir de cent cinquante-huit patients, que l'antibiotique prescrit de façon excessive. Les cas de résistance sont nombreux.

Une autre étude, dans la région de la pénicilline, a ordonné aux médecins de prescrire des antibiotiques de façon excessive. Les cas de résistance sont nombreux.

On les utilise dans les cas de résistance. Les cas de résistance sont nombreux. Les antibiotiques sont prescrits de façon excessive.

## L'épidémie de Minneapolis

Les dangers de l'élevage d'animaux aux antibiotiques.



« Les antibiotiques: une force de frappe à ne pas gaspiller », thème de la campagne d'affichage organisée par la Fédération nationale des coopératives de consommateurs et celle des Syndicats pharmaceutiques de France.

## mation mondiale

Le 10 janvier 1983, une épidémie de salmonelle a été déclarée dans la région de la pénicilline. Les cas de résistance sont nombreux. Les antibiotiques sont prescrits de façon excessive.

On les utilise dans les cas de résistance. Les cas de résistance sont nombreux. Les antibiotiques sont prescrits de façon excessive.

On les utilise dans les cas de résistance. Les cas de résistance sont nombreux. Les antibiotiques sont prescrits de façon excessive.

POUR la première fois, une équipe d'épidémiologistes américains estime avoir démontré le danger que pourrait constituer pour l'homme l'utilisation systématique d'antibiotiques dans l'élevage d'animaux de boucherie.

L'histoire est exemplaire. Elle commence dans les premières semaines de 1983, dans l'Etat du Minnesota. Les microbiologistes du département de la santé remarquent qu'ils isolent de plus en plus fréquemment une bactérie de type salmonelle, un micro-organisme responsable chez l'homme de divers troubles infectieux depuis des décennies jusqu'à la fièvre typhoïde. Chose curieuse, les spécialistes de Minneapolis retrouvent cette bactérie - *Salmonella enteritidis* de type newport - chez des malades qui, pour diverses raisons (non digestives), viennent de prendre des antibiotiques.

Ainsi, entre le 18 janvier et le 8 février, dix malades sont identifiés porteurs de souches de salmonelles résistantes. Il s'agit de sujets âgés de huit à quarante-trois ans. Sur les dix, sept ont consommé de l'amoxicilline ou de la pénicilline dans la semaine précédant l'apparition des symptômes de la salmonellose. Deux autres ont pris des antibiotiques en dehors de toute prescription médicale.

Dans tous les cas, cette consommation a pour objet de traiter différentes infections (bronchite, otite, angine, etc.).

On fait alors une comparaison avec l'année précédente. Elle révèle qu'en 1982 aucun des malades victimes de salmonellose n'avait pris d'antibiotiques dans les quatre semaines précédant l'apparition de la maladie. Il y a là une situation pour le moins curieuse, un vrai mystère de nature épidémiologique qu'il convient d'éclaircir au plus vite. Les spécialistes américains lancent alors leurs filets sur les Etats voisins afin de savoir si des cas équivalents ont été répertoriés. On en retrouve quatre dans le sud du Dakota; tous ont pris de la pénicilline dans les jours précédant les premiers symptômes de la maladie. Quatre cas supplémentaires viendront ensuite s'ajouter à la liste, dont un dans l'Etat de l'Iowa. A chaque fois, on établit la liste des aliments consommés dans les jours précédents qui, connus pour héberger parfois des salmonelles, pourraient, contaminés, expliquer les salmonelloses observées. Un élément est alors constamment retrouvé par les enquêteurs: la consommation de viande de bœuf présentée sous la forme traditionnelle aux Etats-Unis - de hamburgers.

L'enquête démontre alors que tous les lots de viande a priori suspects proviennent d'un même troupeau élevé dans le sud du Dakota (voir schéma). On découvre aussi, fait troublant, que les animaux ont reçu tout au long de l'année 1982 des antibiotiques (tétracyclines à la dose de

100 g par tonne de viande) ajoutés à leur alimentation pour aider leur croissance et prévenir les infections.

En d'autres termes, les épidémiologistes américains ont, pour la première fois, établi une relation directe entre l'administration d'antibiotiques à des animaux et l'apparition d'une pathologie humaine due à des souches de bactéries résistantes. La viande contaminée étant consommée - entre autres - par des patients sous antibiotiques, la souche résistante bénéficiait dès lors d'un « avantage sélectif » au sein de la flore intestinale. Elle pouvait se développer à grande vitesse, ce qui explique l'apparition des salmonelloses.

Combien de personnes cette épidémie aura-t-elle touchées? Les auteurs américains ne peuvent conclure. Leur enquête a néanmoins permis d'établir que près de 20 tonnes de viande « à risque » ont été distribuées dans la région de Minneapolis. Deux cas méritent d'être détaillés. Ceux des patients étiquetés numéro 1 et numéro 3. Tous deux étaient hospitalisés et devaient subir un examen du tube digestif au moyen d'un appareil muni d'un système optique. Or cet appareil, insuffisamment désinfecté, a été à l'origine de la contamination du patient numéro 3. Infecté par la souche résistante, traité par antibiotiques, il devait mourir de septicémie vingt jours plus tard.

D'autre part, les bases moléculaires de la résistance de la souche de salmonelles aux antibiotiques ont été établies par les chercheurs américains, qui concluent à la nécessité d'une utilisation plus prudente des antibiotiques, que ce soit chez l'homme ou chez l'animal.

Cette enquête a été publiée en septembre dans l'une des plus prestigieuses revues médicales du monde (1). Outre-Atlantique, elle a relancé le débat sur l'utilisation des antibiotiques dans l'élevage animal. « Depuis plus de trente ans aux Etats-Unis, rappelle le docteur Stewart B. Levy (Tufts University Boston), des antibiotiques à large spectre

sont administrés aux animaux à des doses légèrement inférieures aux doses thérapeutiques, et cela afin d'augmenter leur croissance. » Cette pratique - aux fondements toujours discutés - a bouleversé les habitudes des éleveurs. Elle constitue aussi une source importante de profits pour certaines compagnies pharmaceutiques. Selon le docteur Levy, l'enquête de Minneapolis apporte pour la première fois la démonstration claire d'une association entre cette pratique et une pathologie humaine. « Chaque animal ou chaque personne qui prend un antibiotique augmente les risques d'antibiorésistance des bactéries, explique-t-il. Depuis qu'il y a deux à trois fois plus de bétail que d'êtres humains aux Etats-Unis, le nombre des animaux prenant des antibiotiques, y compris les volailles et les porcs, est beaucoup plus grand que celui des malades. » D'où, selon lui, le rôle majeur joué par l'élevage animal dans les phénomènes de résistance. « Le temps est venu d'arrêter de jouer avec les antibiotiques », conclut-il.

Une opinion pleine de bon sens, dira-t-on. « Faux », répond en substance l'hebdomadaire britannique *Nature*, qui estime que les résultats de l'enquête américaine ne permettent pas de conclure. « Toute cette histoire, peut-on lire dans *Nature*, démontre plus l'importance qu'il y a à respecter les règles d'hygiène dans le conditionnement de la viande et la cuisson des hamburgers que celle de l'interdiction des antibiotiques dans l'alimentation des animaux d'élevage. » Quoi qu'il en soit, l'affaire n'a pas fini de faire du bruit. Alors que l'Europe de l'Ouest a, en théorie du moins, interdit l'utilisation des antibiotiques à des fins d'élevage, les autorités sanitaires américaines estiment depuis 1977 que des données complémentaires sont nécessaires pour adopter officiellement la même attitude.

Le travail publié dans le *New England Journal of Medicine* est-il de nature à modifier la situation? Selon des sources officielles citées par l'hebdomadaire *Science*,

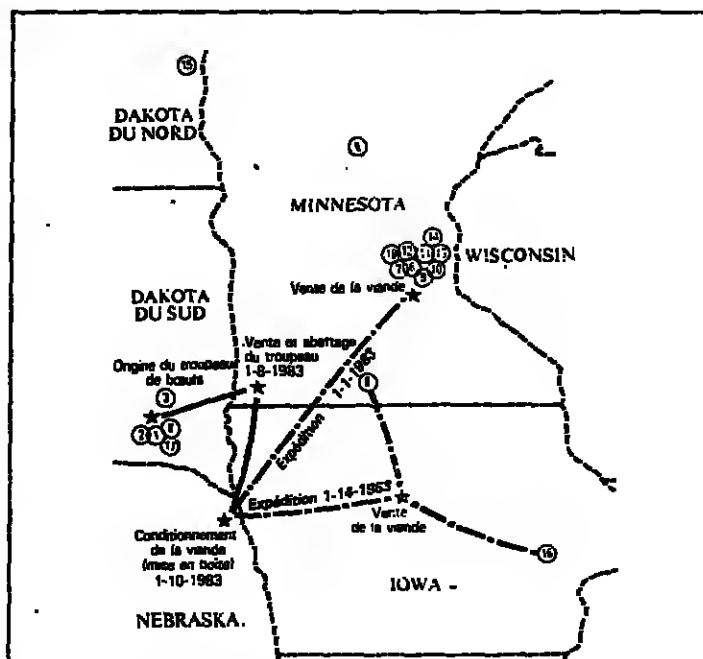
les ventes d'antibiotiques destinées à l'alimentation du bétail constituent aux Etats-Unis un marché de 270 millions de dollars. « La manière dont les antibiotiques pourraient augmenter la croissance des animaux fait l'objet d'un débat passionné dans les milieux scientifiques, écrit *Science*. Quoi qu'il en soit, une majorité de spécialistes sont d'accord pour dire que leur utilisation - principalement des pénicillines et des tétracyclines - a déjà diminué leur valeur dans les maladies humaines. Les antibiotiques dans la nourriture animale détruisent les bactéries les plus vulnérables et sélectionnent les plus pathogènes. Quand ces dernières se retrouvent présentes dans des aliments comme la viande, les œufs ou le lait cru, l'efficacité des antibiotiques chez les malades peut s'en trouver

diminuée et la maladie prolongée. »

Aux Etats-Unis, les efforts pour tenter de promouvoir une législation contraignante dans ce domaine se sont jusqu'à présent toujours heurtés aux puissants intérêts des fermiers et des compagnies pharmaceutiques concernées (Cyanamid, Pfizer, Eli-Lilly, Hoechst, Upjohn). Le Congrès américain devrait examiner à nouveau cette question au printemps prochain. Inquiète de la situation à l'échelon international, l'Organisation mondiale de la santé vient, quant à elle, de recommander l'interdiction de l'emploi chez l'animal des antibiotiques ayant un intérêt thérapeutique pour l'homme.

J.-Y. N.

(1) *New England Journal of Medicine*, numéro daté du 6 septembre 1982. Le groupe d'épidémiologistes était dirigé par le docteur Scott D. Holmberg.



La carte ci-dessus tirée du « *New England Journal of Medicine* » (numéro daté du 6 septembre 1982) résume les principaux éléments de l'enquête épidémiologique menée par les chercheurs du Center for Disease Control d'Atlanta. Les chiffres entourés d'un cercle schématisent les malades. Le troupeau, composé de cent cinquante bêtes, avait été élevé dans le sud du Dakota. Seules cinquante-neuf carcasses avaient été expédiées et conditionnées dans le Nebraska, les quarante-six autres restant sur le lieu de vente (Minnesota) et consommées sur place. Les lignes brisées reproduisent les circuits supposés des convoyages de la viande qui correspondent aux cas recensés de salmonelloses humaines.

## Aux quatre coins de France

## Vacances et loisirs

**COTE D'AZUR - 06500 MENTON**  
Etablissement CÉLINE-ROSE \*\*101 57, avenue de St-Jacques  
Tél. (06) 28-28-30. Chambres tout confort  
cuisine et salle à manger, café, bar, terrasse, jardin.  
Piscine chauffée, accès à la mer. 100 F à 150 F l'été.

**PLAGE MIDI Parc loisirs.**  
Choix de locations. Déjeuner, tarif forfait.  
BOSSET, 34 SÉRIENAN (07) 32-26-17.

## Vins et alcools

**MERCUREY A.O.C.** Vente directe  
12 boulevard 1981 - 288 F TTC franco dom.  
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (03) 47-13-94  
Louis Modrin, viticulteur, 71680 Mercurey.

**VINS FINS D'ALSACE médailles**  
CHARLES SCHLERET propriétaire-viticulteur à 68230 TURCKHEIM

هكذا من الأصل



# L'architecture et son enseignement sont périodiquement soumis au jeu de la réforme. La dernière

## Du métier

TOUT ce qui touche à la profession d'architecte, paraît, en France, être conçu, projeté, édifié, en dépit du bon sens, et de préférence sans dessus dessous. Ce n'est pas nouveau. On aurait pu solliciter les avis des posthumes de Viollet-le-Duc, Quatremaire de Quincy ou ceux de nombreux politiques qui se sont, au fil des sessions parlementaires, attachés à réformer cet art... Tous, aux divergences de solution près, auraient été d'accord avec nous, et ce ne sont pas les quinze ou vingt dernières années qui nous contrediraient. Mieux, c'est-à-dire pire : toutes les composantes de la profession se trouvent aujourd'hui considérablement dégradées : le marché, le métier, l'enseignement, donc son image publique, son statut social, sa production.

Le marché paraît être en mesure de se redresser, à l'aune des promesses ou des présages formulés depuis les années 70 par les gouvernements de droite, puis de gauche. On fait maintenant de la construction un bon élément de lutte contre le chômage. Inutile de dire que les architectes comptent bien moins comme moteurs, de cette lutte qu'ils se sentant compter au revanche dans les chiffres du chômage. Mais la conjoncture, si défavorable soit-elle, peut-elle être tenue pour seule responsable du peu de cas fait de ces professionnels ?

Le métier, pour nous c'est une image. Pour les architectes il se traduit par un statut. L'Etat prétend actuellement s'attacher à le réformer. Vaste projet, car il conviendrait, sauf hypocrisie, de redéfinir les limites du métier : qu'appelle-t-on architecte, qu'appelle-t-on ingénieur ? Dans quels cas, et surtout pourquoi, un architecte est-il toujours nécessaire à la construction d'un bâtiment ? Est-ce sûr, de surcroît, si la loi nous fait obligation d'avoir recours à lui, qu'il sera utile à proportion de ses honoraires, et qu'il sera aussi efficace que ses confrères étrangers ? Sans parler même de la fonction de l'ordre auquel, à l'instar des médecins ou des avocats, les architectes sont contraints de cotiser... « Questions scandaleuses ! », nous diront, c'est normal, quelques uns de nos diplômés. Pourquoi alors, si nos architectes sont si compétents, en réformer l'enseignement ?

Car on a réformé une fois de plus ce malheureux enseignement. Notre premier étonnement est qu'on ait pu, une fois de plus, le réformer sans avoir de solution simplement convenable pour la profession elle-même, puisque cette réforme-là est encore en gestation. Le second provient de la lecture des éléments de cette réforme au regard de ce qu'on croyait savoir de la réalité française. Il fallait réviser l'architecture proprement dite, favoriser la cohésion du projet. On a préféré penser qu'il fallait la faire éclater en une multitude de disciplines dont l'addition donnerait difficilement une architecture glorieuse. On ne parvenait pas à faire un bon architecte en six, sept, voire huit ans ? On y parviendra en cinq ans. Avec les mêmes enseignants, avec les mêmes élèves.

Il fallait créer un cadre juridique souple à l'intérieur duquel les qualités des écoles puissent se faire concurrence. Le nouveau régime doit en fait rassurer sur sa tolérance les trop fortes personnalités qui, sauf à tirer sur ce cadre, ne pourraient continuer d'enseigner.

Beaucoup, chez les architectes, voyaient dans une large fonctionnarisation une réponse à leurs problèmes de libéraux. La fonctionnarisation semble à dire vrai intervenir bien tôt : au moment de la formation des esprits.

C'est tout au moins un premier avis. Nous ouvrons le débat en même temps que ce dossier sur cette réforme qui semble déjà en appeler une autre.

FREDERIC EDELMANN.

## Cinq ans d'apprentissage

Sociologie urbaine, informatique, comptabilité... dessin. Mais aussi des stages pratiques.

À la lecture des décrets parus en 1984 au Journal officiel et des notes les accompagnant, on peut se demander si la nouvelle réforme de l'enseignement n'aurait pas pour ambition de créer un type d'architecte en réponse aux besoins immédiats de la profession. Le rapport d'objectifs du directeur de l'architecture au premier ministre (21 novembre 1983) précise : « La nature des études d'architecture détermine, à travers la compétence professionnelle et la capacité de s'insérer dans l'économie nationale, l'avenir même de la profession. » Il s'agit d'ouvrir l'enseignement de l'architecture à des disciplines jusque-là négligées, comme la gestion, la maîtrise d'ouvrage, le suivi des chantiers, le droit du métier. L'enseignement donné serait plus strictement professionnel. Les stages deviennent dès lors essentiels et obligatoires en cycle de diplôme. « L'accent est mis dans le cycle DPLG à dominante professionnelle sur l'importance des stages : chaque étudiant devra ou cours de sa scolarité en avoir accompli au moins un ».

Aux yeux de l'administration, désordre et anarchie prévalent au travers du système actuel d'UPA indépendantes. Les responsables de l'architecture au ministère de l'urbanisme et du logement, ne voulant plus d'une atomisation excessive de l'enseignement, décident de déseclaver les études d'architecture. Il convient cependant de distinguer au moins deux versions successives du projet de réforme depuis mai 1981. Une première version prévoyait sept années d'étude dont cinq pour l'obtention du diplôme (DPLG), soit une de moins qu'aujourd'hui. D'abord un premier cycle de deux années terminé par l'obtention d'un diplôme équivalent au DEUG

cycle, « équivalent » dès lors à un DEA ou à un DESS universitaire. Le premier cycle, appelé « cycle d'orientation », est sanctionné par un diplôme d'études fondamentales en architecture (DEFA) qui n'a plus la valeur d'un DEUG. Le Journal officiel (décret du 9 avril 1984 relatif aux enseignements organisés dans les écoles d'architecture) annonce (article 3) :

« Les enseignements organisés dans les écoles d'architecture en vue de l'obtention d'un diplôme d'architecte DPLG se répartissent en deux cycles :  
1) Un cycle d'orientation et de formation de base d'une durée normale de deux ans, sanctionné par un diplôme national de l'enseignement supérieur, le diplôme d'études fondamentales en architecture (DEFA).  
2) Un cycle d'une durée normale de trois ans conduisant au diplôme d'architecte diplômé du gouvernement (DPLG). »

Le DEFA « doit permettre la poursuite des études dans le second cycle d'autres établissements supérieurs » avec la réserve suivante qui aura sans doute des conséquences sur la valeur réelle du DEFA : « Dans ce dernier cas, les conditions et modalités de poursuite des études sont fixées par ces établissements. » Rien en effet n'indique un changement du système des équivalences entre la faculté et les UPA. Si certaines universités permettent aux étudiants ayant validé deux années d'architecture de poursuivre un second cycle en urbanisme, ou en sociologie, d'autres demandent à l'élève de repasser les examens. La faculté de Tolbiac ne donne que cinq UV d'histoire de l'art (archéologie) à un étudiant ayant achevé sa deuxième année

restant celui du regroupement des enseignements à l'intérieur de ces certificats : une grande partie des enseignements sont obligatoires pour toutes les écoles, d'autres peuvent être optionnels et particuliers aux professeurs « sous réserve de ne pas porter atteinte à la cohérence du certificat » (article 4, arrêté du 16 mai 1984). L'article 2 du même arrêté ajoute : « Les certificats regroupent, de façon cohérente, des enseignements et des activités pédagogiques autour d'un thème ou d'un objectif de formation commun. »

Le premier cycle comprend 1 200 heures d'enseignements obligatoires divisées en huit certificats. Le cycle d'orientation, ainsi nommé parce qu'une sélection est opérée après la seconde année, reste une période largement pluridisciplinaire. Trois rubriques seulement sur les dix-sept que comporte cet enseignement concernent l'architecture à proprement parler (les outils architecturaux, 150 heures ; théories et doctrines architecturales, 50 heures ; initiation au projet, 140 heures). L'apprentissage du projet passe désormais au second plan d'un enseignement multidisciplinaire. Le dessin sous toutes ses formes (perspective...) occupe 305 heures, les sciences humaines (sociologie, 80 heures ; histoire de l'art, 50 heures ; histoire de l'architecture, 50 heures), les sciences exactes (mathématiques, 50 heures ; éléments d'une théorie de la construction et applications, 50 heures ; équilibre-résistance des matériaux et structures, 70 heures ; connaissance et maîtrise du milieu physique, 50 heures) constituent le reste des enseignements.

Le premier cycle n'étant pas spécifiquement architectural, il reste trois années d'architecture véritable dans lesquelles devraient entrer un programme



dent aux enseignements communs à l'ensemble des écoles. S'il est bien précisé que « l'élément central de la formation dans le cycle conduisant au diplôme d'architecte DPLG est constitué par l'apprentissage et la pratique du projet », on constate toutefois que l'architecture n'occupe que 36 % des enseignements (théories et doctrines architecturales, 40 heures ; le projet sous toutes ses formes : pédagogiques, 400 heures ; réhabilitation-rénovation du bâtiment existant, 65 heures). Les autres matières se répartissent grosso modo en trois groupes : l'étude de l'urbain (sociologie urbaine, 50 heures ; histoire de la ville, 40 heures ; économie urbaine, 50 heures), emploi 12,7 % du temps alors que le travail du futur architecte d'agence spécialisée concerne 40 % des enseignements. La priorité paraît ainsi donnée par la réforme à l'enseignement professionnel, spécialement dans le cycle de diplôme (informatique, réglementation, normes, gestion, comptabilité, budget, droit de la construction et de l'urbanisme...) au détriment peut-être de la conception (design en anglais). En bout de liste apparaissent 25 heures symboliques de langue vivante à répartir sur trois années.

L'étudiant pourra aussi bien prendre pour maître de diplôme un professeur d'architecture diplômé qu'un docteur ingénieur, un docteur d'Etat ou un agrégé de l'Université (article 5 décret du 14-6-1984).

Titres pour l'instant sans valeur pratique nettement définie, les certificats d'études approfondies en architecture (CEAA) ou « postdiplômes » font l'objet d'un équivalent de troisième cycle d'études. Le CEAA propose un ensemble de connaissances complémentaires nourries par la recherche et flanquées d'une problématique architecturale. Il s'agit d'enseignements spécifiques concernant des techniques particulières de l'architecture, mais, au dire du ministère, en aucun cas d'un enseignement global portant sur le projet et prolongeant le DPLG. Cela reviendrait à faire des CEAA de superdiplômes.

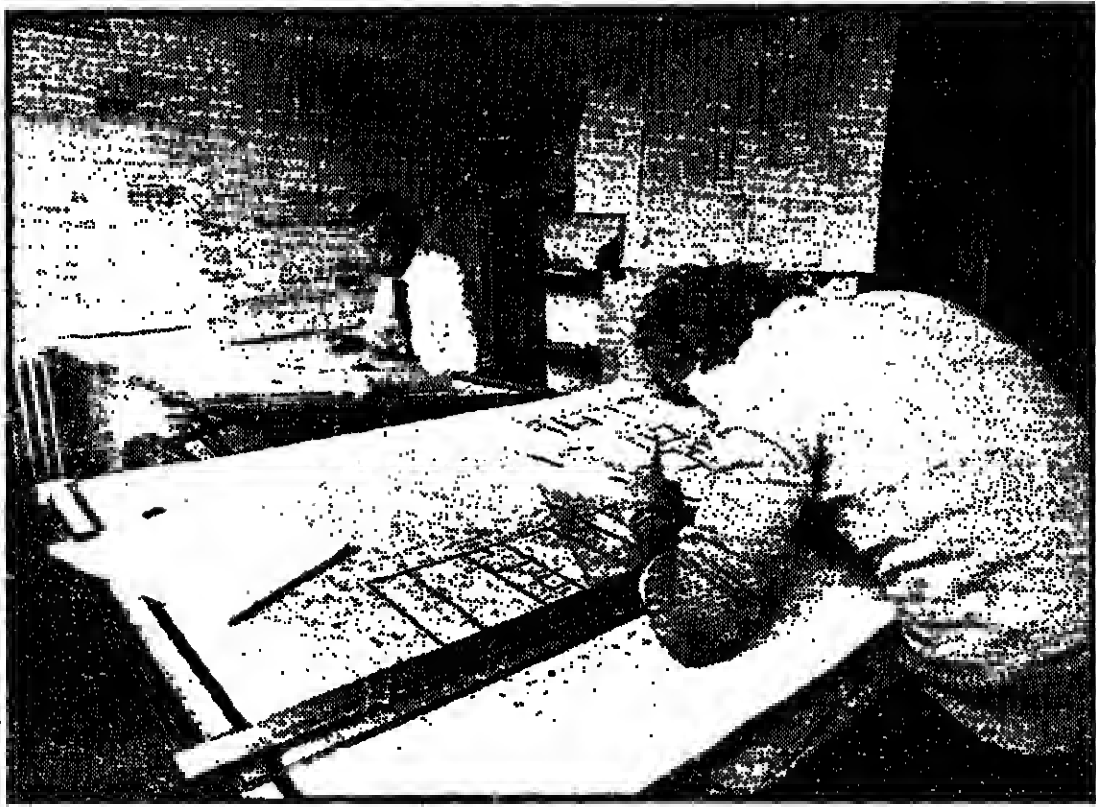
Le cycle de postdiplôme peut aussi bien être consacré à la formation permanente qu'à préparer à certains types de concours de l'Etat, ou encore à la recherche théorique. Les écoles d'architecture auront la possibilité de créer un CEAA en accord avec d'autres établissements de l'enseignement su-

périeur, une grande école... Le ministère voit dans ce cycle d'études la création d'un enseignement semblable au doctorat de l'Université que les étudiants en architecture recherchaient jusqu'alors dans les établissements étrangers prestigieux. Notons cependant que, en raison du coût élevé de ce type d'enseignement, les postdiplômes ne feront l'objet d'enseignements que dans quelques écoles et ne concerneront probablement pas plus de 5 % des diplômés en architecture. Outre cette forte sélection, il est prévu que les détenteurs d'un doctorat d'Etat ou d'une agrégation auront la possibilité de s'inscrire.

Rien sur le statut des enseignants n'a encore été officiellement décidé. Les textes à l'étude ne devraient pas être signés avant le premier trimestre de l'année 1985. Deux décrets sont cependant en préparation concernant, d'une part, le statut des futurs titulaires de l'enseignement de l'architecture, d'autre part l'organisation des emplois contractuels. Le recrutement des enseignants titulaires se fera sur titre et diplôme, avec concours à deux niveaux selon que les diplômés comportent ou non un doctorat. Ce type d'enseignant n'exerce aucune activité professionnelle extérieure et les projets de carrière sont parallèles à ceux de l'enseignement supérieur, (s'échelonnant de maîtres de conférence à professeur d'université).

À côté des titulaires, presque tous issus de l'Université, seraient recrutés des professionnels de l'architecture, sans obligation de titre ou de diplôme. Un contrat de cinq ans renouvelable une seule fois, et à titre exceptionnel, leur serait proposé. Certains postes de contractuels sont réservés aux enseignants étrangers. Paradoxalement, mais aussi contre la tradition, les postes de professeurs enseignant le projet deviennent les moins durables, alors que l'influence des universitaires s'accroît.

À long terme, la réforme élimine le dispositif des « cursus » ou des ateliers dominés par un maître architecte. Les enseignants aujourd'hui en poste dans les UPA auraient le choix entre une demande de titularisation et le statut de contractuels. Mis à part les enseignants disposant d'un diplôme équivalent au bac + 5 ans, ne peuvent prétendre à être titularisés que les enseignants ayant obtenu un contrat avant juin 1983 et ceux qui exercent le métier depuis plus de dix ans.



universitaire, puis un second cycle de deux années, aboutissant à l'équivalence d'une maîtrise, et un diplôme de troisième cycle, le DPLG, équivalent à un DEA ou à un DESS. Le quatrième cycle, de une ou deux années, serait réservé aux futurs enseignants et chercheurs souhaitant approfondir leurs connaissances théoriques ou pratiques.

Puis paraît au printemps une seconde version, cette fois définitive de la réforme. Le diplôme d'architecte ancienement objet d'un troisième cycle d'études devient diplôme de second cycle. Le « postdiplôme », autrefois quatrième

d'école alors qu'un DEUG en comporte vingt et que l'étudiant en a passé vingt-quatre pendant ses deux années à l'école.

C'est seulement au printemps 1984, alors que la loi-cadre est connue dans sa version définitive depuis plus d'un an, que les différents organismes de recherche ont précisé les libellés des enseignements. Le flou subsiste mais il est possible, à partir des arrêtés, décrets et circulaires internes du ministère, d'en dégager les orientations principales. Chaque année devra être solde par l'obtention de quatre certificats, tout le problème

dense, les stages et travaux personnels, en particulier la préparation d'un travail de fin d'études. En dehors des détenteurs du DEFA, les candidats titulaires d'un diplôme d'Etat de décorateur (ENS des arts décoratifs), d'un diplôme d'ingénieur français, d'un doctorat de troisième cycle, pourront s'inscrire un cycle. Les enseignements optionnels ne doivent pas porter atteinte à la cohérence du certificat (article 5 du décret du 16 avril 1984), comme cela était déjà le cas dans le cycle précédent. La durée horaire de l'ensemble des certificats est de 2 400 heures, dont 1 400 heures correspon-

Beau

Monsi



Le...  
D...  
L...

L...  
D...  
L...



Le jeu de la réforme. La dernière

sage

des vagues pratiques.

en date serait-elle la bonne ?

## Beaux-arts et belles techniques

Mieux armer la profession dans la bataille avec les bureaux d'études.

**L**a crise économique atteinte de plein fouet l'architecture. Plus spécialement l'exercice libéral, dont les marchés se réduisent au point qu'on peut voir des architectes diplômés venir en rangs de plus en plus serrés solliciter un chantier à l'Association française des étudiants en architecture. Imagine-t-on un cadre venir réclamer du travail au bureau des élèves de son école de formation ?

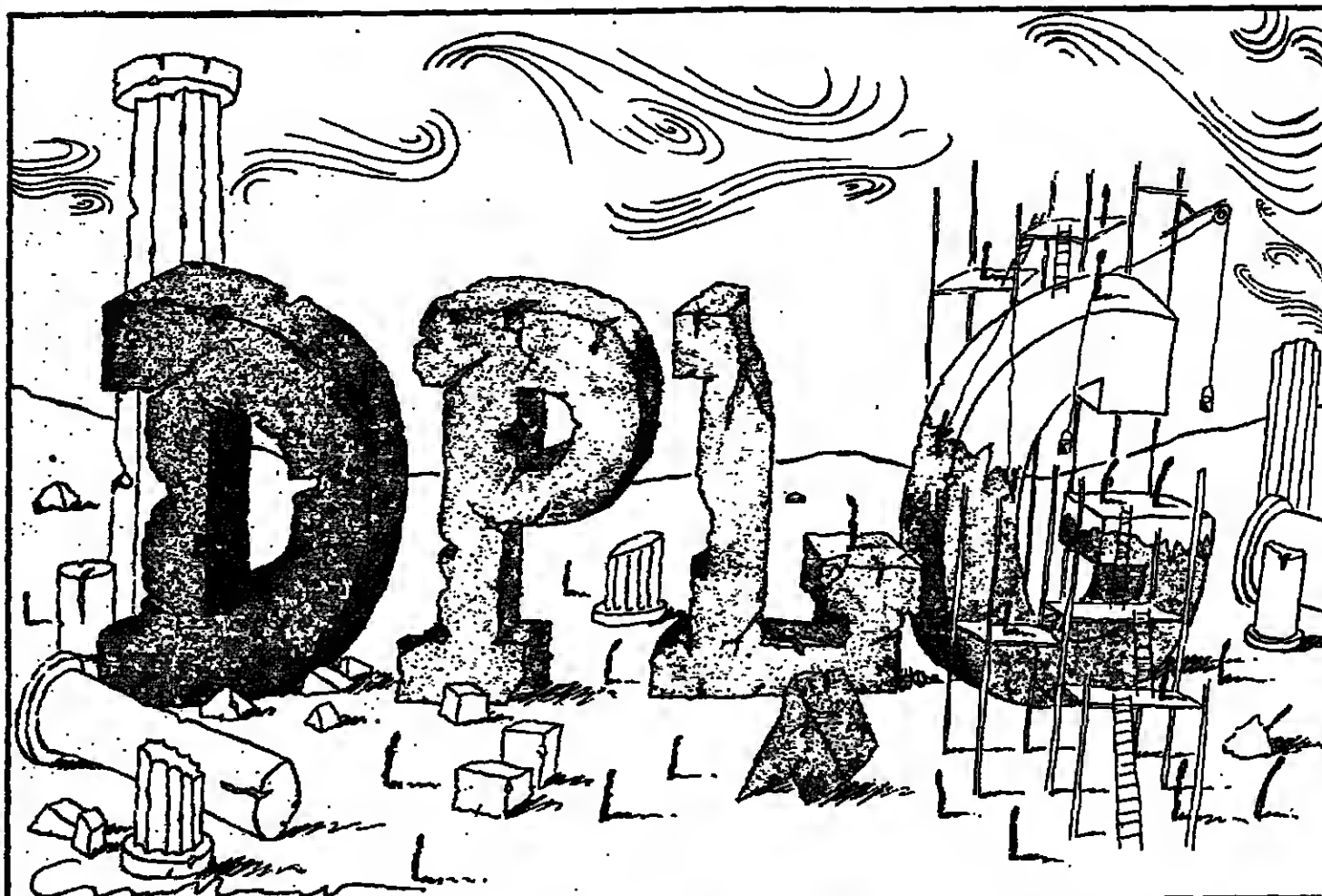
Une réforme protégeant les étudiants contre de tels accidents dans leur carrière future s'imposait. Prévue dans le programme socialiste avant l'élection présidentielle, la réforme se donnait pour objectif l'insertion professionnelle. L'institution d'un programme de base commun à toutes les écoles devait contribuer à promouvoir un diplôme à valeur nationale.

En bonne logique d'Etat, la réforme devait aligner dans un premier temps, le cursus des études d'architecture sur la scolarité universitaire. L'idée n'est pas si neuve, ni même socialiste. Jean-Pierre Martin, chargé en 1969 par le ministère des affaires culturelles, dont dépendait alors la direction de l'architecture, de superviser la réorganisation de l'enseignement après les troubles de l'année précédente, écrivait dans le numéro d'avril d'*Architecture d'aujourd'hui* : « Et pourquoi ne pas imaginer, dans le cadre du souci partagé par le plus grand nombre, une intégration progressive à l'Université, un enseignement véritablement supérieur ? »

Les hauts fonctionnaires qui ont pris en main les destinées de la réforme dès décembre 1981 pensaient qu'un enseignement à caractère technique offrirait aux étudiants de bons débouchés, dans les bureaux d'étude en particulier. C'est ainsi que les programmes définitivement établis ont été placés au premier plan l'apprentissage de l'ordinateur, le droit de la construction, l'urbanisme... Les anciennes unités pédagogiques, dé baptisées, sont nommées écoles d'architecture et d'urbanisme (EAU). La pédagogie passe au « second plan », et l'emploi du terme urbanisme traduit la vocation technicienne de l'institution réformée.

La nouvelle formation laisse sceptique sur son efficacité. Et l'hésitation ne disparaît pas quand on lit le détail des contenus des enseignements. La liste des certificats est en fait un long inventaire à la Prévert, parfois formulé suivant des théories d'urbanisme assez largement périmées. On note, parmi les disciplines, l'initiation au volume et à la couleur, qui semble faire intervenir le dessin, les mathématiques et l'architecture, mais dont l'intitulé ne préjuge d'aucun contenu. Les nouvelles écoles, confrontées à de semblables énigmes, déterminent elles-mêmes le contenu des certificats, en fonction des enseignements déjà existants, et placent entre parenthèses, comme à titre de simple rappel, l'intitulé officiel.

On ne peut donc pas vraiment dire que la réforme « stalinienne » la pédagogie, comme cela a été souvent reproché à André Chassel, ancien sous-directeur à l'enseignement et à



la recherche à la direction de l'architecture et promoteur de cette réforme. Mais à défaut de contenu, la liste composée de dizaines de certificats divisés en trois enseignements, véritable grille schématique, obsédante par sa précision et le souci du moindre détail horaire qu'elle manifeste, provoque de bien vives inquiétudes.

On ne voit pas très bien comment les clivages du corps enseignant, déjà importants, pourraient disparaître par la vertu d'une multiplication des matières. L'association des professeurs, désormais obligatoire si l'on veut maintenir la

cohérence du certificat, pourrait bien se solder par de nouveaux antagonismes et une anarchie encore plus radicale qu'autrefois. Certains directeurs d'école, comme M. Chevrère à l'EAU 7, pensent au contraire que ce regroupement d'enseignants dans la constitution des certificats favorisera le travail en commun. En tout cas, l'atomisation des matières enseignées et la prolifération des équipes pédagogiques aboutissent à terme à un pari. La carte d'une pédagogie moyenne contre les « stars » de l'ancien système qui parfois suivaient leurs élèves de la deuxième à la sixième année.

Puisqu'il est désormais question de formation permanente, les liens de l'école avec l'entreprise se développent sous forme de stages obligatoires. Ceux-ci n'existent pour l'instant que sur le papier car ni l'Etat ni les entreprises ne sont prêts à sortir les derniers indispensables à leur bon fonctionnement. Les postdiplômes, ou certificats d'études approfondies en architecture, ne sont pas mieux gratifiés (1). Dans toutes les écoles ayant institué un cycle postdiplôme, les organisateurs doivent avoir recours au matériel du bord sans avoir moyen de faire appel aux sociétés étrangères ou aux spécia-

listes nationales des questions traitées.

Le divorce des objectifs et de leur financement apparaît donc. Il aboutit à la constitution de sous-instituts universitaires technologiques (IUT), alors que les ingénieurs sortant des Mines ou de Centrale seront toujours meilleurs techniciens que les étudiants en architecture, et qu'est en partie sacrifiée l'architecture pure et dure, à savoir la recherche et la création personnelle.

Mais, par-delà les ambiguïtés de la réforme, on cherche vainement un véritable projet d'éducation. Toutes les orientations sont bâties en

fonction d'approximations sur le rôle de l'architecte dans l'avenir. On pense qu'il devra être technicien sans cependant accorder un nombre d'heures suffisant aux matières techniques. Le résultat, c'est par exemple les vingt-cinq heures de langue étrangère à répartir sur les trois années du diplôme. Il est permis de croire, sans sortir du sens commun, qu'une redistribution des tâches et des honoraires entre cabinets d'architecture et bureaux d'étude, entre les inventeurs du projet et les ingénieurs qui vérifient sa viabilité, constituerait une base de réflexion préalable, appropriée à une réforme de l'enseignement. Mais pour cela il aurait fallu s'attaquer à la profession avant de redéfinir les études.

Où peut bien se situer le projet d'une école comme l'EAU 6, qui propose une palette de cent cinq certificats ? La vertu de slogans comme insertion professionnelle ou modèle universitaire est avant tout moralisatrice. Réalisée par de hauts fonctionnaires, parfois en poste aujourd'hui dans un autre secteur du ministère, dont on peut penser qu'ils reformeraient aussi bien la régie Renault que l'architecture, et par quelques enseignants désirant rompre avec un désordre séculaire, la réforme se donne pour but inavoué, mais non moins réel, une mise au pas de la pédagogie. A aucun moment cependant il n'est question d'éducation véritable.

Cela aurait été pourtant possible et bénéfique. Le modèle anglo-saxon, sans être parfait, donne quelques éléments. Les écoles, aux Etats-Unis, évaluent autour d'un projet d'enseignement et dans le cadre d'un pluralisme pédagogique professeurs et élèves. Les cadres des enseignements sont naturellement issus d'une réflexion sur les contenus et non pas le contraire. Pourtant, avant la parution des premiers décrets, certains enseignants proposaient un moratoire de six mois pour que se constituent spontanément et sous l'impulsion de l'Etat les groupes d'étude, autour de certificats qui seraient par la suite définis. Proposition rejetée. La réforme a ainsi laissé passer l'occasion de superviser une réflexion sur l'enseignement autour d'initiatives collectives et cohérentes. La pédagogie est brutalement placée sous la plus fonctionnarisée des surveillances. Alors que l'on croit désormais savoir que l'individu responsable est mieux immunisé contre les effets de la crise que l'individu assisté, n'y a-t-il pas comme un anachronisme de croire qu'une mise au pas de l'éducation peut suppléer au rassemblement de véritables conditions de réussite ?

STÉPHANE GALZY.

## La fin d'une chasse gardée

**D**EPUIS vingt ans, l'Etat intervient périodiquement en multipliant les décrets portant réorganisation de l'enseignement de l'architecture. Les grands patrons, affiliés à un ordre qu'ils dirigent comme un corps étroitement réformé sur sa vocation et ses attributions, considèrent jusqu'en 1988 l'enseignement comme leur propre chasse gardée.

A l'époque du plein essor économique français et des constructions à vaste échelle, alors même que les conditions d'exercice de la profession se modifient, l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (ENSA), dispensaire quasi exclusif de l'enseignement de l'architecture et dont la vocation est de perpétuer un « classicisme » architectural, ne prend toujours pas en compte l'existence des méthodes modernes de construction.

Un peu comme si Mies Van Der Rohe ou Le Corbusier n'avaient jamais existé. Constatant ce divorce des temps et de l'institution, l'Etat providentiel divise la section architecture de l'ENSA en trois branches.

Un groupe A réunit les ateliers qui conservent l'organisation traditionnelle et les méthodes d'enseignement « classiques ». Un deuxième groupe réunit les ateliers qui commencent à intégrer dans leur programme les techniques modernes de

construction. Le groupe C, implanté au Grand Palais, outre l'intérêt qu'il porte à l'urbanisme, met l'accent sur les sciences humaines. Le ministère choisit d'encourager le développement de ce groupe où le fédéralisme des grands patrons est sévèrement combattu, aussi bien par le dynamisme de certains assistants que par la revendication étudiante d'un renouvellement du corps professoral.

Le décret du 6 décembre 1988 achève de supprimer le centralisme en matière d'enseignement et institue vingt et une unités pédagogiques d'architecture (UPA), dont huit à Paris, ayant toutes vocation à l'autonomie de gestion et d'enseignement. Chacune de ces UPA comporte quatre départements disciplinaires : sciences humaines, architecture, sciences exactes et formation plastique. Le décret du 27 septembre 1971 impose aux UPA un tronc commun d'enseignements par l'instauration du système des unités de valeur (UV), inspiré du modèle universitaire.

Méthodes et contenus des unités de valeur ne sont pas précisés ni même évoqués, et c'est un des objectifs de la réforme 1984 d'y remédier. Les étudiants s'inscrivent depuis bientôt seize ans, suivant leurs affinités intellectuelles, ou politiques, dans l'UP de leur choix.

Si UP 4 et UP 2 restent dans la tradition des anciens ateliers où le patron conserve une forte autorité sur les élèves et les enseignants de son cursus, d'autres UP, réputées de « gauche » (UP 6 et UP 8), voient naître des méthodes et des contenus d'enseignement originaux.

Preuve de l'existence d'un débat interne souvent vif, les sciences se multiplient dans la tradition séculaire des ateliers dissidents (c'est-à-dire en 1865 que Viollet-le-Duc fonde l'Ecole spéciale d'architecture contre l'académisme de l'enseignement des beaux arts).

En 1967, une partie des enseignants du groupe C quitte le Grand Palais et fonde, rue Jacques-Cœur, le groupe Rive gauche. C'est lui qui est à l'origine d'UP 8, qui, dès 1969, donne par l'effet d'une nouvelle scission UP 6 et UP 8. L'unité pédagogique 9 naît en 1975 suite à un nouveau schisme, à l'intérieur d'UP 4.

Au printemps 1978, le Journal officiel publie un nouveau décret statutaire de ces établissements. Les unités pédagogiques d'architecture créées en 1988 sous la pression des événements par un décret organique provisoirement ont enseignement disposaient de l'autonomie pédagogique avec cependant un statut administratif et juridique incertain. Les crédits de fonctionnement de chaque éta-

blissement parisien étaient toujours gérés par l'ENSA, dont les UPA restaient sous la dépendance juridique. Il en résultait des difficultés de gestion et une dilution des responsabilités.

En province, les unités pédagogiques étaient régies d'Etat ou par les régions municipales. Les crédits de fonctionnement transitaient par la préfecture ou la mairie, et les crédits d'équipement par la direction générale des affaires culturelles. La loi du printemps 1978 prévoit de donner le statut d'établissement public aux unités pédagogiques.

Les écoles disposeraient désormais de l'autonomie de gestion et leur gestion serait assurée par un directeur nommé par le ministère chargé de l'architecture. Elles comporteraient en outre un conseil d'administration composé de professeurs et d'étudiants élus, mais aussi de personnalités extérieures.

En fait, seulement trois UPA à Paris (UPA 1, UPA 3, UPA 6) et deux en province ont été transformées, à titre expérimental, en établissements publics entièrement responsables de leur gestion. Cinq nouveaux établissements de ce type ont été créés après mai 1981. Les autres UPA, bien que n'ayant pas reçu le statut juridique d'établissement public, bénéficient de la même organisation interne.

(1) Sur les 500 000 F demandés par Bernard Huet, professeur à EAU 8 pour fonder un CEEA, l'Etat n'a accordé que 60 000 F de vocation. Le conseil d'établissement se demande s'il ne ferait pas bien de prélever la somme de 20 000 F sur les fonds de l'école pour aider ce postdiplôme qui, de toute manière, sera tronqué de ses parties les plus coûteuses, mais, on l'imagine aussi, les plus intéressantes. L'EAU 7, quant à elle, dispose de 130 000 F pour son postdiplôme sur l'architecture en bois, somme jugée insuffisante par M. Chevrère, directeur de l'école, si l'on veut appliquer de nouvelles méthodes de recherche et d'enseignement.



UNE SÉRIE D'ÉMISSIONS



# Enfants de personne

« Passage du témoin » de René Frydman à Suzanne Lallemand.



Suzanne Lallemand, née en 1937, ethnologue, chargée de recherches au CNRS, est l'auteur de « L'Art d'accueillir les bébés, cent ans de recettes françaises de périculture » (avec Geneviève Delaisi de Parval, Ed. du Seuil, 1984) et va publier prochainement « L'apprentissage de la sexualité dans les coutumes d'Afrique de l'Ouest » (Ed. L'Harmattan).

**L**e psychanalyste, le médecin, l'ethnologue affrontent, chacun à sa manière, la question du Père, autrement dit les questions de la parenté, de la famille, de la sexualité. Après Daniel Sibony, le professeur René Frydman interroge Suzanne Lallemand, dont les travaux sur l'enfant, l'adoption, la filiation, dans les sociétés traditionnelles d'Afrique noire, en particulier au Togo et au Burkina (ex-Haute-Volta), nous permettent aussi de réfléchir, par comparaison, sur nos propres sociétés.

T. F.

**R. Frydman :** La médicalisation des phénomènes relationnels, en particulier de ce qui concerne le problème de la stérilité, prend de plus en plus d'importance, si bien qu'une certaine confusion s'installe dans les esprits : on demande au médecin de résoudre la plupart des problèmes de la société, notamment celui de la stérilité, qui n'est pas entièrement d'ordre médical. C'est pourquoi je suis intéressé par les pratiques sociales de pays différents, non pour les transposer immédiatement dans le nôtre, mais afin de comprendre que la référence au médecin n'est pas exclusive. Cet éclairage nouveau pourrait nous permettre de discuter certaines de nos pratiques médicales.

» L'adoption, telle qu'elle est pratiquée dans les pays que vous avez étudiés, repose sur le principe du non-anonymat. En revanche, l'anonymat préserve dans les dons de sperme ou d'ovules est la source d'une dépersonnalisation qui m'apparaît préoccupante : on conçoit des enfants dont on sait, avant même qu'ils existent, que leur père ou leur mère resteront inconnus...

» Face à cette attitude, quelles pratiques d'adoption avez-vous rencontrées chez certaines populations d'Afrique ?

**S. Lallemand :** L'adoption s'y pratique couramment et ne se place jamais sous le sceau de l'anonymat. C'est au contraire parce que les parents adoptifs sont des individus parfaitement connus qu'on leur confie des enfants à élever. Le recrutement de ces tuteurs est assez souvent familial, encore que la famille ait dans ces pays des extensions insoupçonnées en Europe. Les partenaires en présence, parents biologiques et parents adoptifs, se connaissent parfaitement. L'adoption peut d'abord avoir des raisons d'ordre affectif : il n'est pas rare qu'en Océanie deux hommes, pour sceller leur amitié, organisent une fête et échantent leur fils aîné. Il est donc impensable que la personnalité de chacun des récipiendaires ne soit connue. On m'a rapporté cette anecdote d'un petit garçon adopté régulièrement chez ses parents biologiques par ses parents adoptifs : ces derniers se montrent ainsi dignes de la confiance de leurs partenaires en prouvant que l'enfant n'a pas rompu ses liens affectifs avec sa famille d'origine. Ce cumul des liens est courant en Océanie.

**R. Frydman :** C'est une solution additionnelle ?

**S. Lallemand :** En effet, cette parenté additionnelle présente un certain nombre d'avantages pour l'enfant.

**R. Frydman :** L'enfant a donc, dans ces sociétés, plu-

sieurs pères et plusieurs mères ?

**S. Lallemand :** Cette parenté est dite classificatoire : on appelle père la personne qui vous a mis au monde ainsi que ses cousins proches ou éloignés ; il y a donc plusieurs catégories de pères. Il est fréquent que l'enfant préfère spontanément son père biologique, même s'il vous dit par ailleurs que tel de ses pères lui a appris à manier la houe, que tel autre lui donne souvent de l'argent, que tel autre est un conteur magnifique dont il adore écouter les histoires. Il y a une multiplicité de pères avec lesquels il entretient des relations affectives plus ou moins fortes et qui ont chacun une fonction spécifique. La notion d'adoption s'insère très facilement dans cet environnement. Il est parfois difficile pour l'ethnologue de repérer ces déplacements d'enfants. Nous avons tendance, au premier abord, à les mésestimer quantitativement.

**T. Ferenczi :** Cette organisation vous semble-t-elle avoir des effets sur le partage des terres et l'origine de la propriété ?

**S. Lallemand :** On a souvent affaire à des structures collectives : jusqu'à une période récente, dans l'organisation mossi, la terre était cultivée collectivement par l'ensemble des fils de la famille. Depuis quelques décennies, un mouvement d'atomisation s'est nettement dessiné dans cette structure très communautaire, consécutive à l'introduction de cultures de vente, comme le coton. Toutefois, même s'il n'y a pas de collectivité de travail, il peut y avoir communauté de consommation : on ne refusera jamais à un frère, réel ou classificatoire, une nourriture qu'il n'aura pas pu se procurer.

**T. Ferenczi :** Ces structures ne sont pas propres à l'Afrique ?

**S. Lallemand :** Ce type d'organisation, où la terre est considérée comme un lien collectif, est très répandu dans le tiers-monde.

**R. Frydman :** L'anonymat est manifestement incompatible avec les traditions de ces sociétés. Il s'agirait au contraire d'une sorte de cadeau... L'adoption n'a-t-elle lieu qu'en cas de stérilité ?

**S. Lallemand :** Elle intervient d'abord en cas de stérilité : au Togo, une femme se tourne fréquemment vers sa famille d'origine lorsqu'elle ne parvient pas à avoir d'enfants. Il est tout à fait légitime pour une sœur d'obtenir un enfant d'une autre sœur en cas de stérilité, quel que soit son degré de consanguinité. L'adoption est cependant une structure beaucoup plus vaste, qui ne privilégie pas ceux qui n'arrivent pas à produire leur propre progéniture ; en milieu rural, ceux-ci ne sont d'ailleurs pas dans une situation dramatique ; ils peuvent bénéficier de la présence de parents et d'alliés.

» Des éléments affectifs, mais aussi stratégiques peuvent intervenir, qui prennent en compte les données nouvelles de ces sociétés traditionnelles : la scolarisation, le déplacement géographique, les phénomènes de migration ; par exemple un rural pourra envoyer un de ses enfants à la ville, chez un de ses lointains cousins, afin que, scolairement, il ne stagne pas en milieu agricole.

**T. Ferenczi :** Il s'agit d'un enfant déjà âgé...

**S. Lallemand :** Pas nécessairement ; ces ruraux, que l'on imagine sans projet social bien défini, peuvent décider d'emblée que deux de leurs enfants resteront au village à cultiver et perpétueront le mode de vie ancestral, pendant que les autres iront à la ville, à titre de commerçant, d'artisan ou d'écolier.

**R. Frydman :** Le déséquilibre des sexes est-il un facteur d'adoption ?

**S. Lallemand :** En effet, l'adoption présente plusieurs cas de figures : soit une personne donne un enfant à un proche qu'elle estime, soit au contraire un demandeur fait une démarche auprès d'un couple démuné pourvu en descendance et déclare qu'il a besoin d'un enfant. Cette pratique est tout à fait reconnue dans les sociétés rurales.

**R. Frydman :** Pourriez-vous nous préciser ce qu'est, chez des couples qui viennent de se marier, la pratique de l'enfant « qui appelle l'enfant » ?

**S. Lallemand :** Cette pratique avait cours à Taiwan : lorsqu'un jeune couple se formait, il pouvait décider d'adopter une petite fille ; cet enfant était réputé tirer l'enfant ; on estimait que le semblable produisait le semblable et que l'enfant adopté stimulerait la fécondité du couple...

**T. Ferenczi :** Pensez-vous, René Frydman, que la connaissance des pratiques et des structures de ces sociétés aide à comprendre ce qui se passe chez nous ?

**R. Frydman :** Je suis simplement frappé par la morbidité de cette autoreproduction qui chez nous ne s'impose pas de limite. Certains couples courent après un enfant imaginaire qui n'arrive pas. L'adoption, qui n'est pas une pratique

simple, n'est pas suffisamment pensée ; beaucoup de couples stériles, après avoir adopté un enfant, en ont obtenu un eumême... On se heurte aussi à des barrières idéologiques : on veut adopter un enfant blanc, qui nous ressemble, à Q1 élevé ; on connaît l'histoire des spermés de Prix Nobel, qui est, bien sûr, une aberration scientifique.

**T. Ferenczi :** L'anonymat n'est-il pas une de ces barrières ?

**R. Frydman :** L'anonymat est en fait le problème d'une institution médicale de la société industrielle qui va être chargée de résoudre les problèmes de la stérilité...

**T. Ferenczi :** On évite actuellement de mettre en présence les parents biologiques et les parents adoptifs...

**S. Frydman :** ...parce que c'est alors l'institution médicale qui est concernée. N'oublions pas qu'il y a une grande quantité d'enfants adultérins ; une enquête sur le groupe sanguin dans les différents milieux scolaires a mis en évidence la complexité des problèmes de filiation. Le problème de la stérilité a toujours existé ; mais on le résolvait individuellement, alors qu'on fait maintenant appel à l'institution médicale. Le cas du prêt d'utérus est intéressant : ce problème peut être résolu sans aide médicale ; pourquoi se tourne-t-on vers l'institution médicale, qui fera alors jouer au médecin un rôle que personnellement je dénie ? Il faut éviter une médicalisation excessive des problèmes de reproduction et préciser le champ de l'institution médicale en comprenant que d'autres alternatives sont envisageables, aussi complexes soient-elles...

**R. Frydman :** L'ethnologue s'insère dans des sociétés

différentes ; quelles sont les motivations de ses recherches ?

**S. Lallemand :** Nous partons tous pour de mauvaises raisons : nous sommes tout d'abord attirés par les séductions de l'exotisme. Nous ne devenons ethnologues qu'à partir du moment où nous ne sommes plus sensibles au chatoiement et à l'étrangeté des populations où nous sommes projetés. Il y a donc une divergence radicale entre les raisons qui nous poussent à aller dans ces sociétés et celles qui nous incitent à y rester, à y revenir. Ces populations sont souvent attirantes à cause de ce que nous appelons leur folklore : leurs danses, leurs chants, leurs réceptions généreuses, leurs tempéraments artistiques et débridés. Pour faire du travail sérieux, nous devons éliminer de notre champ d'approche tous ces aspects hauts en couleur.

**R. Frydman :** Le champ de l'ethnologie vous paraît-il s'accroître ou au contraire se réduire avec l'avancée des sociétés industrielles ? Que pensez-vous de l'image d'Epinal de l'ethnologie africaine ?

**S. Lallemand :** L'ethnologie des sociétés traditionnelles a, bien sûr, provoqué un mouvement de retour ; on s'intéresse à notre propre système parental, matrimonial ; certains courants d'étude sur le mariage français commencent à porter leurs fruits. Ces voyages lointains nous permettent souvent de jeter sur notre société un regard neuf et critique.

**R. Frydman :** Y a-t-il beaucoup d'ethnologues en formation ?

**S. Lallemand :** Assez peu ; il est très difficile de s'insérer, car les débouchés sont rares ; les organismes de recherche ne font plus appel qu'à quelques

unités supplémentaires ou à quelques individus nouveaux. Notre utilité est sans doute moins manifeste que celle du corps médical...

**T. Ferenczi :** L'ethnologie ne porte-t-elle pas en elle-même sa propre disparition, s'il est vrai que les sociétés traditionnelles sont appelées à devenir des sociétés modernes ?

**S. Lallemand :** De toute évidence, ces sociétés évoluent, et actuellement nous constatons que les sociétés africaines, au contact de réalités économiques très dures, changent et s'adaptent, sans renoncer pour autant à un certain nombre de leurs traits traditionnels.

**T. Ferenczi :** L'ethnologue n'est-il pas voué à passer le témoin au sociologue ? Ou bien ces deux disciplines sont-elles identifiables ?

**S. Lallemand :** Pas exactement ; nous avons des termes propres, notamment ceux de la parenté, que nous ne traitons pas comme les sociologues.

**R. Frydman :** Pourriez-vous nous apporter des précisions sur le système de parrainage - d'enfants du tiers-monde ?

**S. Lallemand :** Il est dommageable que les adoptions se fassent à sens unique. Il faudrait instaurer des relations plus égalitaires d'échange, qui correspondent aux modes de pensée de ce monde non industriel.

**T. Ferenczi :** René Frydman, vous qui aidez les couples à avoir des enfants, n'avez-vous pas le sentiment qu'on vous demande trop ?

**R. Frydman :** La fécondation *in vitro* est le dernier recours, et sa réussite est loin d'être assurée ; le pourcentage de succès tourne actuellement autour de 15 %. On a envie, dans ces conditions, de se tourner vers d'autres alternatives, dans d'autres domaines que le champ médical. Aujourd'hui, un mouvement de rencontre se dessine entre médecin, psychanalyste et ethnologue.

**T. Ferenczi :** Paradoxalement, les problèmes que soulèvent les progrès de la biologie et les perspectives de manipulations génétiques ne sont pas à vos yeux les plus importants. Vous semblez revenir à une vieille morale...

**R. Frydman :** Il faut en effet avancer dans le domaine biologique tout en étudiant parallèlement les modifications qui peuvent en découler sur un plan relationnel ; on revient au problème de l'anonymat : que va-t-il se passer si l'on ne peut identifier les parents d'un certain nombre d'individus ?

**T. Ferenczi :** Les perspectives de manipulations génétiques posent des questions éthiques nouvelles ; à l'inverse, vous soulevez des problèmes, à propos des relations avec le tiers-monde, de la possibilité d'adopter plutôt que de vouloir procréer à tout prix, qui relèvent d'une morale beaucoup plus traditionnelle... Les nouveaux problèmes ne font donc pas disparaître les anciens ?

**R. Frydman :** Nous repoussons toujours l'éternel mystère de l'homme.

France-Culture, samedi 5 janvier, à 19 h 15 : René Frydman, Suzanne Lallemand (rediffusion le mercredi 9 janvier à 14 h 30).

Samedi 12 janvier, à 19 h 15 : Suzanne Lallemand, Philbert de Parval (rediffusion le mercredi 16 janvier à 14 h 30).



## Drame entre la baie d'Hudson et la baie d'Ungava.

to present:

A grainy, high-contrast black and white photograph. In the upper center, a helicopter is hovering over a body of water. The foreground is dominated by a large, dark, irregular object, possibly a log or debris, partially submerged. The background shows a dark, silhouetted shoreline with some structures. The image has a very high level of contrast, resulting in a loss of fine detail.

**ANTOINETTE LORENZI.**

هكذا من الأصل



# Sur le petit écran de Brazzaville

La télévision congolaise en quête d'autonomie.

« Belle et Sébastien » à 13 heures. « Joëlle Mazart » à 17 heures. « Le Village dans les nuages » à 18 heures. « Dallas » à 21 h 30. Non, on n'est pas en France, mais en République populaire du Congo, pays d'Afrique francophone, qui a opté depuis 1969 pour un régime de type marxiste-léniniste, bien qu'il ait pris depuis quelques années des distances à l'égard du marxisme et se soit engagé sur la voie d'une certaine libéralisation. La télévision congolaise, qui est pourvue comme toutes celles d'Afrique, s'efforce pourtant d'équilibrer, un peu plus qu'ailleurs, la production étrangère et nationale. Créée en 1962, dépendant encore du ministère de l'Information, elle devrait peu à peu prendre son autonomie, pour devenir, avec la radio, un « office » à part entière.

À 20 h 30, le téléspectateur congolais hésite à faire son choix. Non pas qu'il y ait deux chaînes au Congo, mais tout le monde peut suivre les émissions de la télévision zairoise, qui émet depuis Kinshasa, la capitale gigantesque dont on aperçoit les gratte-ciels de l'autre côté du fleuve. La concurrence est vive entre les deux télévisions. C'est à qui passera « Dallas » en premier (ce fut le Zaïre). A qui recevra le premier le « colis » d'émissions envoyées par la France.

Un bâtiment planté au milieu d'une sorte de terrain vague où l'on attend sans doute que l'herbe pousse pour former un gazon. Un bâtiment beige qui ressemble curieusement à ceux de FR 3, style HLM, comme on en voit en France. Un petit car rouge et jaune stationné devant l'entrée. Peu de monde aujourd'hui, c'est samedi.

Le journal de 13 h 30 (« Actualités magazine ») vient de s'achever. Le chroniqueur sportif est professionnel (il dit son texte sans téléprompteur). Les informations nationales et in-

ternationales sont présentées par deux speakerines sur un ton un peu froid. Le reportage sur la Nouvelle-Calédonie vient de France, envoyé comme tous les jours par satellite. Images et commentaires sont laissés tels quels, mais l'annonce de la naissance du Kanaki est « maison ». Peu importe les contradictions de « ton ». Inauguration par un ministre de trois agences bancaires, réunion au Burkina-Faso, les relations entre la Jordanie et l'Égypte... Les infos se terminent par un reportage sur une entreprise congolaise et un souhait vibrant de la télévision congolaise : « Bonne fête et bon rendement, camarades de la... »

Suivra une « table ronde », animée par Alphonse-Marie Toukas, sur une pièce de Sony Labou Tansi, le grand écrivain du Congo, qui vient de créer « la Peau cassée », une coproduction franco-congolaise (1). Toukas, qui est un peu le Michel Drucker de la télévision congolaise — gentillesse, professionnalisme, — anime tous les débats culturels, les émissions de variétés, il a toujours des projets en tête. Il vient de terminer un clip sur Zao, un très jeune musicien à l'esprit doucement subversif qui fait un malheur dans le pays et qu'on entend dans tous les bistrot. Toukas, qui veut se lancer dans la fabrication de clips, espère déjà vendre celui-là aux « Afros du rock » d'Antenne 2.

Dans un petit bureau sans prétention mais sympathique, moquette orange, cassettes un peu partout sur des étagères, sur la table basse, sur le bureau, M. Gaston Mpebo, directeur des programmes et de la production depuis octobre 1980, raconte la petite guerre entre la télévision de Brazza et celle de Kinshasa. Il en sourit : pour lui, la concurrence a aussi du bon, une télévision talonne l'autre.

Le conflit remonte, explique-t-il, à 1965. La télévision zairoise, qui démarrait avec deux ans de retard sur celle du Congo, a compris qu'elle devait reprendre les devants d'une façon ou d'une autre. Elle s'est modernisée, est passée très vite à la couleur tandis que la télévision congolaise restait au noir et blanc avec du vieux matériel. « On nous appelait télé-brouillard », dit M. Mpebo. Aussi, quand on a décidé de notre tour de passer à la couleur, on a fait de nouveaux choix pour récupérer le téléspectateur congolais, on a amélioré, et repensé, les programmes.

Quand le gouvernement a décidé d'augmenter le budget de la télévision — qui est passé de 10 millions de francs CFA quand elle était en noir et blanc à 200 millions de francs CFA aujourd'hui où elle est en couleurs (2) —, une des premières initiatives de M. Mpebo a été de demander à des jeunes sociologues de l'université de réaliser une enquête. « On a vu que les gens n'aiment pas les émissions politiques, qu'ils voulaient une télévision qui les divertisse, qu'ils souhaitent plus de films africains, et que la production congolaise dépasse la production étrangère... » Les Congolais aiment leur télévision, ajoute M. Mpebo, à tel point qu'à la moindre erreur, les gens téléphonent, écrivent. Le Congo est exigeant. Il veut savoir ce qui se passe à l'intérieur du pays.

La télévision congolaise, qui couvre actuellement les trois quarts du territoire, émet environ 47 heures de programmes par semaine, soit cinq heures par jour et le double le week-end. Elle ouvre l'antenne à 18 heures pour la fermer vers 23 heures, sauf le samedi où elle commence à 13 heures et le dimanche à 11 heures. Deux journaux sont diffusés chaque jour (un en français, un en langues nationales), trois le week-end ; on y voit dix minutes de publicité par jour.

La télévision produit 50 % de ses programmes. C'est beaucoup, comparé à pas mal de pays africains (au Sénégal où la télévision est assez avancée, l'objectif pour 1985 est d'atteindre 60 % de production nationale, 40 % de production étrangère). Quand on sait que le budget annuel de production est à peu près l'équivalent d'une fiction d'une heure en France, on imagine les difficultés. « Pas de fiction », dit M. Mpebo, qui entend donner sa chance à un réalisateur cette année. La télévision produit beaucoup de documentaires, de magazines de toutes sortes, littéraires, scientifiques, médicaux, un peu arides mais de haut niveau si l'on en juge le débat sur la philosophie de la tribulation du nom dans la société congolaise, écouté début décembre. Et des émissions de variétés.

Parmi les émissions les plus populaires, citons « Microscopie », un magazine médical après le départ de son animateur : « Autopsie », une émission littéraire, qui a baissé également pour la même raison. « Dimanche récré », marche bien, mais c'est l'électricité qui fait souvent défaut ce jour-là ! En 1984, le contenu des programmes fabriqués localement se décomposait de la manière suivante (par semaine) : émissions enfantines, 2 h 30 ; culturelles, 8 h ; distrayantes, 7 h ; sportives, 3 h 45 ; politiques, 1 h 30.

Le Congo bénéficie, comme la plupart des pays d'Afrique francophone, de nombreux programmes de la télévision française, envoyés « gracieusement » au titre de la coopération. C'est l'INA qui assure ce service, selon un accord passé avec le ministère des relations extérieures. Il devrait être relayé, à partir de janvier, par France Média International. M. Mpebo n'est pas entièrement satisfait du « catalogue » de l'INA. Il n'a jamais vu les émissions réalisées sur l'Afrique par les différentes chaînes (dont le reportage de Pierre Dumayet sur l'historien Hampate Ba), il n'a pas pu avoir — bien qu'il en ait fait la demande — les grandes séries sur Zola (de Stelio Lorenzi), sur l'affaire Rosenberg (de Lorenzi encore), celle sur le Vietnam (de Henri de Turin). Il essaie depuis peu de diversifier les sources, en regardant aussi du côté de l'Angleterre et de l'Allemagne fédérale, qui envoient des émissions selon un système équivalent à celui de la France. Il voudrait constituer, sur le modèle de l'Amérique latine, un pool d'achat avec les pays d'Afrique.

La télévision congolaise souffre des mêmes maux que toutes celles du tiers-monde : absence globale d'infrastructure (voir notre encadré), budget dérisoire (dont elle n'est pas maître, pour envoyer une équipe en reportage par exemple, elle doit passer par le ministère des finances), matériel insuffisant, problèmes de formation.

Sur la quarantaine de journalistes qui travaillent à la télévision, une dizaine seulement ont reçu une formation professionnelle. Même proportion pour les réalisateurs. « Dès qu'un journaliste se montre un peu brillant, il part aussitôt dans une ambassade, cela nous pose de très gros problèmes », avoue M. Mpebo, il faut combler les trous, former de nouveaux journalistes. Ceux-ci, de leur côté, ne se sentent ni encadrés ni formés, ils ne savent pas où ils vont et sont fragiles devant les pressions. Dépendant du ministère de l'Information, la télévision congolaise est contrôlée par les organes de propagande du parti unique, le Parti congolais du travail.

En dehors des radios internationales, très écoutées (en par-

ticulier RFI), le journaliste de la télévision, comme celui qui travaille à la radio ou dans la presse écrite, dispose comme source d'information de l'ACI, l'agence congolaise d'information, agence nationale qui édite tous les jours un bulletin à usage de la presse, où elle donne ses propres informations (qu'elle contrôle) et une sélection des agences étrangères, l'AFP, Reuter, Tass..., auxquelles elle est abonnée. Un système qui ne satisfait bien évidemment pas les journalistes qui voudraient avoir accès directement aux agences : ils peuvent aller consulter les textes mais il faut y aller..., et comment donner une information qui aurait été justement censurée par l'ACI ? Plus que la censure, c'est l'auto-censure qui se pratique au Congo.

La télévision reçoit également tous les jours par satellite, toujours selon le même accord de coopération qui lie les relations extérieures à un certain nombre de pays d'Afrique, des images d'actualité. Le service est pris en charge techniquement par le service international de RFO (Radio France-ouest-mer). Le Congo utilise ces documents comme il l'entend, souvent tels quels — les images avec leur commentaire français, — parfois, il change le commentaire, comme il en a parfaitement le droit. Cela peut donner des situations cocasses. On vous racontera par exemple ce reportage sur la Pologne avec un commentaire congolais, qui s'arrête... pour laisser entendre la fin du commentaire français, disant le contraire ou presque. On vous dira qu'on ne parle pas de l'Afghanistan au Congo, c'est un problème qui n'existe pas.

Toutes choses étant relatives, la situation est plutôt plus ouverte qu'au Zaïre. La propagande est strictement li-

mitée à l'information et aux émissions des organisations de masse, elle n'envahit pas les variétés comme on peut le voir dans le pays voisin. Le socialisme à la congolaise est un mélange de pragmatisme, d'humour, de langue de bois, et même si les slogans continuent de proclamer un peu partout : « Affermissons les conquêtes du peuple travailleur », « Gloire immortelle au président Marien Ngouabi » (assassiné en 1977), il y a, comme on dit ici, « le verbe et le quotidien », c'est-à-dire qu'il y a une marge, qui est celle de la parole non officielle mais tolérée, qui permet aux intellectuels et aux artistes de garder l'esprit critique (et Dieu sait si les Congolais ont la dent dure)... jusqu'à un certain point.

Le changement de statut de la télévision était souhaité depuis longtemps par les Congolais. En devenant « Office », sans l'être tout de suite à part entière du point de vue juridique, mais en fonctionnant comme tel — c'est prévu à partir de janvier en même temps qu'elle va renouveler sa grille — la télévision congolaise pourra commencer de gérer elle-même son budget, produire et vendre, donc rentabiliser, utiliser elle-même l'argent de la publicité, sponsoriser peut-être des programmes. Un début d'autonomie.

CATHERINE HUMBLLOT.

(1) Les Congolais souhaitent des rapports plus personnalisés dans la coopération avec la France. C'est dans le cadre de cette politique que l'écrivain Sony Labou Tansi a écrit une pièce de théâtre, dont le thème était une étude des rapports Occident-Afrique, jouée à la fois par des comédiens français et des comédiens congolais et prise en charge financièrement par les deux pays.

(2) La télévision est en couleurs au Congo depuis trois ans. Elle s'est également équipée en vidéo. Il est très difficile d'évaluer le nombre de postes, il y a trop de frontières (et le fleuve) qui permettent de faire entrer des postes non déclarés. Trois cents postes recensés, cela veut dire le double ou le triple en réalité.

## Publi-Regards

### Tous en spots

Beaucoup d'images, beaucoup de talents.

L'ANNÉE publicitaire 1984 restera pour beaucoup l'année Goudé. Jean-Paul Goudé, aux commandes d'Orangina, minerve de platine de la Régie française de publicité, après avoir forcé la vente des jeans Lee Cooper et celle de la Volkswagen Polo. Homme d'invention, de création ; homme qui n'est pas « à la mode » comme on pourrait le croire, mais qui fait, qui est la mode d'aujourd'hui, discrètement.

Deux de ses camarades pourraient bientôt le rejoindre au tableau d'honneur des réalisateurs. D'abord Sarah Moon, transfuge de la mode, dont la caméra de précision a saisi le fil soyeux des chaussettes Olympia et le contraste papa dur et bébé doux de Babivé. Jean-Baptiste Mondino ensuite, ou tout simplement Mandino, qui, après avoir propulsé Axel Bauer et lui-même dans le monde controversé des clips vidéo, a signé la réalisation d'un ballet chinois plein de promesses pour Maggi.

Trois noms qui viennent compléter la liste prestigieuse des metteurs en scène accomplis de nos émotions publicitaires : Jean Becker, Costa-Gravas, Edouard Malinard, Serge Gainsbourg ou Georges Lautner. Entre autres. Car le film de pub est devenu le cousin germain du film « tout court ». Sans lui, bien des films français ne verraient pas le jour. Les spots assurent aux studios plus du tiers de leur charge de travail. Cette année, 2 612 millions de francs de recettes publicitaires auront

été versés aux sociétés de télévision, leur fournissant plus de la moitié de leur budget et leur permettant de mener leur politique de création et de coproduction.

Les stars du grand écran et du show-biz le savent bien et ne répugnent plus à la réclame. 1984 a vu Jacques Villeret dévorer naïvement les Petits Cœurs de Bélin, Jane Birkin, entre Doillon et Chéreau, s'est amusée à confectionner une crème anglaise. Galabru, en pyjama à grosses rayures, a contribué à la lutte contre le bruit. Jacques Dutronc, grâce à Woolite, a pu faire la preuve de sa passion pour les pulls cachemire bleu pétrole. Carlos, une année de plus, a plongé dans les mers chaudes d'Oasis — pour la dernière fois ? — Yannick Noah, à défaut de faire montre de ses talents sur les courts, a parrainé le lancement des jeans C 17, et enfin Julien Clerc, par la voix d'abord, puis en chair et en os, a définitivement lié son talent à la Citroën BX rouge sang, qui en avait bien besoin.

Cette liste ne serait pas complète sans la célébrité mère Denis, au mieux de sa forme, qui nous a adressé il y a quelques jours ses bons vœux pour 1985. Le succès absolu du spot : il n'est plus besoin de citer la marque Vedette pour que celle-ci tire le maximum de profit de ce coup de pub d'un genre nouveau.

Du côté des annonceurs de l'automobile, on s'interroge encore sur la campagne d'enterrement de la Renault 5 concoctée chez Publicis. Cet « Adieu, monde cruel », s'il a,

d'un point de vue technique, frappé tous les esprits, semble bel et bien avoir « coupé les pattes » de la Super 5, qui s'est pourtant adjoint les services d'un habile superman, se jouant de l'architecture monumentale de l'immeuble de Manolo Nunez à Marne-la-Vallée. Plus de satisfaction du côté de Peugeot, où la 205 GTI est venue facilement à bout, au grand dam de la société Aéropostale, d'un hélicoptère Gazelle qui ne s'en est pas encore remis.

Dans la série des campagnes à déclinaison, c'est une fois de plus le spot Eram réalisé par Etienne Chatiliez qui a le mieux convaincu : on ne s'en lasse pas. Notons qu'il a reçu à bon droit une mineure de la réalisation pour son film New Man, magnifiant les couleurs de la marque dans un univers tout en gris. On peut espérer en revanche que le sordide Don Patillo de Panzani se sera étouffé après avoir absorbé ses sept assiettes de pâtes aux œufs. Mention spéciale pour le nouveau Perrier astucieusement servi par Copi dans une réalisation un peu trop bousculée et « mode » pour être tout à fait convaincante.

Si l'on en croit les estimations de la revue Médias, ce sont plus de 720 000 images publicitaires qui auront été proposées cette année au public. Au-delà de l'effort commercial qu'elles représentent, elles forment un énorme travail, de plus en plus séduisant. Tant mieux.

OLIVIER SCHMITT.

## Médias du Monde

### La RAI s'installe en Tunisie

Les gouvernements tunisien et italien viennent de signer un accord concernant la diffusion de la première chaîne de la RAI en Tunisie. La télévision publique italienne avait déjà reçu depuis 1960 dans une partie du territoire tunisien et, en 1975, l'installation d'un émetteur lui avait permis de toucher environ un million de téléspectateurs en Tunisie et ses environs. Le nouveau programme d'extension de la RAI, évalué à 10 millions de dollars, comprend la couverture du nord et du sud du pays et l'installation de studios de production à Sfax, pour réaliser des programmes en langue arabe. La Tunisie dispose de deux chaînes, l'une en langue arabe, l'autre en langue française, diffusant des programmes fournis par les télévisions publiques françaises, belge et suisse.

### Etats-Unis : cinéma par satellite

La chaîne de cinéma Essences, à Chicago, étudie un projet de distribution de films aux salles par satellite. Depuis septembre 1984, la société expérimente la projection vidéo pour remplacer le traditionnel projecteur 35 mm et se déclare très satisfaite de la qualité technique des projections. La deuxième étape consiste à organiser la distribution des films par satellite à la chaîne de cinéma de Campus Network, une filiale d'Essences. Ces salles, situées dans des campus universitaires, reçoivent débats, retransmissions sportives, etc. Le projet d'Essences bute encore sur le problème du codage des émissions. Les signaux transmis par les satellites pouvant être captés par des antennes paraboliques qui sont en vente libre aux Etats-Unis, l'industrie du cinéma redouta que cette forme de piratage ne se généralise et plaide pour le codage des transmissions par satellite. En France la société Ecran-Plus, filiale de Bayard-Press, travaille avec Vidéotransmission internationale sur des réalisations du même type.

## S'équiper

Le Congo fait partie des sept pays aidés par le WANAD (West Central Africa New Agencies Development), un projet financé par l'Allemagne fédérale, pris en charge par l'UNESCO. Ce projet, dont le budget s'élève à 2 500 000 dollars, fait partie des nombreuses opérations menées par d'autres pays comme la France ou l'Italie, qui s'inscrivent dans le cadre du programme international pour le développement de la communication. La WANAD, qui concerne la Gambie, le Ghana, la Nigéria (pays anglophones), la Bénin, le Congo, la Nigéria et le Mali (pays francophones), a pour objet essentiel d'améliorer l'équipement d'agences de presse nationales, ou d'en créer si besoin comme au Mali ou au Niger ; de favoriser la coopération entre ces agences et de former des professionnels de la presse.

L'UNESCO, qui a commencé par recenser les besoins très différents de ces pays, a organisé dans chacun d'eux, un stage de formation pour une vingtaine de personnes (en moyenne), et prévoit d'autres stages plus spécialisés à Cotonou, au Bénin, où est basé le projet. Pour M. Da Costa, qui est responsable de cette opération à l'UNESCO, la grande problématique des pays africains est d'avoir les infrastructures nécessaires, afin d'améliorer la flux des informations régionales vers les capitales, et pas seulement du Sud vers le Nord. Cela rentre pour lui dans le cadre du nouvel ordre mondial de l'information, parce que, à l'intérieur de chaque pays, il y a aussi déséquilibre.

Cela veut dire très concrètement qu'il faut commencer par l'essentiel, qui est prosaïque et concret, équiper des bureaux régionaux au téléimprimé, bases de réception. Au Congo, où il y a déjà une agence nationale, l'aide consiste à compléter les installations existantes et à rénover le matériel, afin d'aider l'agence à assurer la couverture du pays.

C. H.







# Auber-Hugo-Les Halles

Le grand homme dans le métro.

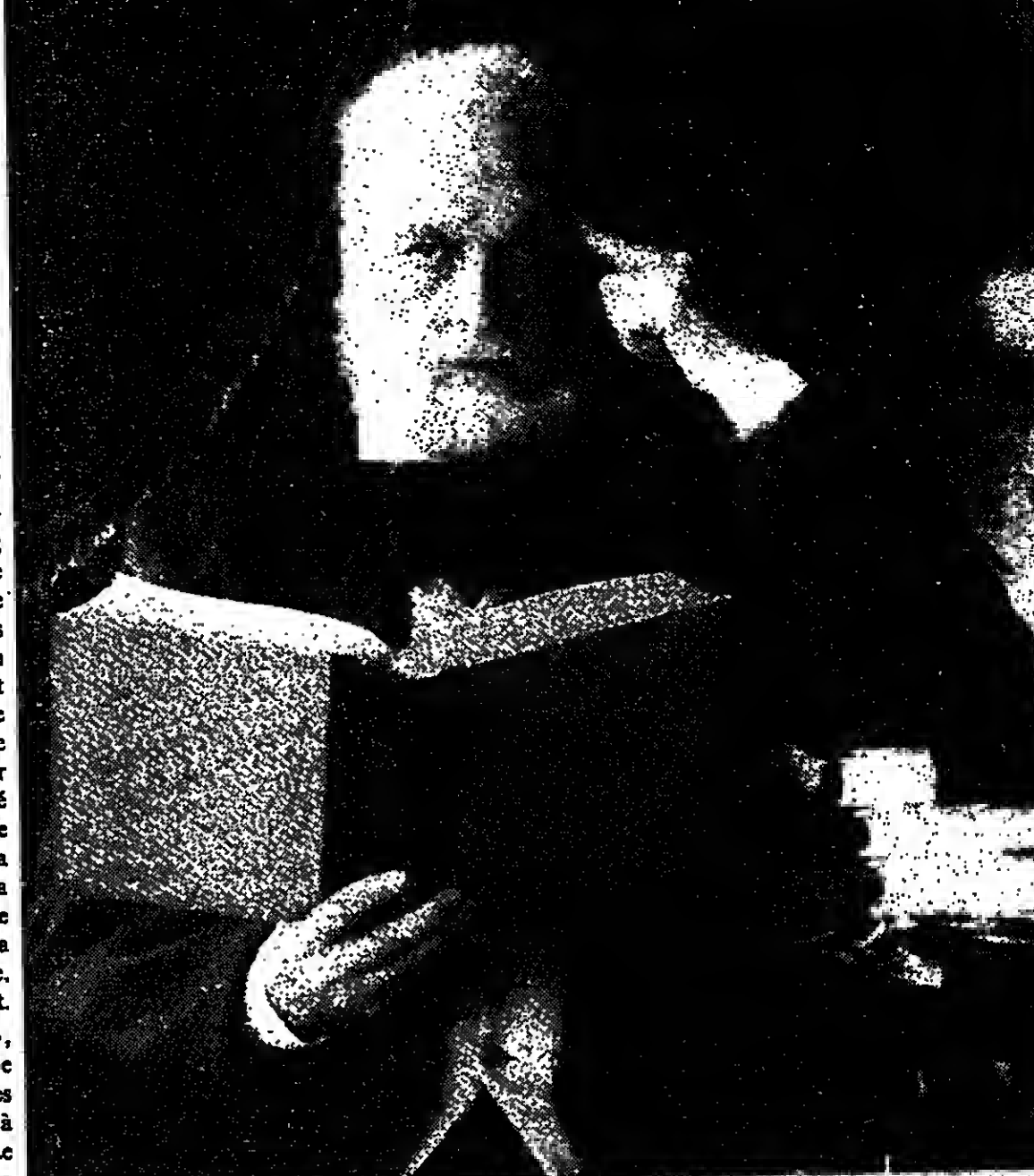
Victor Hugo vieillit bien. Cent ans après sa mort et les funérailles nationales organisées pour le poète sous un Arc de triomphe voilé de noir, voilà que la France rend un nouvel hommage, solennel et populaire, au grand homme.

Un ministre de la culture n'hésite pas à descendre dans le métro, très exactement à la station Auber du RER, pour applaudir à la « première » de deux pièces peu connues de l'exilé de Guernesey et ouvrir une exposition consacrée au défenseur des droits de l'homme.

Ce même Jack Lang impertinent, drôle et iconoclaste, affiche le large éventail des ambitions de son ministère en envoyant ses vœux de nouvelle année par le truchement d'un Victor chiquement loubardisé dans un « cuir » de Montana et sous la haute protection de la très sérieuse agence photographique de la rue de Seine, Roger-Viollet.

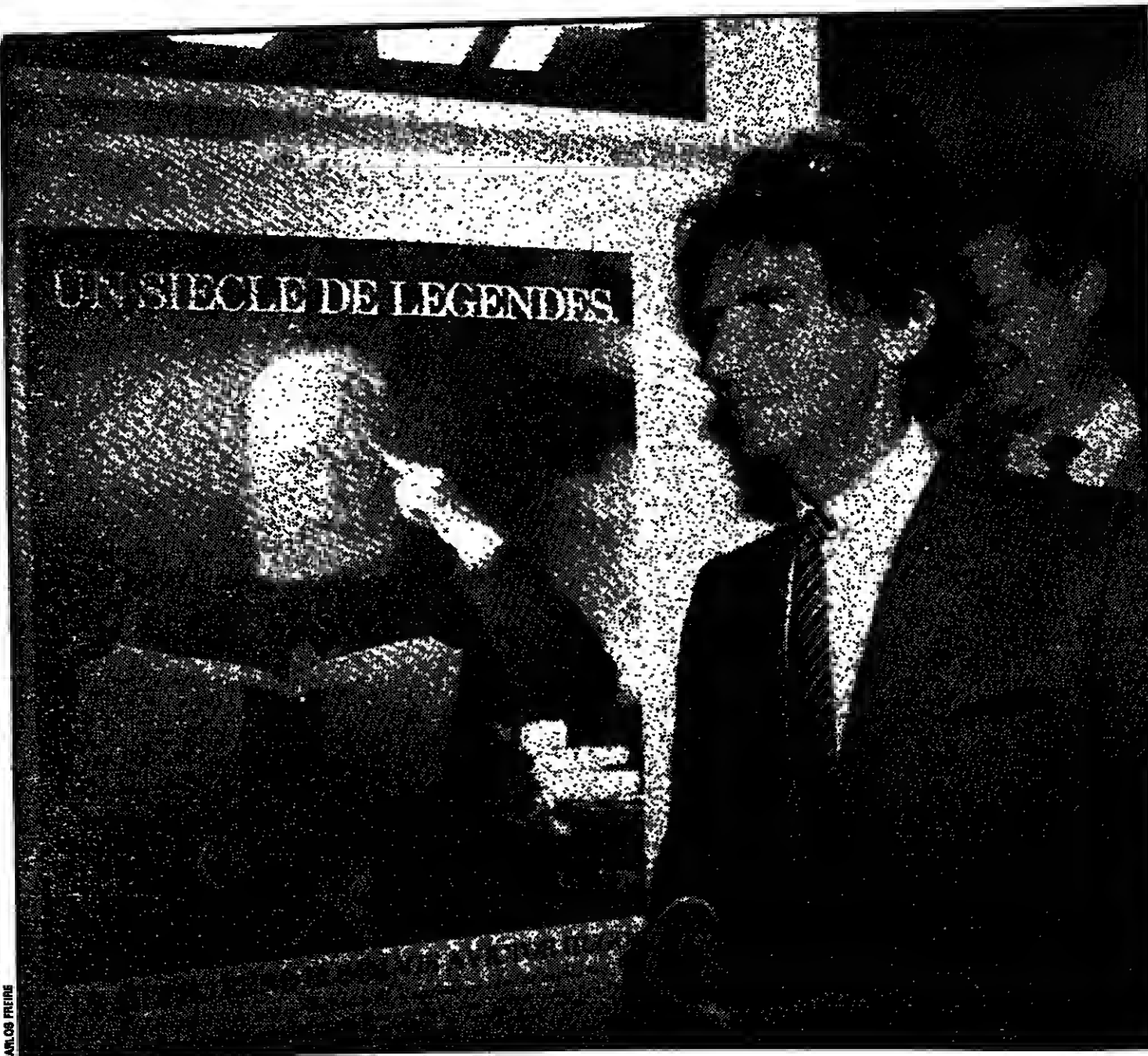
« Aimer, c'est agir », lit-on comme seule réflexion dans les cahiers de l'écrivain à l'année 1885. Le 19 mai, douze jours avant sa mort. L'aimer, c'est agir. L'année Hugo commence...

## UN SIECLE DE LEGENDES.



LE METRO REND HOMMAGE A VICTOR HUGO.

A l'occasion du centenaire de la mort de Victor Hugo, un programme en faveur de la culture.



Le

## Le plan p l'ind

- Un référendum
- Tous les élus le territoire p
- La France a du nouvel E

## Cuba : les ma

## Henri L'enfant

Collection